

**Master Sciences humaines et sociales
mention intervention et développement social**

Économie sociale et solidaire

**TRANSFORMER LES QUARTIERS POPULAIRES EN
“QUARTIERS FERTILES”**

La rénovation verte de la cité Gagarine à Romainville

Nom et prénom de l'autrice : Marceline Fandeur-Jitten

Directrice de mémoire : Elisabetta Bucolo

Remerciements

Je tiens tout d'abord à exprimer ma profonde gratitude à ma directrice de mémoire, Mme Buccolo, pour son accompagnement, ses précieux conseils et sa disponibilité tout au long de ce travail.

Je remercie également les élèves de la promotion du CNAM ainsi que les enseignants du Master 1 et Master 2 pour leurs échanges et leur soutien qui ont enrichi mon parcours.

Un grand merci à toute l'équipe de la Cité Maraîchère de Romainville pour leur accueil et leur collaboration, ainsi qu'aux habitants de la Cité Gagarine qui ont généreusement accepté de partager leur temps et leurs témoignages dans le cadre de mes observations et entretiens.

Enfin, je tiens à remercier les représentants institutionnels qui ont accepté de s'engager dans ce projet en me consacrant de leur temps et en partageant leurs expériences.

GLOSSAIRE

Acsé (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) : Ancienne agence publique française chargée de promouvoir la cohésion sociale et l'égalité des chances, notamment dans les quartiers sensibles. Ses missions ont été reprises par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine) : Organisme chargé de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine, en particulier dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), visant à améliorer l'habitat et les infrastructures.

CUCS (Contrats urbains de cohésion sociale) : Outils contractuels établis entre l'État, les collectivités locales et d'autres partenaires pour mettre en œuvre des actions favorisant la cohésion sociale dans les quartiers défavorisés.

COPIL (Comité de pilotage) : Instance de gouvernance qui supervise et coordonne le déroulement d'un projet ou d'un programme, en réunissant les différents acteurs et partenaires concernés.

ESS (Économie sociale et solidaire) : Secteur économique regroupant des entreprises et organisations (associations, coopératives, mutuelles, fondations) qui placent l'utilité sociale au cœur de leurs activités et privilégient les démarches participatives et équitables.

Est Ensemble : Établissement public territorial (EPT) regroupant plusieurs communes de la banlieue est de Paris, travaillant notamment sur des projets de développement durable et de cohésion territoriale.

Empowerment : Terme anglais désignant le processus par lequel les individus ou les communautés acquièrent les moyens de prendre des décisions et d'agir sur leur propre vie et leur environnement.

Gouvernance : Ensemble des processus et mécanismes permettant la prise de décision collective dans les organisations ou les territoires, impliquant différents acteurs (publics, privés, citoyens).

Habitants référents : Citoyens d'un quartier ou d'une communauté désignés pour jouer un rôle actif dans les processus décisionnels locaux, assurant ainsi une représentation et une médiation entre les habitants et les institutions.

Pouvoir d'agir : Concept proche de l'empowerment, désignant la capacité des individus ou des groupes à agir sur leur environnement et à participer activement aux décisions qui les concernent.

PNRU (Programme national de rénovation urbaine) : Programme français visant à rénover les quartiers en difficulté, en améliorant les conditions de vie des habitants à travers des interventions sur le logement, les infrastructures et les services publics.

NPNRU (Nouveau programme national de renouvellement urbain) : Suite du PNRU, ce programme a pour objectif de poursuivre la rénovation des quartiers prioritaires, en renforçant l'inclusion sociale et le développement économique.

QPV (Quartier prioritaire de la politique de la ville) : Territoires définis par l'État français nécessitant des interventions spécifiques en raison de difficultés socio-économiques importantes.

Quartier fertile : Initiative visant à développer des projets d'agriculture urbaine dans les quartiers prioritaires, dans le cadre du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), afin de favoriser l'écologie et la cohésion sociale.

ONPV (Observatoire national des politiques de la ville) : Instance chargée de recueillir et analyser des données sur les quartiers prioritaires afin d'évaluer l'efficacité des politiques publiques dans ces zones.

SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) : Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 imposant notamment aux communes un quota minimal de logements sociaux, afin de favoriser une répartition plus équitable du logement social sur le territoire.

ZUS (Zone urbaine sensible) : Ancien dispositif délimitant des quartiers en difficulté nécessitant des politiques spécifiques en matière de développement économique et de cohésion sociale. Remplacé par les QPV.

ZRU (Zone de redynamisation urbaine) : Quartiers bénéficiant d'avantages fiscaux et sociaux pour attirer des entreprises et favoriser l'emploi local dans des zones en difficulté.

ZFU (Zone franche urbaine) : Territoires urbains en difficulté bénéficiant d'exonérations fiscales et sociales pour encourager l'implantation d'entreprises et la création d'emplois.

SOMMAIRE

<u>INTRODUCTION</u>	8
Un constat global. L'essor des initiatives locales	8
Un nouvel urbanisme. Une nouvelle façon de construire l'action publique	9
Un verdissement de la politique de la ville	10
Faire des quartiers populaires des "quartiers fertiles". L'exemple de la rénovation de la cité Gagarine à Romainville	13
Des cités à réhabiliter, une population sous le seuil de pauvreté	13
Développer l'agriculture urbaine au pied des tours : La cité Youri Gagarine lauréate du dispositif "quartier fertile" de l'ANRU	14
La Cité maraîchère: un projet ancré dans l'économie sociale et solidaire , porteur du dispositif "quartier fertile"	15
Rénovation urbaine et verdissement : les habitants de la cité Gagarine face aux nouvelles politiques publiques	16
Entre greenwashing participatif et émancipation : un défi pour la démocratie locale	20
Enquête de terrain et Méthodologie	23
Quand les quartiers populaires se mettent au vert : enjeux et perspectives	23
<u>PARTIE 1: L'Évolution des Quartiers Populaires : Histoire, Écologie et Transformations Sociales</u>	24
1.1. État des connaissances :Parcours historique et enjeux des projets écologiques urbains	24
1.1.1. L'histoire de la politique de la ville: des bidonvilles aux QPV	25
1.1.2. Un objet privilégié de la recherche qui incarne la "nouvelle question sociale"	29
1.1.3 Le verdissement de la politique de la ville	32
1.2. Les apports et les limites de la renaturation des QPV dans la littérature scientifique	34
1.2.1. L'écologie, un catalyseur de renouveau social pour les quartiers populaires	36
1.2.2. La renaturation des quartiers populaires : une transformation ambivalente ?	38
1.2.3. D'une écologie populaire à un mouvement social issu des quartiers ?	41
1.3. Une étude de cas : Les habitants de la cité Gagarine	44

<u>PARTIE 2: "De la cité Gagarine au "Quartier fertile": Résistances et appropriations d'une transformation"</u>	45
2.1. Un historique de la rénovation urbaine et des résistances qui ont précédé la mise en place du "Quartier fertile"	46
2.1.1. La cité Gagarine, un quartier inscrit en géographie prioritaire	46
2.1.2. De la cité au quartier écologique : Les étapes de la rénovation de Gagarine	48
2.1.3. La cité Gagarine, lauréate de l'appel à projet "Quartier fertile " de l'ANRU	51
2.1.4. Une structure de l'ESS porteuse du projet Quartier fertile : la Cité Maraîchère de Romainville	52
2.2. Le verdissement de la cité Gagarine : une enquête sur les perceptions et les enjeux	54
2.3. Une enquête qualitative: méthodologie utilisée	55
2.3.1. De l'observation participante au sein de la cité Gagarine en pleine mutation	55
2.3.2. Recueillir la parole des habitants	57
2.3.3. Un travail de veille documentaire	58
2.3.4. Entrer sur le terrain : Porter les deux casquettes de l'assistant social et du chercheur	58
2.3.5. Ma posture d'enquêtrice sur le terrain	60
2.4. La réception du projet par les habitants: entre appropriation et contestation	61
2.4.1. L'appropriation progressive du projet par les habitants	61
2.4.2. Un patrimoine vivant : les techniques maraîchères, héritage des parcours migratoires et transmis dans les jardins ouvriers	63
2.4.3. Un ciment social : l'alimentation comme vecteur de lien social	65
2.4.4. Consommer autrement	69
2.5. Obstacles à une participation pleine des habitants et résistances au projet de quartier fertile	73
2.5.1. Les réunions habitant: une tentative de co construction qui présente des limites	73
2.5.2. Le rôle levier des femmes dans le projet de Quartier fertile	79
2.5.3. Une opposition au projet en continuité avec les résistances au plan global de rénovation du quartier	81
<u>PARTIE 3: Synthèse et perspectives : les enseignements de l'étude de cas de la cité Gagarine</u>	85

3.1. Tirer parti des leviers existants pour éviter le risque de greenwashing participatif	85
3.1.1. Un projet territorial qui doit bénéficier en priorité aux habitants notamment au travers de l'emploi	86
3.1.2. Une politique de renaturation face à l'enjeu des injustices environnementales	88
3.1.3. Des ressources financières et administratives alignées sur les objectifs fixés	89
3.1.4. Tirer parti d' expériences architecturales innovantes en matière de logement social	90
3.2. Synthèse des Résultats: Les Habitants de Gagarine face aux Défis de l'Écologisation	91
3.3. Contributions, Limites et Perspectives de l'Enquête	95

INTRODUCTION

Un constat global. L'essor des initiatives locales

Face à l'évidence de l'urgence écologique et des limites du modèle productiviste, depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000, un foisonnement d'initiatives locales a émergé. Motivées par la nécessité de trouver des solutions aux défis climatiques et énergétiques, ces initiatives, portées par divers acteurs de la société civile, de l'économie sociale et solidaire (ESS) et des institutions publiques, partagent toutes le même constat : l'urgence d'agir et de repenser nos modes de production et de consommation. Ces expérimentations, aux formes multiples et innovantes, s'inscrivent dans une démarche de transition, s'adaptant aux spécificités et ressources de chaque territoire. Elles ont toutes en commun d'avoir été créées récemment et de partir d'un même constat de départ :

“ le besoin de créer des organisations crédibles et désirables, non lucratives, pour s'opposer aux forces du marché. Toutes insistent sur la prise en compte du contexte local, la volonté de faire partir l'action des citoyens eux-mêmes dans une logique horizontale, et le souhait de remettre à l'ordre du jour des savoirs traditionnels ou oubliés”¹

La palette de ces initiatives est large et reflète la créativité et l'engagement des acteurs locaux dans la recherche de solutions durables. Elles englobent une multitude de secteurs, tels que l'énergie, l'alimentation, les transports, le bâtiment, la gestion des déchets, la gestion de l'eau, la protection de la biodiversité et des écosystèmes, ainsi que des politiques d'éducation et de sensibilisation. Ces actions peuvent aller de la mise en place de mobilité douce à la promotion de l'agriculture urbaine, en passant par le développement de la rénovation énergétique des bâtiments. Bien que souvent cantonnées à une échelle locale, elles constituent un mouvement de fond porteur d'espoir. Elles démontrent la capacité des citoyens et des territoires à s'emparer des défis environnementaux et à inventer des solutions alternatives au modèle productiviste dominant. Certains auteurs comme Geoffrey Pleyers y voit même l'émergence d'un mouvement et plus largement d'une nouvelle façon de faire de la politique et de participer à la vie de la cité :

¹PERRIN Antoine, *Social business et initiatives citoyennes : deux modes d'institutionnalisation pour quelle innovation sociale ?*, Thèse: Doctorat de sociologie, Université de Lorraine, 2022, 16p.

« ... ancrés dans un espace local toujours particulier et pourtant mobilisés autour d'enjeux semblables. Certaines pratiques, des formes d'action et des enjeux communs laissent entrevoir l'émergence d'un mouvement qui dépasse ces seuls acteurs. Ils partagent par exemple une volonté de ne pas se limiter à la mise en œuvre de filières d'approvisionnement qui garantissent l'accès à des aliments de qualité et articulent ces "alternatives pratiques" avec une réflexion sur les problèmes du système alimentaire dominant et à un changement social à partir des choix quotidiens d'individus qui sont à la fois consommateurs et citoyens.»²

Un nouvel urbanisme. Une nouvelle façon de construire l'action publique

Ainsi, la crise climatique bouleverse progressivement les agendas politiques et la manière de concevoir et de développer les territoires. Les institutions intègrent désormais ces enjeux environnementaux, avec une obligation croissante de les inclure dans les actions de développement local. Sous l'impulsion de la société civile et des préoccupations environnementales croissantes, les politiques publiques ont dû s'adapter à ces nouvelles réalités. Les enjeux de durabilité et de nature en ville sont ainsi au cœur des transformations urbaines. L'écologie urbaine est perçue comme une approche vertueuse pour façonner les villes de demain, en harmonisant les besoins des populations, la préservation de l'environnement, et en favorisant un meilleur vivre-ensemble. Elle considère la ville non pas comme une entité isolée mais comme un écosystème complexe, où les interactions entre les éléments naturels et humains sont étroitement liées. L'écologie urbaine traduit "une demande sociale et politique en faveur d'une ville plus écologique, répondant à l'insatisfaction profonde de la société vis-à-vis de son cadre de vie", comme l'expliquent Vincent Berdoulay et Olivier Soubeyrand³ dans leur ouvrage consacré à ce courant de l'urbanisme.

Au fil de son histoire, l'urbanisme a expérimenté de nombreux modèles visant à la fabrication de "cités meilleures" à même de contribuer au progrès humain, allant du modèle hygiéniste au mouvement des cités-jardins, jusqu'à l'urbanisme durable. Aujourd'hui, " La culture techniciste est largement remise en cause, au profit d'une

² PLEYERS Geoffrey, . *La consommation critique : Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire*, Desclée de Brouwer, Paris, 2011, 11p.

³ BERDOULAY Vincent , & SOUBEYRAN Olivier, Introduction : L'écologie urbaine et l'urbanisme, *La Découverte*, Paris, 2002, 11-19p.

approche humaniste, privilégiant la pédagogie et l'importance des usages"⁴. Nous assistons ainsi à l'émergence d'un nouveau modèle d'urbanisme axé sur l'impératif environnemental. C'est ce que souligne la chercheuse en urbanisme, Cyria Emelianoff :

“Face aux défis du XXIème siècle, les quartiers durables tentent d'incarner un nouvel urbanisme. Ils offrent aux collectivités un espace d'expérimentation pour tester grandeur nature des solutions diversifiées, en termes de densité urbaine, d'énergie, de biodiversité, de mobilité douce ou encore de participation des habitants.”

Ainsi, les enjeux environnementaux, dont la nature et l'importance ont varié au cours du temps, ont progressivement influencé l'évolution des modèles de production urbaine, façonnant ainsi des approches spécifiques à chaque époque et à chaque territoire.

Un verdissement de la politique de la ville

Loin d'être un espace homogène, la ville est marquée par de profondes disparités socio-économiques et spatiales. C'est pour répondre à ces inégalités que la politique de la ville a émergé en France dès les années 1970. Bien que la datation précise de son origine soit complexe, elle est étroitement liée à l'histoire de l'après-guerre et à la construction des grands ensembles d'habitat social. Face à l'urbanisation galopante de l'époque et aux concentrations de populations dans des quartiers souvent dépourvus d'infrastructures et de services adéquats, l'intervention des pouvoirs publics s'est imposée comme une nécessité. La politique de la ville est ainsi née, portant l'ambition de réduire les fractures urbaines et d'améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers défavorisés. Au fil des décennies, elle a connu diverses évolutions, s'adaptant aux mutations urbaines et aux nouveaux défis rencontrés comme l'explique Daniel Rigaud :

«Son histoire est faite d'à-coups, de continuités et de ruptures. Trois périodes peuvent être identifiées : une première, qui couvre la décennie 1970, est celle de la genèse, une seconde, des années 1981 à 1988, est celle de l'affirmation et une

⁴ EMELIANOFF Cyria, Une nouvelle manière d'appréhender l'urbain, in : CHARLOT Antoine (sous la dir. de), *Vers un nouveau modèle urbain : Du quartier à la ville durable*, EdiSens, Paris, 2012, pp. 46-55

troisième à partir de 1988, couvrant les années 1990 peut être qualifiée de celle de la maturité⁵ ».

Aujourd'hui, elle s'inscrit dans un contexte marqué par les transformations économiques et les préoccupations croissantes en matière de cohésion sociale et de développement durable. À l'instar d'un mouvement général qui traverse l'ensemble de l'action publique, on observe actuellement un véritable verdissement des politiques de la ville. Ainsi, de nombreuses initiatives de renaturation sont entreprises dans les quartiers en politique de la ville (QPV) à travers le territoire:

“Inversant la célèbre proposition d'Henry Monnier, les quartiers durables nous invitent à (re)construire la campagne en ville. Il s'agit de redonner toute sa place à la nature dans les projets d'aménagement, en acquérant des terrains pour en faire des jardins partagés, des mares ou en composant une trame verte”. (Emilianoff,C.(2012)).

Dans les territoires les plus marginalisés, l'écologie est de plus en plus perçue comme un remède aux maux urbains comme le souligne Charles- François Mathis:

“Partout, il n'est question aujourd'hui que de végétalisation des villes – il n'y a qu'à voir les programmes des candidats à la mairie de Paris en 2019, tous plus « verts » les uns que les autres, pour s'en convaincre. L'urbanisation mondiale galopante (depuis 2008, d'après les statistiques de l'ONU, plus de la moitié de l'humanité serait citadine) rend de fait indispensable une réflexion sur les liens entre les villes et la nature, notamment végétale. L'avenir écologique de la planète reposerait-il sur les villes et leurs habitants, comme le laisse penser Valérie Chansigaud dans un ouvrage récent (2017, p. 144-145) ? Il est certain en tout cas que le monde urbain devient un objet central pour penser la transition environnementale. Ce rôle écologique dévolu à la ville et les conséquences urbanistiques qui en découlent sont nouveaux et n'ont rien d'évident⁶”.

Elle se présente comme un catalyseur de renouveau social, offrant un terreau fertile pour favoriser le dialogue, la cohésion sociale et une réduction des tensions

⁵ RIGAUD Daniel, La politique de la ville en France, *Hommes et Terres du Nord*, n°1, 1997, 12p.

⁶ Mathis, C.-F. (2021, 15 février). L'émergence de la pensée écologique en ville. *Métropolitiques*.

urbaines. En promouvant la mixité, le verdissement des quartiers populaires pourrait atténuer les différences sociales et contribuer à un environnement urbain plus harmonieux. Toutefois, Yves Bonard et Laurent Matthey posent la question suivante :

“en dépit de toutes ces promesses, il demeure qu'on peut s'interroger. Les éco-quartiers, considérés comme un laboratoire de la ville du futur – une ville qui serait parvenue à entrelacer urbain et rural, à articuler enjeux écologiques, sociaux et économiques – sont-ils effectivement les embrayeurs d'un changement de paradigme ou persiste-t-il, dans leur “génétique”, quelque chose d'un inéluctable retour du même ?” (Bonard, Matthey, 2010 : 4)⁷

Les quartiers les plus fragilisés sont aussi les lieux où, dans le même mouvement, urgence écologique et injustices sociales se conjuguent, provoquant un effet boule de neige. D'un côté, les habitants de ces quartiers subissent de manière disproportionnée les impacts négatifs de la dégradation de l'environnement, comme la pollution de l'air, les nuisances sonores, l'accès limité aux espaces verts, et l'insalubrité des logements. De l'autre côté, les inégalités sociales, telles que la pauvreté, le manque d'accès à l'éducation et d'accès aux services, limitent leur capacité à se défendre contre ces fléaux environnementaux et à s'adapter aux changements climatiques.

Cette réalité démontre l'intersectionnalité existante entre les enjeux environnementaux et sociaux, comme le rappelle Dominique Bourg : "il n'est désormais plus possible de poser la question écologique sans en même temps poser celle des inégalités sociales".⁸ En effet, ces deux problématiques sont inextricablement liées et ne peuvent être traitées séparément.

La transformation de la cité Gagarine en un "Quartier fertile" à Romainville (Seine-Saint-Denis) constitue un cas d'étude intéressant pour observer le déploiement de ces nouvelles orientations de l'action publique visant à verdir les quartiers prioritaires à l'occasion de leur rénovation. Depuis 2016, cette initiative menée par l'ANRU (Agence Nationale de Rénovation Urbaine) à Romainville et sur l'ensemble du territoire illustre d'une façon singulière cet entrelacement des enjeux environnementaux et sociaux.

⁷ Bonard, Y., & Matthey, L. (2010, 9 juillet). Les éco-quartiers : laboratoires de la ville durable. *Cybergeog: European Journal of Geography*. Débats, Quartier durable ou éco-quartier ?

⁸ Bourg, D. (2020). Inégalités sociales et écologiques: Une perspective historique, philosophique et politique. *Revue de l'OFCE*, 165, 21-34.

Faire des quartiers populaires des “quartiers fertiles”. L’exemple de la rénovation de la cité Gagarine à Romainville



Maquette de la cité Gagarine à Romainville

Des cités à réhabiliter, une population sous le seuil de pauvreté

La commune de Romainville, en Seine-Saint-Denis, se distingue par son riche patrimoine et sa population hétérogène. Cependant, elle abrite également certains des quartiers les plus pauvres du pays, notamment la cité Youri Gagarine, emblématique des grands ensembles construits entre 1950 et 1980. Avec ses douze bâtiments, dont trois tours de 18 étages, ce quartier loge actuellement 2 200 habitants. La pauvreté y est particulièrement préoccupante : en 2018, 32,4% des résidents vivaient en dessous du seuil de pauvreté, un chiffre bien supérieur à la moyenne nationale qui est établie à 15% pour la population générale. Conscient des défis importants auxquels font face la cité

Youri Gagarine et d'autres quartiers d'habitat social à Romainville, le gouvernement français a lancé depuis plusieurs années un vaste programme de rénovation urbaine.

Développer l'agriculture urbaine au pied des tours : La cité Youri Gagarine lauréate du dispositif "quartier fertile" de l'ANRU

Dans le cadre de ce vaste projet de réhabilitation du quartier, l'initiative prévoit le développement de l'agriculture urbaine au pied des immeubles, conformément aux objectifs du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Lancé en 2014, ce programme marque une nouvelle étape dans la politique de rénovation urbaine en France, comme le souligne le centre de ressource politique de la ville, Résoville :

« Dans la continuité des différents volets de la politique de la ville conduits jusque-là, le NPNRU tente de prendre en compte les critiques et le bilan de l'évaluation du PNRU. Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), lancé en 2014, représente une nouvelle étape dans la politique de rénovation urbaine en France. Il vise non seulement à réhabiliter les quartiers dégradés, mais aussi à promouvoir une approche intégrée qui prend en compte les dimensions sociales, économiques et environnementales des territoires concernés. En mettant l'accent sur la mixité sociale, le développement durable et la cohésion sociale, le NPNRU cherche à transformer en profondeur les espaces urbains les plus défavorisés⁹. »

Depuis 2016, le quartier Youri Gagarine bénéficie de cette politique et a été sélectionné pour l'appel à projets "Quartier fertile" de l'ANRU, qui s'étend actuellement à plusieurs quartiers prioritaires de la politique de la ville à l'échelle nationale. L'objectif de ce programme est de promouvoir des activités de production agricole dans les grands ensembles, au pied des tours. Ainsi, des vergers, des jardins partagés, des installations de transformation alimentaire et un four à pain verront progressivement le jour, créant ainsi des infrastructures d'agroécologie qui compléteront les services traditionnellement

⁹ RÉSOVILLES. (2019, 30 août). PNRU, NPNRU, ANRU ? Comprendre les politiques de renouvellement urbain des quartiers prioritaires. Centre de ressources politique de la ville.

déployés lors de la rénovation urbaine des quartiers dit sensibles. Ainsi, en complément de ces initiatives, un centre social, un espace petite enfance, un lieu dédié à l'insertion professionnelle, des aires de jeux et des structures sportives sont également prévus.

Au-delà des priorités habituelles de l'ANRU et de la politique de la ville, telles que la mixité sociale, le développement économique, le désenclavement géographique et la diminution des tensions urbaines, ce projet vise à engager la transition écologique des quartiers populaires. Les autorités publiques considèrent l'agriculture urbaine comme un levier stratégique de transformation pour les 450 quartiers concernés, en renforçant leur dimension environnementale¹⁰. Les habitants sont ainsi incités par les pouvoirs publics et les porteurs de projets associatifs à participer activement à la co-construction de ces innovations écologiques sur leur lieu de vie.

La Cité maraîchère: un projet ancré dans l'économie sociale et solidaire , porteur du dispositif "quartier fertile"

Implantée à Romainville, en Seine Saint Denis, le projet de la Cité Maraîchère a ouvert ses portes au premier trimestre 2021. Il s'agit d'une ferme urbaine, verticale, sur six niveaux comprenant des espaces de culture, des espaces pédagogiques et un espace de restauration¹¹. Elle est régie par la mairie via son Agence Communale de Transition Écologique et Solidaire (ACTES) créée en 2020. Il s'agit donc d'un équipement municipal d'agriculture urbaine qui entend développer une alimentation durable et solidaire. A la fois lieu de production maraîchère, elle est un véritable laboratoire d'agriculture urbaine qui vise à encourager la consommation d'aliments produits localement. Elle s'inscrit dans les valeurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) en encourageant une alimentation durable et respectueuse de l'environnement, ainsi qu'une gouvernance participative, une lucrativité limitée, et une responsabilité sociale et environnementale.

¹⁰URL:

<https://agriculture.gouv.fr/francerelance-les-quartiers-fertiles-des-projets-innovants-pour-developper-lagri-culture-urbaine>

¹¹Conan, Y., & Lakomi, C. (2022). Dossier complet de présentation du nouveau projet de cité maraîchère au bureau municipal. (Rapport non publié). Romainville.

La ferme est située au sein de la cité Marcel Cachin et développe depuis le début de l'année 2023, un nouveau projet au sein d'une cité adjacente, la cité Gagarine. Elle joue un rôle essentiel dans la transformation en cours du quartier Youri Gagarine, en ayant remporté l'appel à projet de l'ANRU, elle est la porteuse du projet Quartier fertile. Après avoir mis en place et animé des ateliers participatifs pour permettre aux différents acteurs du quartier (habitants, associations, commerçants, élus etc.) de prendre part aux différentes étapes d'élaboration et de mise en œuvre de ce projet. Les premières phases du chantier ont débuté au printemps 2024 et devraient se poursuivre jusqu'à la fin de l'année.



Rénovation urbaine et verdissement : les habitants de la cité Gagarine face aux nouvelles politiques publiques

Dans son article « L'émergence de la pensée écologique en ville », Charles-François Mathis¹² explore l'évolution de la relation entre urbanisme et écologie, en se concentrant sur l'usage du végétal en ville depuis le XIXe siècle. Il souligne que, historiquement, les plantes en milieu urbain étaient considérées comme des éléments décoratifs ou thérapeutiques, sans réelle considération pour leur intégration écologique. Dans la première moitié du XIXe siècle, la ville est vue comme artificielle, opposée à la nature. Les plantes y sont contrôlées et ornementales, souvent exotiques, et sans souci des écosystèmes locaux. Avec l'industrialisation, les espaces verts deviennent des

¹² Ibid

remèdes aux effets négatifs de l'urbanisation sur la santé et la moralité des citoyens, mais la dimension écologique reste absente. Les espaces verts, après-guerre, deviennent des surfaces indifférenciées servant diverses fonctions urbaines comme l'explique l'auteur :

“L'indifférenciation entre végétaux atteint son comble sans doute avec la notion d'espace vert, qui émerge progressivement dans l'entre-deux-guerres pour s'imposer après 1945. Le jardin contenait à tout le moins une dimension qualitative, ornementale ; il portait en germe une pensée paysagiste souvent féconde. L'espace vert, quant à lui, réduit la présence végétale à une tache, une surface colorée dont la destination est à ce point diverse qu'elle en devient indéterminée. Il devient lieu de repos, de récréation, de jeux, poumon de la ville. Les pouvoirs publics accompagnent ce mouvement : la célèbre circulaire du 8 février 1973, envoyée aux préfets par le ministre Robert Poujade, définit l'espace vert et fixe un objectif de 10 m² par citoyen”.

Ce n'est qu'à partir des années 1970, avec la montée des préoccupations environnementales, que la nature en ville commence à être réimaginée sous un prisme écologique. Des initiatives telles que le programme « Man and Biosphere » de l'Unesco introduisent l'idée que la ville est un écosystème où humains et nature coexistent et interagissent. La biodiversité urbaine devient alors un enjeu, avec des projets emblématiques comme le Jardin en mouvement de Gilles Clément ou la réapparition des jardins spontanés à Paris. Dans les années 1990, la réflexion écologique urbaine s'accélère, notamment avec le Sommet de la Terre à Rio et l'adoption de politiques de développement durable. Les villes mettent en place des stratégies pour rendre leurs espaces plus durables, telles que la gestion différenciée des espaces verts et la création de trames vertes. Les législations, comme la loi Labbé, consolident cette démarche en interdisant l'utilisation de produits chimiques dans les espaces publics. Plus récemment, dans la continuité du développement durable, les « services » rendus par la nature en ville ont été mis en avant et classifiés en trois grandes catégories, notamment lors d'une étude réalisée en 2014 par l'association Plantes et Cité :

“Les bienfaits pour l'homme englobent santé et bien-être, lien social et identité : on est là somme toute dans une vision assez traditionnelle (et tout à fait

juste, bien entendu) de ce qu'une végétalisation urbaine peut apporter en termes sociaux, physiologiques et psychologiques. Un deuxième ensemble réunit les bienfaits pour l'économie, autour de l'agriculture urbaine, de la valorisation des déchets et du bâti, etc. Un troisième groupe, enfin, porte sur les équilibres naturels, mais, mise à part la biodiversité, ses éléments se rapportent là encore à l'être humain : régulation thermique (lutte contre les îlots de chaleur), qualité de l'air, écoulement des eaux, etc. Le triptyque renvoie bien entendu aux trois piliers du développement durable : le social, l'économique, l'environnement. Comme auparavant, donc, la nature végétale est mise ici au service des activités et des intérêts humains ; simplement l'attention qu'on lui porte est tout à la fois plus globale et plus fine dans les rapports qu'elle tisse avec les sociétés urbaines. ...Elle modifie en tout cas certainement la place qu'occupent les citoyens dans la définition des politiques d'urbanisme : le verdissement n'est plus seulement l'apanage des pouvoirs publics, qui décident d'un parc ou d'un square, mais nécessite l'action de tous les citoyens. Pas de biodiversité, en effet, sans une végétalisation écologiquement responsable des espaces privés et sans un accompagnement des citoyens".

L'émergence d'une réflexion écologique en ville a été un processus complexe, marqué par des approches multiples et des évolutions historiques qui ont progressivement façonné notre rapport à l'environnement urbain. L'idée que l'écologie puisse servir de catalyseur de renouveau social dans les quartiers marginalisés et guérir les "maux urbains" a ainsi progressivement gagné du terrain. Les politiques urbaines, en particulier la politique de la ville, ont embrassé ce virage vers la ville durable, qui s'est imposé comme un nouveau paradigme incontournable. Ces espaces d'expérimentation à partir de territoires relégués entendent fabriquer de nouvelles manières de vivre ensemble, de construire des solidarités mais aussi de développer économiquement le territoire. L'aménagement d'infrastructures d'agroécologie au pied des tours s'inscrit dans cette perspective, en proposant de renaturer ces espaces et de favoriser la mixité sociale. Ces "quartiers verts" se présentent comme des laboratoires d'un urbanisme vertueux, porteurs d'un véritable "projet politique et collectif" (Emelianoff, 2002). La démocratie participative y est fortement mise en avant, et la transition écologique de ses quartiers populaires est perçue comme un levier pour favoriser un mieux vivre ensemble où les tensions urbaines seraient apaisées. Des

initiatives portées par des structures de l'ESS comme la cité maraîchère de Romainville, se sont ainsi multipliées ces dernières années et proposent une nouvelle articulation entre enjeux environnementaux, solidarité, économie et politique.

Cependant, bien que l'intégration de principes écologiques dans l'aménagement des grands ensembles puisse offrir de nombreux bénéfices - tels que renforcer la cohésion sociale, améliorer le cadre de vie et permettre une meilleure adaptation de la population aux changements climatiques - la transition écologique de ces quartiers, malgré ses promesses, reste confrontée à de nombreux défis à relever.

En effet, la mise au vert d'un quartier peut entraîner une revalorisation immobilière susceptible de provoquer une gentrification, menaçant ainsi de pousser les populations les plus fragiles à l'extérieur de ses quartiers. Ce phénomène est largement documenté dans la littérature scientifique, comme le démontre Isabelle Anguelovski dans son article "Assessing green gentrification in historically disenfranchised neighborhoods: a longitudinal and spatial analysis of Barcelona."¹³ :

"Despite the commitment from cities to address past inequities, the creation of urban green amenities in low-income areas generates a *green space paradox* (Curran & Hamilton, 2012). Neighborhood-scale case studies thus far indicate that the greater the number, size, and quality of urban green spaces in an area in transition, the more attractive and desirable it becomes, thus favoring the displacement of minority groups toward unwanted (and likely less green) areas (Dooling, 2009; Goodling et al., 2015; Pearsall, 2009). In the 1990s, the restoration of Brooklyn, New York's Prospect Park led to a massive increase in new construction in certain areas around the park and a corresponding change in the race and class composition of those areas toward a wealthier and whiter population (Gould & Lewis, 2012).

De plus, les habitants de ces quartiers sont souvent marginalisés dans les processus décisionnels concernant l'aménagement de leur propre environnement, ce qui peut limiter leur appropriation de ces projets et leurs adéquations aux besoins réels de la

¹³Anguelovski, I., Connolly, J. J. T., Masip, L., & Pearsall, H. (2017). Assessing green gentrification in historically disenfranchised neighborhoods: A longitudinal and spatial analysis of Barcelona. *Urban Geography*, 39(3), 458–491.

population locale. La littérature scientifique abonde d'exemples illustrant un déficit de participation au sein des populations des quartiers populaires à l'échelle mondiale comme le souligne Marion Carel, spécialiste de la participation :

“En pratique, la participation citoyenne peut toutefois s’avérer contre-productive pour enrayer la crise démocratique, lorsqu’elle se résume à une fausse promesse. Toutes les recherches s’accordent à dire que la participation citoyenne se réduit généralement en France à de l’information descendante ou du débat a minima, captif des enjeux de proximité ”. ¹⁴

Ainsi, bien que l'écologie puisse être un levier pour améliorer la situation des quartiers défavorisés, il est essentiel de prendre en compte les particularités sociales et économiques de ces territoires.

Entre greenwashing participatif et émancipation : un défi pour la démocratie locale

Notre recherche vise à mieux comprendre comment la participation citoyenne et la rénovation urbaine peuvent s'articuler face aux défis climatiques à venir. Le principal enjeu consiste à maintenir un équilibre entre les objectifs écologiques et les réalités sociales, politiques et économiques propres au territoire. L’initiative étudiée ici, portant sur la renaturation de la cité Gagarine à travers un projet d'agriculture urbaine, bien que présentant des aspects positifs, soulève également des questions quant à sa capacité à intégrer les différentes aspirations des habitants. Contrairement à l’*a priori* d’indifférence écologique, notre enquête démontre que les habitants de la cité Gagarine sont loin d’êtres apathiques aux enjeux de la crise écologique qui affecte la société. À l’instar des observations d’Alex Roy, nos données de terrain montrent que cette conscience environnementale se traduit quotidiennement par des pratiques qui ne se limitent pas à des impératifs économiques, mais qui s'enracinent dans des valeurs profondes de la culture populaire et constituent une forme de proto-politique du quotidien tel que souligné par le chercheur dans ses travaux :

¹⁴ CARREL, M (2017). Injonction participative ou empowerment ? Les enjeux de la participation en France. Les Politiques Sociales, 2017/2 n° 3-4. pp. 79-89. <https://doi.org/10.3917/lps.173.0079>.

“Nous avons également démontré que contrairement aux idées reçues, les individus des catégories populaires ne sont pas enfermés dans un présent complexe et la difficile gestion court-termiste de la fin du mois. Certains s’impliquent, au contraire, dans la construction d’un futur écologique, que ce soit au travers de pratiques ordinaires ancrées dans la quotidienneté ou plus réflexives, critiques et collectives, voire militantes, comme en témoigne le collectif du « Front de mères » qui mobilise les classes populaires dans un combat anti-raciste, féministe et écologique (Ouassak, 2023). L’enjeu est pour l’heure de favoriser la reconnaissance des pratiques, discours et actions collectives écologiques qui se développent en milieux populaires. Mais il s’agit aussi de parvenir à articuler les initiatives locales aux enjeux globaux, et de penser les dispositifs — politiques et de recherche-action — permettant de faire peser la parole populaire dans un débat public largement accaparé par d’autres catégories sociales”.

Cet intérêt pour les questions écologiques se manifeste sous diverses formes, que nous examinerons plus en détail dans la seconde partie consacrée à l’analyse des données empiriques. Notre enquête met en lumière un véritable intérêt des habitants pour les enjeux écologiques, ainsi qu’une volonté de s’impliquer dans les transformations environnementales en cours sur leur territoire.

Toutefois, comme l’ont largement montré la littérature scientifique et les témoignages des habitants, en particulier les militants des quartiers populaires, les projets de rénovation urbaine se heurtent fréquemment à un manque de participation et à un déni de démocratie. Ce déficit démocratique incite fréquemment les résidents à se désengager des instances consultatives, qu’ils perçoivent comme des façades symboliques, dépourvues de réel pouvoir décisionnel et où leurs besoins et aspirations ne sont pas véritablement considérés. Cela conduit à un dialogue perpétuellement interrompu entre les pouvoirs publics et les habitants, entravant tout progrès significatif et maintenant les quartiers dans une situation d’immobilisme. Afin de sortir de cette impasse, Marion Carrel, spécialiste de la participation des habitants des quartiers populaires plaide pour "une révolution dans la manière de construire l’intérêt général en France". En effet, selon elle il est urgent de mettre en place des politiques véritablement participatives et co-construites avec les habitants, comme le souligne la chercheuse :

“Il s'agit d'innover pour que la participation citoyenne contribue à la fois à améliorer les politiques sociales et à déclencher des dynamiques d'émancipation des personnes. Ce n'est pas seulement une question de méthode, mais bien plus une révolution dans la manière de construire l'intérêt général en France, de croiser les expertises, d'articuler la participation et la représentation et de faciliter l'émancipation des publics précaires.”¹⁵

Dans l'étude que nous analysons, bien que le projet de rénovation urbaine de la cité Gagarine ait rencontré des doutes et des oppositions, que nous développerons davantage dans les prochaines sections, nous avons constaté que la phase "verte" de ce projet, incarnée par la mise en place du Quartier fertile, pourrait favoriser une plus grande adhésion et participation des habitants du quartier. Cet intérêt accru pour les enjeux écologiques, qui résonne fortement avec les préoccupations des classes populaires, semble jouer un rôle clé dans cette dynamique. Nous nous pencherons dans un premier temps sur cette résonance pour déterminer si le projet de quartier fertile pourrait dépasser le simple greenwashing participatif et constituer un véritable terrain d'expérimentation démocratique. Nous nous interrogerons sur la capacité de ce projet à engendrer de réelles transformations à l'échelle locale et à servir de levier contre les inégalités sociales et environnementales, ou s'il contribue, au contraire, à les renforcer. Notre objectif est d'analyser la manière dont les habitants du quartier perçoivent et accueillent cette initiative, ainsi que d'identifier les obstacles et les leviers potentiels qui influencent leur participation. Nous évaluerons les éventuels écarts entre les intentions des initiateurs du projet et les réalités vécues par les habitants. Les habitants ont-ils la possibilité de participer activement à la co-construction de ces projets écologiques, ou sont-ils contraints à un rôle passif, se limitant à être de simples récipiendaires des politiques imposées par le haut ?

L'enquête de terrain cherchera donc à évaluer si cette initiative peut aller au-delà du simple verdissement du quartier, en s'attaquant aux causes structurelles des problématiques environnementales dans ce quartier populaire. L'objectif est de déterminer si ces politiques suivent une approche descendante, négligeant les savoirs et pratiques écologiques déjà ancrés dans ces quartiers, ou si, au contraire, elles répondent à la forte aspiration des classes populaires pour l'écologie, devenant ainsi un véritable

¹⁵ Marion CARREL, 2017. « Injonction participative ou empowerment ? Les enjeux de la participation ». *Vie sociale*, n° 19, p. 32.

levier de participation et de co-construction, rompant avec le déni démocratique souvent associé aux projets de rénovation urbaine.

Les résultats de cette étude de cas pourraient offrir des perspectives sur la manière dont les quartiers populaires peuvent s'engager activement dans la transition écologique, ainsi que sur la capacité des initiatives, souvent soutenues par des structures de l'économie sociale et solidaire, à relever les défis complexes liés aux enjeux écologiques, sociaux, politiques et territoriaux, face à l'urgence climatique à venir.

Enquête de terrain et Méthodologie

Ainsi, nos questionnements s'appuient sur une enquête de terrain menée sur plusieurs mois, débutée lors de la première année du master "Intervention et développement social" et poursuivie durant la deuxième année en parcours "Économie Sociale et Solidaire". Pendant ces deux années, nous avons enquêté sur les étapes de conception et de co-construction du projet Quartier fertile, notamment lors des différentes réunions "habitants" organisées avant le lancement des travaux pour permettre la concrétisation du projet. Nous avons également réalisé des observations participantes lors de diverses activités menées par la Cité maraîchère, structure de l'ESS ouverte en 2021 et porteuse du futur projet Quartier fertile dans le cadre de la rénovation urbaine de la Cité Gagarine, engagée depuis 2016. Notre démarche a privilégié des entretiens avec les habitants de la Cité Gagarine, tout en incluant également des discussions avec divers acteurs institutionnels impliqués dans le projet. Notre méthodologie d'enquête sur le terrain s'est basée sur une enquête qualitative qui a reposé sur trois piliers fondamentaux: l'observation participante, des entretiens menées avec divers acteurs impliqués dans le projet ainsi qu'un travail de lecture et de veille documentaire sur le sujet.

Quand les quartiers populaires se mettent au vert : enjeux et perspectives

L'objectif de ce travail est d'explorer l'émergence des "quartiers fertiles" au sein des quartiers populaires, à travers l'exemple de la cité Gagarine à Romainville, et de comprendre comment ces initiatives s'inscrivent dans un mouvement plus large de verdissement des politiques urbaines. Dans une première partie, nous proposons un état

de l'art qui revient sur l'évolution historique de la politique de la ville, de la réhabilitation des bidonvilles à la création des quartiers prioritaires (QPV), tout en examinant le verdissement de ces politiques. Nous analyserons ensuite les apports et les limites de la renaturation des QPV à travers la littérature scientifique, en questionnant l'impact de l'écologie comme catalyseur de renouveau social et en discutant des tensions inhérentes à ces transformations.

La deuxième partie se concentre sur l'étude empirique de la rénovation urbaine de la cité Gagarine, lauréate du dispositif "Quartier Fertile" de l'ANRU. À travers un historique détaillé, nous retracerons les étapes clés de la transformation de ce quartier en quartier écologique, en mettant en lumière les dynamiques sociales et les résistances locales. Cette partie s'appuiera sur une enquête qualitative, incluant l'observation participante, des entretiens avec les habitants, et l'analyse de documents, pour explorer les perceptions des résidents face à ces nouvelles politiques et les enjeux qui en découlent.

Enfin, la troisième partie offrira une synthèse des résultats de l'enquête et formulera des préconisations pour renforcer la participation citoyenne dans de tels projets. Nous mettrons en avant les propositions issues des habitants eux-mêmes, en identifiant les apports et limites de cette recherche, et en ouvrant des perspectives pour élargir cette réflexion à d'autres contextes nationaux et internationaux. Ce cheminement méthodologique vise à illustrer comment la participation des habitants, loin d'être un simple vernis participatif, peut devenir un véritable levier de transformation pour les quartiers populaires dans la transition écologique.

PARTIE 1: L'Évolution des Quartiers Populaires : Histoire, Écologie et Transformations Sociales

1.1. État des connaissances : Parcours historique et enjeux des projets écologiques urbains

Pour bien situer notre terrain d'enquête et saisir pleinement les enjeux qui le sous-tendent, il est crucial de revenir sur l'histoire de la politique de la ville en France, depuis ses débuts jusqu'à ses évolutions récentes. En retraçant cette évolution, nous pourrions mieux appréhender les enjeux spécifiques liés à notre étude, notamment le projet de rénovation urbaine en cours, initié par l'ANRU, et la nouvelle phase d'écologisation incarnée par le dispositif "quartier fertile".

Il est essentiel de replacer le projet d'écologisation des quartiers populaires dans une perspective historique plus large. En effet, les politiques urbaines ont connu des évolutions significatives depuis plusieurs décennies, marquées par des alternances entre des phases de grands projets de rénovation urbaine et des périodes de plus grande attention portée aux questions sociales et environnementales. Le dispositif "quartier fertile" s'inscrit dans cette dynamique, marquant une nouvelle étape dans l'évolution des politiques urbaines. En retraçant cette histoire, nous pourrions mieux comprendre les enjeux spécifiques de ce quartier populaire, les résistances rencontrées, les attentes des habitants et les opportunités offertes par ces nouvelles politiques. Cette perspective historique nous permettra d'analyser de manière critique les dispositifs actuels et d'évaluer leur capacité à répondre aux défis complexes liés à la transition écologique, à la justice sociale et à la démocratie participative.

1.1.1. L'histoire de la politique de la ville: des bidonvilles aux QPV

L'histoire de la politique de la ville n'a pas suivi une trajectoire linéaire. Elle s'est développée par à-coups, en se dotant d'institutions et de nouveaux dispositifs législatifs, souvent en réaction à des épisodes de violence urbaine reflétant une approche souvent curative plutôt que préventive. Cette construction par étapes rend son appréhension complexe, car ses objectifs et ses modes d'action sont en perpétuelle

évolution. Souvent critiquée pour son "manque de résultats", elle cristallise les tensions et débats qui traversent la société française, tels que la précarité, le chômage, l'intégration, l'immigration, les discriminations et la mixité. Conscients que la richesse de cette histoire dépasse largement ce que nous pouvons présenter ici, nous avons choisi de n'en retenir que les moments clés, ne pouvant en offrir un récit exhaustif.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France est confrontée à la nécessité de se reconstruire. Les destructions causées par le conflit, combinées à la nécessité de recourir à une main-d'œuvre immigrée souvent logée dans des conditions indignes, provoquent une crise du logement. C'est dans ce contexte que les premiers bidonvilles apparaissent. Après la démolition en 1971 du plus grand bidonville de France, situé à Nanterre, pour faire place à des grands ensembles, le groupe de travail Habitat et vie sociale est créé en 1977. Son objectif est de mener le premier "plan banlieue" en réhabilitant 53 sites et en développant l'accompagnement social des habitants de ces territoires marginalisés. Cela peut être considéré comme le point de départ de la politique de la ville en France. Les premières émeutes urbaines d'ampleur éclatent dès 1979 à Vaulx-en-Velin, et dans ce même mouvement, les premières circulaires visant à interdire la construction des barres et des tours voient le jour.

Dans les années 1980 et 1990, les émeutes et les plans d'intervention des politiques publiques se multiplient. En 1981, le ministère de l'Éducation nationale crée les premières zones d'éducation prioritaire (ZEP) pour lutter contre les inégalités scolaires, suivies par la mise en place des missions locales en 1982. En 1983, la mission Banlieues 89 fut lancée dans le but ambitieux de revitaliser les banlieues françaises mobilisant des architectes pour piloter des projets de rénovation, d'aménagement et de désenclavement, dans le but de redonner vie à ces quartiers et de restaurer leur attractivité. La même année, la Marche pour l'égalité et contre le racisme, dite "marche des Beurs," part de Marseille pour rejoindre Paris. Durant cette période, la politique de la ville commence à s'institutionnaliser. En 1990, François Mitterrand annonce la création du premier ministère de la Ville, dirigé par Michel Delebarre. Malgré les efforts déployés et les dispositifs mis en place, la situation reste complexe. Les habitants des banlieues continuent de faire face à des difficultés économiques et sociales, et de nouveaux incidents éclatent.

Face aux difficultés croissantes des banlieues françaises, les années 1990 ont été caractérisées par une double approche. D'un côté, des efforts importants ont été déployés pour instaurer un cadre juridique solide pour la politique de la ville. De l'autre, l'État a intensifié les mesures répressives et de lutte contre la délinquance. En 1993, sont lancés les contrats de ville. Ces contrats constituent le cadre d'action de la politique de la ville pour les quartiers prioritaires. Ils reposent sur un partenariat en matière de gouvernance et de financement impliquant l'État, les établissements de coopération intercommunale (EPCI), les communes, les conseils régionaux, les bailleurs sociaux et les organismes publics (notamment ceux liés à l'emploi et à la protection sociale). La société civile est également représentée à travers les conseils citoyens, comprenant des associations et des résidents des quartiers concernés. Ces contrats seront ultérieurement transformés en CUCS (contrats urbains de cohésion sociale) jusqu'à leur suppression en 2022.

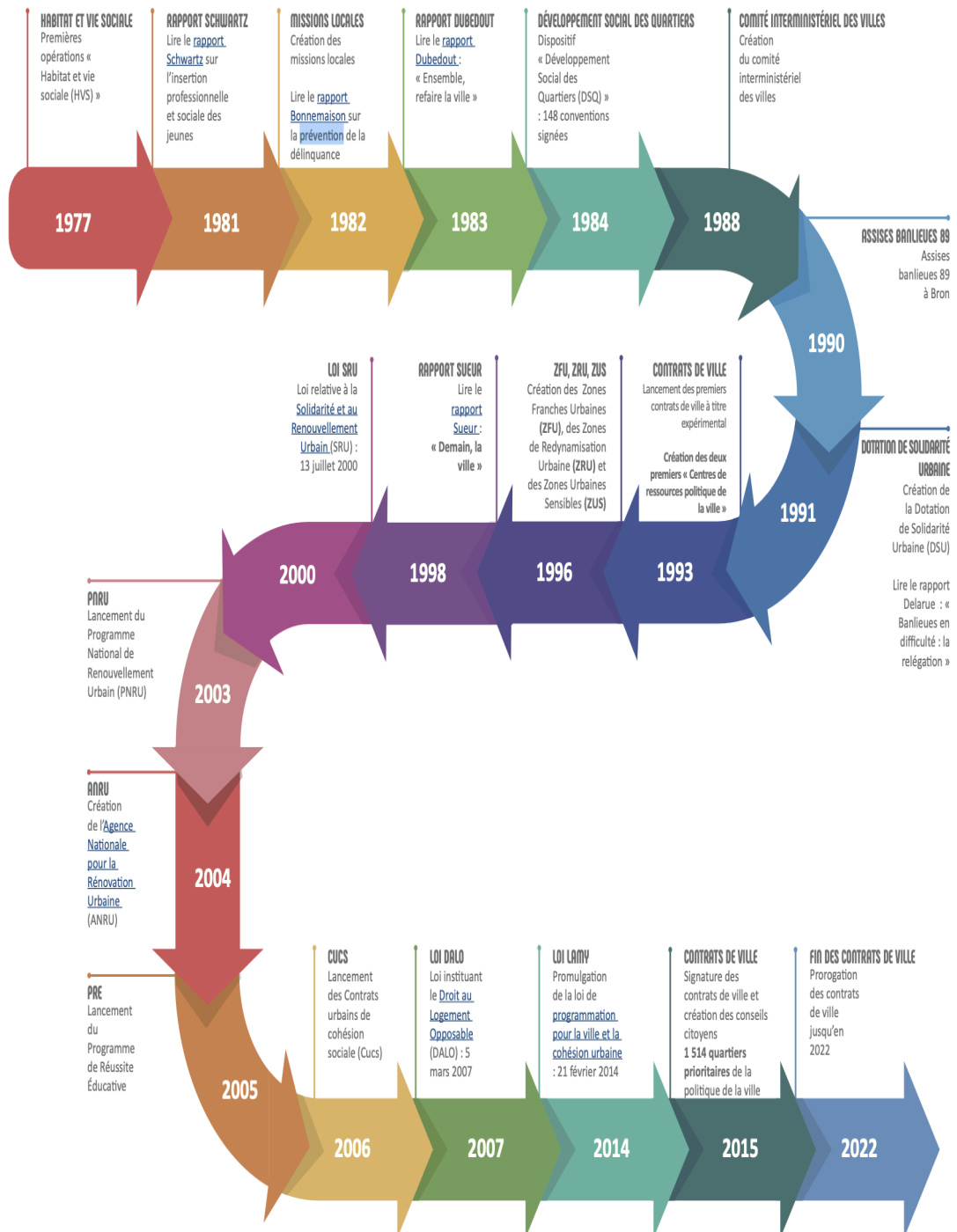
Alors que la politique de la ville acquiert une base administrative et législative solide, les années 2000 marquent un véritable tournant dans la manière dont l'action publique est envisagée, tant en termes des objectifs qui lui sont assignés que des modalités d'intervention, notamment avec la création d'agences spécialisées. Cette évolution s'inscrit dans le cadre plus large de la modernisation de l'action publique et des nouvelles formes de gestion et d'évaluation (telles que la Loi d'Orientation pour la Loi de Finances et la Révision Générale des Politiques Publiques). Le 13 décembre 2000, la promulgation de la loi SRU relative à la solidarité et au renouvellement urbain incite les communes à construire des logements sociaux pour favoriser la mixité sociale. Le 1er août 2003, l'adoption de la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine prévoit la création de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus). Le PNRU est entièrement géré par l'ANRU, qui dès 2004 lance des appels à projets auprès des communes pour le financement d'opérations de rénovation urbaine. Contrairement aux Grands Projets de Ville et à leur logique de renouvellement urbain, l'ANRU préconise des interventions de grande envergure sur le bâti, caractérisées par des opérations de démolition et de reconstruction. La loi du 21 février 2014, connue sous le nom de "loi Lamy," introduit la notion de Quartier Politique de la Ville (QPV) et établit le principe de co-construction de la politique de la ville avec les habitants. Cette loi

lance également le nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) et crée l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV), qui succède à l'Onzus.

Il y a peu, en 2023, de nouvelles émeutes urbaines ont éclaté après la mort d'un jeune homme de 17 ans tué par un policier lors d'un contrôle routier. Un sentiment d'abandon semble persister dans les banlieues des grands centres urbains, exacerbées par les années marquées par la pandémie de COVID-19 et la crise des gilets jaunes, qui ont mis en lumière les problèmes touchant également le monde rural. Depuis plus de vingt ans, la politique de la ville fait l'objet de nombreuses réformes. Elle s'adapte et évolue au gré des changements politiques. Souvent critiquée pour ses « échecs », la politique de la ville reflète aussi une partie significative de l'histoire contemporaine française, notamment celle de l'urbanisme, de l'immigration et de la désindustrialisation. Ainsi, bien que conçue à l'origine comme une réponse transitoire voire d'urgence, la politique de la ville s'est institutionnalisée et s'est inscrite durablement dans le paysage politique français.

- Les lois cadres et dates clés de la politique de la ville :

40 ANS DE POLITIQUE DE LA VILLE



1.1.2. Un objet privilégié de la recherche qui incarne la “nouvelle question sociale”

Depuis sa création, il y a près de cinquante ans, la politique de la ville n'a cessé de susciter un vif intérêt chez les chercheurs et les observateurs sociaux. Évaluations, études d'impact, recherches académiques, tous s'efforcent de comprendre ses effets et ses limites. Au cœur des débats médiatiques et politiques, les quartiers populaires et leurs habitants incarnent la "nouvelle question sociale". Ses échecs et ses insuffisances ont souvent été pointés du doigt à la fois par la recherche académique et par divers acteurs de la société civile. Plus que dans d'autres domaines, l'action publique en réponse aux défis rencontrés par les populations de ces quartiers nécessite une analyse approfondie et une réflexivité constante. Les banlieues françaises, confrontées à des enjeux majeurs de cohésion sociale et d'égalité territoriale, interpellent notre modèle républicain. Si les efforts déployés pour rénover et transformer le cadre bâti ont porté leurs fruits, le bilan des politiques publiques ciblant ces quartiers demeure paradoxal : la situation sociale s'est détériorée. Les épisodes d'émeutes urbaines se sont multipliés et ont éclaté jusqu'à très récemment. Ce constat préoccupant combiné à la persistance des singularités socio-économiques de ces zones périurbaines, dont la situation ne cesse de se détériorer, tendent à éloigner la perspective de les réintégrer à la moyenne nationale.

La notion même de "banlieue" est depuis toujours associée à une disqualification sociale¹⁶ marquée par des préjugés et du discrédit. Cette réalité se reflète dans l'évolution constante de la terminologie employée pour désigner ces territoires, révélant l'incapacité à stabiliser une définition pour qualifier ces espaces socio-géographiques. Cette instabilité sémantique met en lumière la complexité inhérente aux banlieues, espaces en constante mutation et aux contours flous, comme l'explique le sociologue Cyprien Avenel:

“L'image négative de la banlieue puise ainsi sa force d'une longue histoire de perceptions stéréotypées. De la « ban-lieu » à la « zone », puis de la formation du mouvement ouvrier à la naissance des « banlieues rouges » entre les deux guerres (prolongeant la distance sociale en une traduction politique), jusqu'à la construction des grands ensembles et leur transformation en « quartiers sensibles », se lit un processus toujours recommencé de marginalisation et de stigmatisation de la périphérie. Stigmatisation ambivalente, toutefois, car si la

¹⁶ Paugam, Serge, 1991. *La disqualification sociale*. Paris: PUF

banlieue pauvre est un miroir où l'on peut contempler les angoisses du « bourgeois », elle est aussi un lieu d'innovation sociale et politique et d'un mode de vie populaire propre et autonome (Fourcaut, *ibid.*)¹⁷.”

Dans cette optique, le rôle des sociologues consiste à opérer un glissement du « problème social » vers le « problème sociologique », en adoptant une posture de distanciation critique vis-à-vis des représentations stéréotypées communément véhiculées sur les banlieues. Cette démarche est d'autant plus essentielle face à la prévalence de la stigmatisation. L'une des premières enquêtes sur les banlieues a été réalisée par Paul Clerc qui a publié en 1967, "*Grands ensembles et banlieues nouvelles*". Son travail visait à rendre compte des caractéristiques des habitants et de leurs conditions de logement dans ce qu'on appelait alors les grands ensembles. Quelques années plus tard, un des articles les plus célèbres de la sociologie urbaine française, celui de Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire (1970) - "*Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement*" - a enrichi cette description. Ainsi, une série de recherches s'est organisée autour de ces nouveaux espaces urbains.

Un clivage profond marque le paysage scientifique français quant à l'applicabilité du terme "ghetto" aux "quartiers sensibles", ces zones concentrant des difficultés socio-économiques et des problèmes de sécurité. Le débat en France s'est beaucoup polarisé autour de cette question de leur similarité avec les ghettos étrangers, notamment américains et reste sujette à controverse. Les chercheurs adoptent des positions nuancées, oscillant entre un optimisme prudent et un pessimisme profond quant à l'avenir de ces quartiers. Une première posture consiste à souligner les différences fondamentales entre les dynamiques sociales en jeu dans les banlieues françaises et les ghettos américains (Wacquant, 2012)¹⁸. Cette approche met en avant le contexte socio-historique distinct, les politiques publiques mises en place et les trajectoires individuelles des habitants. En revanche, une seconde posture met l'accent sur les similitudes croissantes entre les deux types de zones (Touraine, Lapeyronnie).

¹⁷Avenel, C. (2010). *Sociologie des quartiers sensibles : Domaines et approches* (pp. 12-12). Paris : Armand Colin.

¹⁸ Wacquant, L. (2012). Repenser le ghetto: Du sens commun au concept sociologique. *Idées économiques et sociales*, 167, 14-25.

Cette perspective s'appuie sur des études empiriques qui pointent du doigt la concentration de la pauvreté, les problèmes de violence et de délinquance, ainsi que le sentiment d'isolement et de stigmatisation ressenti par les habitants (Paugam). Entre ces deux pôles, les positions des chercheurs se révèlent souvent hésitantes. La plupart reconnaissent que les banlieues françaises ne constituent pas des répliques exactes des ghettos américains. Néanmoins, ils constatent l'émergence de certaines convergences, notamment en matière de marginalisation sociale et de sentiment d'exclusion.

Deux moments ont été clés dans l'évolution de la sociologie urbaine en France sur la question des banlieues. Le premier moment concerne l'émergence de la sociologie urbaine et la focalisation sur l'exclusion. Les travaux d'Alain Touraine et de François Dubet ont marqué la sociologie urbaine des années 1970 et 1980. Ces analyses mettaient l'accent sur l'exclusion sociale et la marginalisation des populations des banlieues, notamment des jeunes. L'ouvrage de Dubet, *"La Galère"*, identifiait alors ces jeunes comme les "nouvelles classes dangereuses" annonçant des bouleversements sociétaux à venir.

Le second moment clé est l'institutionnalisation de la politique de la ville dans les années 1980, qui a contribué à la construction du "problème des banlieues" comme objet central de la sociologie urbaine. Deux approches principales se sont opposées : une approche valorisant les territoires et les habitants des banlieues et une autre mettant l'accent sur les handicaps et les problèmes de ces quartiers. Cette construction du "problème des banlieues" a eu des implications importantes pour les recherches menées et les politiques publiques mises en œuvre. Ainsi, la recherche scientifique est loin d'être homogène et est traversée par diverses controverses.

Aujourd'hui, il n'est plus possible de soutenir que le "problème des banlieues" est l'objet central de la sociologie urbaine en France. Bien que ce thème demeure important, il est principalement exploré sous l'angle des mouvements sociaux et des politiques qui les concernent. Les mouvements sociaux sont souvent interprétés comme la conséquence d'une politique de la ville qui n'a pas tenu ses promesses de participation.

1.1.3 Le verdissement de la politique de la ville

Nous avons ainsi pu retracer l'histoire croisée de la politique de la ville en France, depuis ses origines dans les années 1970 jusqu'à aujourd'hui et la façon dont les sciences sociales se sont emparées de cet objet d'étude. Ces dernières ont joué un rôle crucial en analysant les réalités urbaines, éclairant les causes profondes des inégalités et des défis sociaux rencontrés par les habitants de ces territoires. Le débat académique en France s'est beaucoup cristallisé autour de la ghettoïsation de ces espaces, de la problématique de l'exclusion voire même de l'ethnisation de la question sociale. La question urbaine est devenue la "nouvelle question sociale". Ainsi à ces thématiques historiques sont venues s'adjoindre depuis quelques années, la thématique de la transition écologique des quartiers populaires qui s'est imposée comme un élément incontournable des politiques urbaines face à l'urgence de la crise climatique. Ainsi on assiste actuellement à une refonte de la politique de la ville au travers de ce nouveau paradigme écologique qui ne peut plus être écarté des agendas politiques. La transition écologique est devenue indissociable des questions sociales et du développement urbain. Cette nouvelle perspective appelle à repenser les interventions publiques. L'accent est mis sur des approches plus holistiques et durables, qui visent à la fois à améliorer les conditions de vie des habitants et à préserver l'environnement.

Ainsi, cela se traduit par des actions concrètes, comme la renaturation des quartiers, la lutte contre les îlots de chaleur urbains, et la promotion de l'agriculture urbaine. Du premier PNRU au NPNRU actuellement en vigueur, l'Agence nationale de la rénovation urbaine (Anru) accorde une importance croissante à la nature. L'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU) et la Région Île-de-France illustrent cette dynamique à travers des initiatives concrètes. En 2020 avec le lancement des programmes "Quartiers fertiles" et "Quartiers résilients" en 2023 à travers lesquels est encouragée la renaturation et l'adaptation au changement climatique dans les quartiers défavorisés. La Région Île-de-France, quant à elle, soutient des projets de renaturation urbaine via son appel à manifestation d'intérêt "Retour de la nature en ville" auquel de nombreux quartiers prioritaires ont été retenus. D'autres dispositifs d'aides régionales peuvent accompagner des projets de renaturation : le Plan vert régional, les dispositifs "Création d'îlots de fraîcheur et de toitures végétalisées" et "Reconquête de la biodiversité", le Plan friches, etc. Renaturer les quartiers en politique de la ville est ainsi devenu un enjeu crucial.

L'exemple concret de la note de l'Institut Paris Région¹⁹ sur la renaturation des quartiers prioritaires de la ville (QPV) en est une illustration parfaite. Cette note se concentre sur la mise en œuvre de solutions techniques et pratiques pour intégrer la végétalisation dans ces quartiers, tout en tenant compte de la diversité des morphologies urbaines des QPV, qui influe sur leur potentiel de renaturation. De cette façon, les quartiers avec des tours et des barres offrent davantage d'opportunités de renaturation grâce à leurs vastes espaces libres pouvant être végétalisés. Ils disposent de bandes de terrain pouvant être plantées ou entourées de haies, ainsi que de réseaux d'espaces verts de qualité écologique variable. En revanche, les quartiers avec un urbanisme de dalle sont très minéralisés, sujets aux îlots de chaleur urbains, et manquent d'espaces verts rafraîchissants. La renaturation des QPV nécessite donc des interventions adaptées à chaque contexte.

La méthode Regreen, développée par l'Institut Paris Région, permet de cibler les zones urbaines les plus propices à la renaturation en se basant sur trois enjeux majeurs : la reconquête de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique et l'amélioration de la santé et du cadre de vie. Son application met en lumière l'urgence de la renaturation dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV) : “sur les 272 QPV d'Ile-de-France, 145 sont concernés à plus de 50% de leur territoire par au moins un des trois enjeux, et 18 d'entre eux le sont par les trois enjeux simultanément”²⁰.

L'intégration croissante de la dimension écologique dans la politique de la ville se manifeste clairement à travers ces différentes entreprises d'identification des quartiers prioritaires à la transition écologique, mais aussi par la multiplication des programmes lancées par l'ANRU ou par l'État, les régions et les collectivités territoriales visant tous à introduire des initiatives vertes dans ces quartiers.

¹⁹ Joinet, H., Laruelle, N., & Delaville, D. (2023). *La renaturation des quartiers en politique de la ville, une dynamique à intensifier* (Note rapide Habitat-Société, n° 990). Institut Paris Région.

²⁰ Ibid

1.2. Les apports et les limites de la renaturation des QPV dans la littérature scientifique

Face aux enjeux climatiques, nous avons ainsi constaté que l'écologie est désormais devenue un paradigme incontournable pour penser la ville, y compris dans ses territoires les plus relégués. Les politiques urbaines, notamment lors de la rénovation des quartiers prioritaires, mettent en œuvre d'ambitieuses opérations de renaturation. Ce phénomène peut sembler paradoxal, car l'écologie est souvent "associée à une préoccupation de classes moyennes et aisées à laquelle les classes populaires seraient, au mieux, indifférentes, au pire, hostiles"²¹. Ce stigmate attaché aux habitants des quartiers populaires donne l'impression d'une apathie qui est en réalité trompeuse. En effet, ces dernières années ont vu naître une multiplication d'initiatives écologiques au sein de ces quartiers. De plus, les injustices environnementales touchent de manière disproportionnée les habitants des quartiers marginalisés, amplifiant les inégalités sociales auxquelles ils sont déjà confrontés. Ils sont les premières victimes du dérèglement climatique, bien qu'ils en soient les moins responsables. En effet, selon le rapport Oxfam²²:

"La moitié la plus pauvre de la population mondiale – les 3,5 milliards de personnes les plus vulnérables face à l'intensification catastrophique des tempêtes, des sécheresses et d'autres phénomènes extrêmes liés au changement climatique – ne sont responsables que de 10 % des émissions de CO₂. En revanche, les 10 % les plus riches de la planète sont responsables d'environ la moitié des émissions mondiales de CO₂."

Ainsi, les habitants des quartiers populaires ne sont pas seulement des acteurs passifs dans la lutte pour l'écologie, mais aussi des moteurs d'initiatives locales qui pourraient aboutir, à terme, à l'émergence d'un mouvement social plus structuré. Afin d'en évaluer les impacts potentiels, les acteurs publics et les chercheurs en sciences sociales analysent attentivement l'ensemble de ces transformations. Certains voient

²¹ Billen, L. (2023). L'écologie ordinaire pour lutter à la fois contre les inégalités sociales et la crise écologique. *Les Cahiers du Développement Social Urbain*, 77, 7-9.
<https://doi-org.proxybib-pp.cnam.fr/10.3917/cdsu.077.0007>

²² Oxfam International (2007) « Rising to the Humanitarian Challenge in Iraq », Briefing Paper 105, Oxford : Oxfam GB.)

dans cette volonté de renaturation un catalyseur de changements profonds dans les quartiers concernés (Emelianoff, 2001), tandis que d'autres soulignent les obstacles à ces initiatives lorsqu'elles sont imposées d'en haut, sans inviter suffisamment les habitants à participer à la réflexion sur ces transformations de leur cadre de vie (Carrel, 2008; Roudil, 2023). Nous nous proposons ici de rendre compte des principaux points de débat et de tension autour de ces nouveaux enjeux d'écologisation des quartiers d'habitat social.

1.2.1. L'écologie, un catalyseur de renouveau social pour les quartiers populaires

L'intégration du développement durable dans les politiques urbaines s'impose comme une nécessité essentielle pour les villes. Les villes européennes s'engagent largement en faveur du développement durable, comme le démontre,entre autres, l'adhésion généralisée à la charte d'Aalborg de 1994. L'essor des éco-quartiers illustre l'application concrète des principes de durabilité dans l'aménagement urbain (Bonard et Matthey, 2010). Bien que ces éco-quartiers soient souvent destinés à une certaine fraction de la population, les politiques urbaines ont adopté ce nouveau paradigme de verdissement de la ville pour le transposer dans des espaces urbains plus marginalisés. Ainsi, une partie de la littérature scientifique française, les institutions responsables des politiques publiques, ainsi que des structures de l'économie sociale et solidaire, manifestent un certain enthousiasme, y voyant la promesse d'un urbanisme vertueux.

L'urbaniste Cyria Emelianoff souligne que repenser le rapport à la nature en ville est crucial aujourd'hui, car 80% des occidentaux vivent en milieu urbain. Elle voit dans le développement durable une opportunité d'innover "permettant de réduire significativement l'impact environnemental de l'espace urbain tout en intégrant des critères économiques et sociaux"²³. Pour Emelianoff, le développement durable offre l'occasion de renouveler les politiques urbaines et de réinventer la ville, opérant ainsi un changement de paradigme complet. Elle explique :

"À travers ces expériences naissantes se joue un renversement des principes de la Charte d'Athènes qui sont au fondement de la modernité architecturale et

²³ Emelianoff, C. (2001). Un nouveau modèle urbain ?. Dans : Michel Boyer éd., *L'Environnement, question sociale: Dix ans de recherche pour le ministère de l'Environnement* (pp. 281-290). Paris: Odile Jacob. <https://doi-org.proxybib-pp.cnam.fr/10.3917/oj.roche.2001.01.0281>

urbaine. La démarche des villes durables implique une révision des principes de zonage urbain — table rase, hypermobilité, grands ensembles, urbanisme rationnel — qui ont présidé à la construction des villes modernes."²⁴

Emelianoff met en avant le caractère porteur de sens du développement durable des villes, grâce à sa “vision globale et à long terme et sa recherche de synergies”²⁵. Elle estime qu'il permet de tendre vers un urbanisme participatif en mettant en œuvre de nouvelles méthodes démocratiques.

Selon une note de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France²⁶, "les grands projets de rénovation urbaine sont des occasions uniques de repenser la place de la nature dans ces quartiers". Ainsi, le renouvellement urbain, avec la démolition et la reconstruction de logements ainsi que la création d'équipements publics, est perçu par les politiques de la ville comme des opportunités de mise au vert des quartiers populaires. Dans cette optique, les bailleurs sociaux, qui possèdent une part significative du parc immobilier de ces quartiers, ainsi que les entités locales de l'économie sociale et solidaire (ESS), sont perçus comme des acteurs locaux essentiels pour la mise en œuvre de ces programmes. Ainsi un certains nombres de collectivités ont fait des “continuités écologiques un axe structurant du renouvellement urbain”²⁷. Une place importante est accordée à l'agriculture urbaine par les collectivités territoriales dans la transformation écologique de ces territoires. Elle se manifeste sous diverses formes dans les QPV: jardins collectifs tels que les jardins ouvriers devenus « jardins familiaux », jardins partagés ou jardins pédagogiques, mais aussi fermes et micro-fermes urbaines. Ces espaces dédiés à l'agriculture servent à la fois de sites de production agricole, de lieux de sensibilisation à l'environnement, d'insertion professionnelle, et d'espaces verts pour la préservation de la biodiversité. Comme le précise la note :

“Au total, on recense 1 320 jardins collectifs parmi les sites d'agriculture urbaine franciliens, dont 119 (9 %) se situent dans un QPV, 532 (40 %) à moins

²⁴ Ibid.

²⁵ Emelianoff, C. (2001). Un nouveau modèle urbain ?. Dans : Michel Boyer éd., *L'Environnement, question sociale: Dix ans de recherche pour le ministère de l'Environnement* (pp. 281-290). Paris: Odile Jacob. <https://doi-org.proxybib-pp.cnam.fr/10.3917/oj.roche.2001.01.0281>

²⁶ Ibid

²⁷ Joinet, H., Laruelle, N., & Delaville, D. (2023). *La renaturation des quartiers en politique de la ville, une dynamique à intensifier* (Note rapide Habitat-Société, n° 990). Institut Paris Région.

de 800 mètres d'un QPV et 730 (55 %) dans une commune en politique de la ville, contribuant, à leur échelle, au lien social et à la transition écologique des territoires dans lesquels ils s'inscrivent."²⁸

Ce renouveau de l'agriculture urbaine peut s'inscrire dans la continuité de l'histoire maraîchère de certaines banlieues. En effet, de nombreuses villes possédaient autrefois une tradition agricole vivace, aujourd'hui disparue. L'agriculture urbaine permet de revaloriser ce patrimoine et la mémoire de ces quartiers. Sur le site internet de l'ANRU, l'agriculture urbaine y est notamment mise en avant comme un levier clé pour remédier aux maux urbains dont souffre les habitants : lutter contre la précarité alimentaire, créer des emplois et favoriser l'insertion professionnelle, améliorer le cadre de vie, renforcer le lien social et la cohésion locale, et préserver la biodiversité en promouvant des pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement. Ainsi, selon de nombreux chercheurs en sciences sociales, décideurs publics et acteurs de l'économie sociale et solidaire, l'agriculture urbaine est perçue comme une solution prometteuse pour revitaliser les quartiers prioritaires sur les plans économique, social et environnemental.

1.2.2. La renaturation des quartiers populaires : une transformation ambivalente ?

Si la renaturation des quartiers populaires est souvent perçue comme une chance de revitalisation et d'amélioration du cadre de vie, elle suscite également des critiques et des interrogations. Certains sociologues (Bucolo, 2024; Carrel, 2012; Roudil, 2023) redoutent qu'elle ne se traduise par une approche descendante, imposant des normes environnementales définies par des élites extérieures aux quartiers, sans tenir compte des réalités et des aspirations des habitants. Cette vision "top-down" de la renaturation pourrait, selon ses détracteurs, renforcer la stigmatisation des quartiers populaires et accentuer le contrôle social sur leurs résidents. En effet, en ne prenant pas en compte les besoins et les souhaits des habitants, la renaturation risque de ne pas répondre aux enjeux spécifiques de ces quartiers et de créer, au final, de nouvelles formes d'exclusion. De plus, certains critiques assimilent la renaturation à une forme de nouvel hygiénisme,

²⁸ Ibid

ciblant les populations défavorisées sous prétexte d'améliorer leur environnement. Cette approche paternaliste nierait l'autonomie des habitants et leur capacité à participer à l'amélioration de leur cadre de vie. Ainsi pour Nadine Roudil:

“Le registre environnemental et énergétique est mobilisé à la fois comme outil de transformation néo-hygiéniste (Reigner, 2015) des grands ensembles en écoquartiers et comme argument au gouvernement des conduites des populations les plus précaires qui y vivent”²⁹.

En se basant sur ses recherches de terrain, cette sociologue démontre que la politique de la ville en mobilisant l'argument environnemental, malgré ses objectifs initiaux, contribue davantage à approfondir les inégalités plutôt qu'à les réduire dans ces quartiers : “ nous examinons la façon dont les acteurs de la politique de la ville, en se saisissant de l'argument environnemental et énergétique créent des conditions inégalitaires dans les manières d'habiter”³⁰. Plusieurs auteurs partagent cette préoccupation, notamment en ce qui concerne les initiatives visant à encourager la sobriété énergétique parmi les locataires de logements sociaux. La réduction des enjeux écologiques à la promotion de bonnes pratiques individuelles via notamment les “éco gestes” chez les classes populaires tend à polariser les habitants autour de la figure du "bon citoyen". Comme l'ont démontré Yves Bonard et Laurent Matthey:

“Cette individualisation impacte l'expérience sociale des écoquartiers avec des figures différenciées de bons habitants respectant les normes et de mauvais habitants les enfreignant (Valegeas, 2018). Ces rapports de domination permettent d'assurer la performance écologique des quartiers, la rhétorique du « vivre ensemble » participant de sa mise en récit afin de favoriser l'acceptabilité d'une transformation des modes d'habiter.”³¹

De plus, le verdissement de ces quartiers engendre presque systématiquement des phénomènes de gentrification qui poussent les populations les plus précarisées à l'extérieur de ces quartiers comme le dénonce Nadine Roudil :

²⁹ Roudil, N. (2023). Quand les grands ensembles deviennent des écoquartiers inégalitaires et normatifs à la périphérie des métropoles. *Espaces et sociétés*, 188, 21-36.

³⁰ Ibid

³¹ Bonard, Y., & Matthey, L. (2010). Les éco-quartiers: laboratoires de la ville durable. *Cybergeog: European Journal of Geography, Débats, Quartier durable ou éco-quartier?*

“ la façon dont, au cœur des territoires les plus pauvres de la politique de la ville, la production spatiale de la mixité sociale repose désormais sur les principes constructifs de l'écoquartier. Elle impose la promotion sociale de populations présumées compatibles avec les principes vertueux de l'éco responsabilité et de la sobriété, celles qui sont indésirables étant relogées toujours plus loin en périphérie”³².

Ainsi ces actions de verdissement dans les zones les moins favorisées peuvent générer des effets délétères non envisagés, un phénomène parfois qualifié d' "éco-embourgeoisement" ou de "gentrification verte". La transformation écologique du quartier, conjuguée aux objectifs de l'ANRU visant à favoriser la mixité sociale pour contrer la ghettoïsation, conduit à une diversification de l'offre de logements, comprenant des logements en accession à la propriété et des logements privés. La démolition ne touche pas uniquement les bâtiments, mais altère également des vies et des relations établies dans les écosystèmes locaux. Cet accès au vert amène parfois au relogement de familles aux plus faibles revenus hors du quartier et ne contribue pas à augmenter le parc de logements sociaux. Une lacune pourtant criante dans les grandes agglomérations qui suscite des préoccupations liées à la gentrification et au droit au relogement digne chez les habitants.

Ainsi, les habitants des quartiers populaires sont souvent trop rapidement stigmatisés comme étant apathiques face aux enjeux de la transition écologique. Cependant, comme le démontrent plusieurs auteurs, cette apparente apathie est davantage le résultat de :

“choix d'urbanisme et d'aménagement, les politiques d'environnement, de développement durable et de transition ont souvent été régressifs sur un plan social, en ignorant les enjeux de justice liés aux questions environnementales, devenant ainsi illégitimes aux yeux d'une partie de la population.”³³

³² Ibid

³³ Emelianoff, C. (2022). Inégalités environnementales. Dans D. Marchand (Éd.), *Psychologie environnementale : 100 notions clés*

Plutôt que de pointer du doigt la passivité ou le désintérêt des habitants des quartiers populaires face aux enjeux environnementaux, il est crucial de s'interroger sur la co-construction des politiques publiques qui façonnent leur cadre de vie et sur leur implication réelle dans les processus décisionnels. La participation des habitants des quartiers populaires aux initiatives de transition écologique est un enjeu majeur, selon de nombreux sociologues. Ils soulignent le risque que cette participation ne devienne qu'une injonction participative superficielle. Marion Carrel, spécialiste de la participation des habitants et des politiques de la ville, met en lumière cette tension en décrivant deux approches divergentes : Une première vision réduit la participation à n'être qu'une demande unilatérale et méprisante faite aux pauvres de se comporter en citoyens sans leur donner la possibilité de débattre sur le fonctionnement des institutions. Alors qu'une deuxième approche voit dans la participation un levier pour leur émancipation sociale et politique et l'amélioration de l'action publique. Bien que ces transformations écologiques apportent des changements positifs et ouvrent sur des perspectives d'avenir, elles rencontrent également des obstacles quant à leur capacité à s'aligner sur les aspirations variées des habitants. Le défi majeur consiste à parvenir à une inclusion réelle des résidents dans les processus décisionnels et à garantir que les initiatives écologiques répondent à leurs besoins et à leurs attentes.

1.2.3. D'une écologie populaire à un mouvement social issu des quartiers ?

De plus en plus de recherches mettent en lumière l'existence d'écologies populaires au sein des quartiers relégués (Billen, 2023; Mangin & Roy, 2023; Ouassak, 2023). Une multitude d'initiatives locales portées par des acteurs divers : associations, structures de l'économie sociale et solidaire, collectifs d'habitants et institutions publiques voient ainsi le jour . Ces initiatives, loin d'être de simples "débrouilles" motivées par des considérations de réductions des coûts économiques, s'inscrivent dans une démarche plus profonde. Comme le souligne Léa Billen³⁴, elles incarnent une double critique :

- Une critique du modèle consumériste et de ses excès.

³⁴ Ibid

- Une critique d'une écocitoyenneté propre aux classes aisées, souvent inaccessible aux habitants des quartiers populaires en raison de contraintes économiques et sociales.

Ces initiatives constituent ainsi des espaces de reconnaissance pour les habitants des quartiers populaires, souvent stigmatisés et marginalisés. Elles contribuent à construire des collectifs engagés autour d'une écologie ordinaire qui se concrétise dans les gestes quotidiens. Cette écologie ordinaire n'est cependant pas dépourvue d'une dimension politique, puisqu'elle permet de relier justice sociale et urgence écologique. Ces initiatives se développent en marge des politiques institutionnelles, dans un espace interstitiel où s'articulent politique du quotidien et initiatives citoyennes. Ainsi, pour certains auteurs, comme Léa Billen, ces initiatives démontrent la capacité de ces mouvements à porter un embryon politique qui dépasse les simples enjeux locaux et quotidiens :

“ Ces pratiques d'économies ou de bon sens, elles deviennent des alternatives qui incarnent dans le quotidien une double critique que les personnes adressent à la fois à la norme consumériste et à l'écocitoyenneté distinctive des classes aisées. Ces initiatives constituent alors des espaces de reconnaissance face à la stigmatisation que connaissent les habitant·e·s de quartiers populaires. Elles contribuent à construire des communautés de personnes engagées pour une écologie ordinaire, qui s'incarne dans les gestes quotidiens et dont la portée politique réside dans sa capacité à tenir ensemble justice sociale et urgence écologique”³⁵.

Ainsi, la réflexion sur les enjeux environnementaux dans les quartiers populaires doit impérativement inclure une réflexion sur l'accès des habitants à la prise de décision politique. Les savoirs et les pratiques écologiques propres à ces quartiers sont souvent invisibilisés dans le discours dominant. Il est essentiel de reconnaître et de valoriser la diversité des approches écologiques qui émanent des quartiers populaires, fondées sur des expériences et des réalités spécifiques. Pour que les habitants des quartiers

³⁵ Billen, L. (2023). L'écologie ordinaire pour lutter à la fois contre les inégalités sociales et la crise écologique. *Les Cahiers du Développement Social Urbain*, 77, 7-9.
<https://doi-org.proxybib-pp.cnam.fr/10.3917/cdsu.077.0007>

populaires puissent pleinement s'emparer des enjeux environnementaux, il est indispensable de les écouter et de surmonter les biais épistémiques qui les marginalisent, comme le suggère Elisabetta Bucolo, chercheuse en sciences sociales:

“tout en étant déconsidérées du discours écologique dominant, ces communautés et fractions vulnérables s'emparent par elles-mêmes des enjeux environnementaux et donnent à voir la diversité des appropriations sociales de la question écologique, notamment sous le prisme des injustices environnementales qu'elles subissent et qui remettent en cause leurs droits politiques et sociaux en niant « la relation, morale, physique ou esthétique que les individus ou des communautés peuvent entretenir avec leur environnement » (Drique et Lejeune, 2017, p. 113). Ainsi, leurs savoirs écologiques prennent place dans le débat public. Certains se déploient sans bruit, dans le rythme de l'agir quotidien et des convivialités de voisinage. D'autres se configurent comme des manières d'agir et de penser la relation à l'économie et à la nature, déviantes par rapport à la modernité dominante. Ceci à condition de savoir les entendre et de dépasser non seulement les représentations et les obstacles objectifs, mais également les formes diverses d'injustice épistémique qui discréditent leurs savoirs”³⁶.

Ainsi reste à savoir si la multiplication de ces initiatives sera à terme à même de se structurer et de se construire en un réel mouvement politique où les habitants pourront eux-mêmes porter leur voix. Pour Alex Roy et Gaetan Mangin si cette:

“activisme du « faire » se déploie par le bas dans l'expérimentation d'un agir collectif local “(...) ces initiatives restent parsemées et fragiles financièrement. On est encore loin d'un mouvement d'« écologie populaire » tel qu'il semble être souhaité par un ensemble d'acteurs du champ politique et des mouvements sociaux, Ici, la limite de la non-mise en mots des enjeux écologiques dans les mobilisations collectives est importante, car elle freine les potentiels de politisation des catégories populaires, mais aussi le potentiel de reconnaissance de cet ensemble d'activités. En outre, il conviendrait d'approfondir l'analyse des initiatives collectives en milieux populaires, pour appréhender les conceptions

³⁶ BUCOLO Elisabetta, « Au croisement de la justice environnementale et épistémique », *Sociographe*, 2024/2 (N° 86), p. 39-52. DOI : 10.3917/graph1.086.0039.

de l'écologie qu'elles véhiculent ou promeuvent, et la façon dont celles-ci entrent en cohérence et/ou en confrontation à la fois avec les conceptions populaires et les conceptions dominantes de l'écologie³⁷.

1.3. Une étude de cas : Les habitants de la cité Gagarine

Ainsi, comme nous venons de la voir, la politique de la ville, qui a débuté dans les années 1970, a été marquée par plusieurs grandes étapes et a été souvent critiquée pour son inefficacité, tout en étant un sujet d'étude privilégié pour les sciences sociales. Au cours des dernières années, un tournant écologique a émergé dans ce domaine, modifiant les priorités et les approches. Les sciences humaines offrent des perspectives diverses sur ce phénomène. D'une part, certains chercheurs perçoivent les politiques écologiques appliquées aux quartiers populaires comme un facteur potentiel de renouveau social, capable d'apporter des bénéfices tangibles et d'améliorer les conditions de vie (Emelianoff, 2012). D'autre part, certains sociologues expriment des préoccupations quant à la possibilité que ces politiques se traduisent par une approche descendante (Carrel, 2017; Roudil, 2023). Ils craignent que des normes environnementales, établies par des élites extérieures, soient imposées aux quartiers sans prendre en compte les réalités locales et les aspirations des habitants. Cette tension entre l'espoir d'un renouveau social et le risque d'une imposition externe soulève des questions cruciales sur l'efficacité et la pertinence des politiques écologiques dans les quartiers populaires.

Notre terrain d'enquête est situé dans le quartier politique de la ville, la cité Gagarine à Romainville, récemment sélectionné pour intégrer le dispositif "Quartier Fertile" de l'ANRU. Ce programme, qui se déploie actuellement dans plusieurs territoires prioritaires, nous offre l'opportunité de recueillir des données sur la manière dont les habitants de ce quartier perçoivent et réagissent à cette nouvelle approche de la politique urbaine. En introduisant l'agriculture urbaine et des considérations

³⁷ Mangin, G., & Roy, A. (2023). L'écologie en milieux populaires : de la débrouillardise à l'action collective. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 23(2).

environnementales dans le cadre de la réhabilitation urbaine, ce dispositif marque une évolution significative dans la gestion des quartiers populaires. Notre enquête visera à explorer comment cette intégration de l'écologie et de l'agriculture urbaine influence les perceptions des résidents et leur engagement vis-à-vis des projets de réaménagement. Nous chercherons à comprendre si ces initiatives sont perçues comme des améliorations concrètes de leur cadre de vie ou si elles suscitent des réticences et des interrogations quant à leur véritable impact et leur adéquation avec les besoins locaux. Cette analyse éclairera comment les habitants s'approprient, redéfinissent ou contestent le projet d'agriculture urbaine, et déterminera si ce projet représente une véritable opportunité pour eux de co-construire les politiques de la ville. Nous examinerons dans quelle mesure les résidents voient cette initiative comme un moyen d'influencer activement les décisions et les actions concernant leur quartier, ou si elle reste perçue comme une démarche imposée de l'extérieur, sans réelle participation des habitants. Ainsi, cela nous fournira des éléments pour évaluer le potentiel de l'agriculture urbaine à être un levier de transformation sociale et de démocratie participative au sein des quartiers en rénovation.

PARTIE 2: "De la cité Gagarine au "Quartier fertile": Résistances et appropriations d'une transformation"

2.1. Un historique de la rénovation urbaine et des résistances qui ont précédé la mise en place du "Quartier fertile"

2.1.1. La cité Gagarine, un quartier inscrit en géographie prioritaire

Le territoire de Romainville en Seine Saint Denis est maillé d'une douzaine de cités construites, pour la plupart, entre les années 1950 et les années 1980. Construite dans les années 1970, par l'architecte Henry Marmolat, la cité Youri Gagarine est un des principaux grands ensembles de la commune. Situé à la frontière de la ville des Lilas et à proximité du centre-ville de Romainville, ce quartier d'habitat social concentre une population défavorisée, contrastant avec les quartiers plus aisés qui l'entourent. Elle contient 81 logements sociaux (2200 habitant.e.s) répartis en douze bâtiments dont trois tours de 18 étages. Le design de la cité Gagarine est typique de l'architecture moderniste de l'époque, caractérisée par des formes géométriques simples, des lignes épurées et une utilisation extensive du béton. Les bâtiments sont disposés en forme de U, créant une cour intérieure qui était conçue pour favoriser la convivialité et les interactions entre les résidents. Malgré sa proximité avec le centre-ville, le quartier souffre d'un certain enclavement social et a été rapidement inscrit en géographie prioritaire. Dès décembre 2014, il a été inclus dans le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).





“L’analyse des besoins sociaux”³⁸, commandée par la ville de Romainville et qui s’appuie sur les données de l’INSEE révèle que 32,4% de la population du quartier vit sous le seuil de pauvreté, fin 2018³⁹. Il s’agit du taux le plus élevé de l’ensemble des quartiers de la ville et il se situe, très en deçà, de la moyenne nationale évaluée à 15 %. Le niveau de vie médian y est de 1346 euros mensuel contre une moyenne en France métropolitaine de 1811 euros. Ce quartier est donc marqué par l’intensité de sa pauvreté. Sa population a fortement augmenté entre 2013 et 2018: + 38,3% contre une augmentation de + 11,2 % pour l’ensemble de Romainville. Elle a également pour caractéristique d’être particulièrement jeune: 35,2% des habitants ont moins de 20 ans. Les familles monoparentales y sont surreprésentées : 19,7 % des ménages et la part de la population immigrée y est estimée à 26,2%.

Les QPV de Romainville :

³⁸ Le Compas. (mars 2022). *Analyse des besoins sociaux. Romainville, portrait social* (Rapport non publié). Commandé par le Centre Communal d’Action Sociale de Romainville.

³⁹ Au niveau communal : le recensement de la population millésimé 2018, correspondant aux résultats des enquêtes des années 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 / Données Filosofi 2018 / Populations municipales 2018

Au niveau infra-communal : le recensement de la population millésimé 2018, correspondant aux résultats des enquêtes des années 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 / Données Filosofi 2018

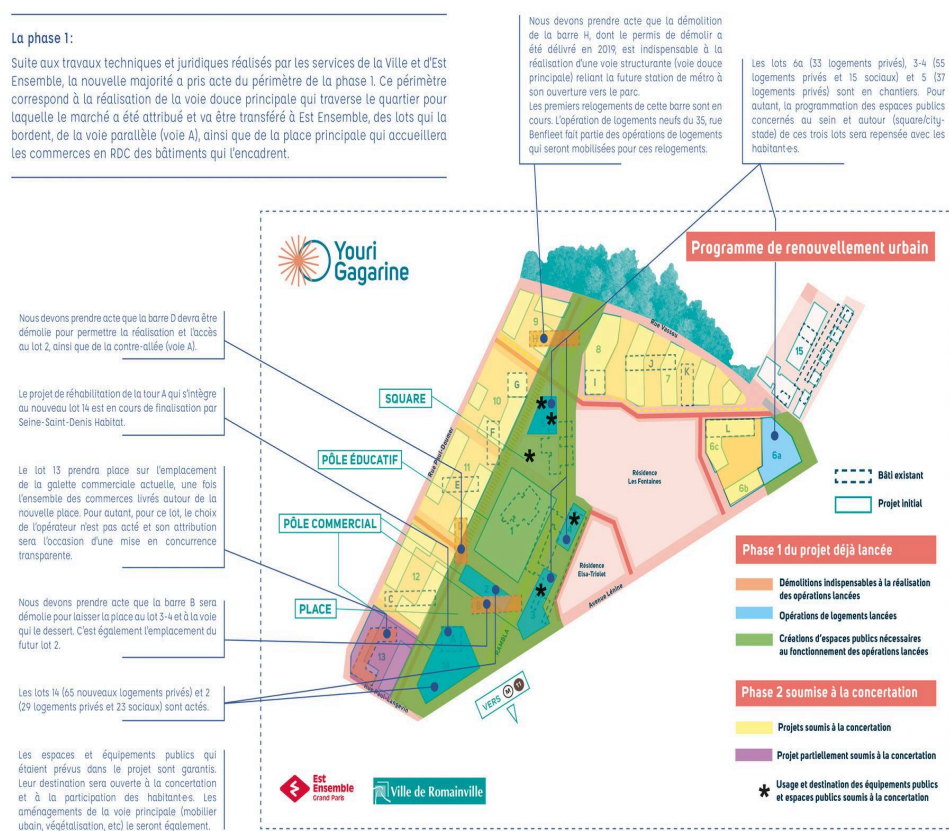


Dès les années 1980, le quartier Gagarine se retrouve confronté à une série de dysfonctionnements urbains majeurs qui minent le quotidien de ses habitants. Le bâti accuse le poids des années, révélant des signes évidents de dégradation. Le manque d'équipements publics, tels que des écoles, des centres sociaux ou des espaces verts, se fait cruellement ressentir. Cette situation est aggravée par une concentration importante de pauvreté, créant un sentiment d'exclusion et de marginalisation chez les habitants. A ces difficultés s'ajoutent des tensions sociales palpables, alimentées par des rixes fréquentes entre les jeunes de la cité Gagarine et ceux de la cité voisine de l'Avenir (quartier des Sentes aux Lilas). La présence d'un point de deal au pied d'un immeuble renforce ce sentiment d'insécurité et d'abandon.

2.1.2. De la cité au quartier écologique : Les étapes de la rénovation de Gagarine

En proie à ces difficultés socio-économiques et urbaines, le quartier Gagarine fait l'objet d'un vaste programme de renouvellement urbain mené conjointement par l'ANRU et l'établissement public territorial Est Ensemble depuis 2016. Il comprend notamment la réhabilitation de certains bâtiments, la démolition de barres d'immeubles et de tours jugés obsolètes. Des commerces et des équipements publics tels qu'une école et un centre social ont également été construits. Dans le cadre de son action visant à

favoriser la mixité sociale, l'ANRU a défini l'objectif de porter la part de logements privés à 50% dans ce quartier qui était auparavant exclusivement composé de HLM. Cela implique la démolition-reconstruction d'une partie des immeubles existants pour laisser place à des îlots mixtes associant logements sociaux et privés. Cette priorité donnée à la mixité sociale et à la démolition, axes fondamentaux de l'ANRU depuis sa création, a toutefois suscité des réactions contrastées chez les habitants, certains exprimant des inquiétudes quant à son impact sur leur cadre de vie et leur avenir dans le quartier.



Conformément à la loi Lamy de 2014, qui impose la concertation avec les habitants dans les projets de rénovation urbaine, des instances de participation ont été mises en place. Des "habitants-référents" ont été sélectionnés par tirage au sort, puis des conseils citoyens ont été créés lors du changement de municipalité. Léa Billen, docteure en sociologie qui a réalisé sa thèse sur ce terrain d'enquête au moment du lancement du projet de réhabilitation et de la mise en place de ces instances en 2016, souligne :

“face aux protestations des habitants et des représentants d’associations présents aux ateliers urbains auxquelles s’ajoutait l’obligation de « co-construire » inscrite dans la loi de 2014, la municipalité annonce en juin 2014 le lancement d’un appel à candidatures pour la constitution d’un groupe d’« habitants-référents ». L’habitant-référent serait chargé d’une « tâche pédagogique d’explication du projet (il devient en quelque sorte un ambassadeur) » et d’une « tâche démocratique, il est le lien de transmission et de discussion entre les habitants et les acteurs de la rénovation, il se doit d’être force de proposition ». Les volontaires s’engagent à suivre la formation de l’École du renouvellement urbain (ERU) et à assister aux réunions de concertation. Alors même que la loi Lamy est promulguée depuis plusieurs mois, ce n’est donc pas la formule juridique du CC qui est d’abord choisie par la municipalité”⁴⁰.

Marquant un tournant dans la participation citoyenne, les conseils citoyens vont succéder aux "habitants-référents" avec l'arrivée de la nouvelle municipalité. Portée par une liste écologiste locale, sans affiliation nationale, la nouvelle équipe municipale a fait campagne sur la promesse d'un "droit au choix" pour les habitants de la cité Gagarine, actuellement en cours de rénovation. Elle a souhaité, de cette façon, rompre avec la gestion municipale précédente, accusée d’être trop éloignée des attentes des résidents. Si le Conseil Citoyen est appelé à donner son avis, sa marge de manœuvre pour influencer les décisions s’avèrera en définitive relativement limitée, comme l'a relevé Léa Billen⁴¹. Les deux enjeux majeurs qui ont suscité le plus de controverses parmi les habitants, à savoir la démolition et la promotion de la mixité sociale par la diversification de l’habitat social, y ont été posés comme des postulats préétablis non soumis à la discussion. Dans ce contexte, le conseil citoyen s’est vu restreint à un rôle essentiellement consultatif, la prise de décision ayant été principalement réservée aux aspects pratiques de la mise en œuvre du projet, sans véritable pouvoir décisionnel sur les orientations de fond.

Confrontés à un projet de rénovation urbaine qu'ils jugent imposé et menaçant pour leur cadre de vie, des habitants du quartier Gagarine ont décidé de se mobiliser. La

⁴⁰Billen, L. (2019). Conseil citoyen et projet urbain à Romainville : la co-construction, à quelles conditions ?. *Participations*, 24, 27-55. <https://doi-org.proxybib-pp.cnam.fr/10.3917/parti.024.0027>

⁴¹ Ibid

création de collectifs comme Sputnik-Avenir et l'alliance avec des organisations nationales comme le DAL-HLM et le collectif "Pas sans nous" ont marqué une montée en puissance de la contestation dans les premières phases du projet de rénovation. Ces groupes ont alors dénoncé une opération de gentrification déguisée sous couvert de mixité sociale, et se sont inquiétés des conséquences des démolitions et des relogements sur les habitants les plus fragiles. Refusant une concertation limitée aux modalités de mise en œuvre du projet, ils boycottent le conseil citoyen et défendent une alternative au projet de l'ANRU basée sur la réhabilitation des bâtiments existants. Ce scénario, récurrent dans les projets de rénovation urbaine, voit les habitants engagés, après avoir réclamé une véritable concertation, se retirer des instances participatives, estimant que les conditions d'un débat démocratique n'étaient pas réunies. Le temps long de la rénovation urbaine et la complexité des procédures administratives ont progressivement érodé la mobilisation des habitants opposés au projet. La légitimité accordée au conseil citoyen a affaibli la position des opposants, dont la mobilisation s'est révélée difficile à maintenir dans la durée.



2.1.3. La cité Gagarine, lauréate de l'appel à projet "Quartier fertile" de l'ANRU

C'est dans ce contexte, alors que le quartier Gagarine était depuis longtemps le théâtre de tensions liées à son projet de rénovation, que la cité Gagarine a été désignée lauréate de l'appel à projet "Quartiers Fertiles" de l'ANRU en novembre 2020. Les opérations de démolition-reconstructions et de relogement des locataires sont désormais bien avancées. Le quartier Gagarine connaît une métamorphose radicale, les pelleteuses ayant remplacé les manifestants. Lancé en 2019 par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), le programme "Quartier Fertile" marque une nouvelle étape dans la revitalisation de ce quartier prioritaire. Ce dispositif est destiné aux collectivités engagées dans des projets de renouvellement urbain dans le cadre du NPNRU. Il vise à promouvoir le déploiement massif de l'agriculture urbaine dans les quartiers en pleine transformation et cible des quartiers présentant un fort potentiel de végétation. Le NPNRU a pour objectif de favoriser la mixité fonctionnelle et de renforcer le potentiel de développement économique de ces territoires, avec plusieurs milliards d'euros déjà alloués au programme, en métropole comme en Outre-mer. En tout, 40 milliards d'euros d'investissements sont prévus, financés en partie par le plan France Relance, lancé par Emmanuel Macron à la sortie de la crise du Covid, ainsi que par l'Ademe et la Caisse des Dépôts. À ce jour, 100 fermes urbaines ont été créées, couvrant 140 quartiers prioritaires à travers tout le pays. Pour les pouvoirs publics, l'agriculture urbaine :

“...peut constituer un levier de réponse aux dysfonctionnements urbains des quartiers et il s’agit de saisir la temporalité de déploiement des projets du NPNRU pour doter les projets d’une nouvelle dimension plus ambitieuse sur les plans économique, social et environnemental, dont l’agriculture urbaine peut être le point de convergence”⁴².

2.1.4. Une structure de l’ESS porteuse du projet Quartier fertile : la Cité Maraîchère de Romainville

Pionnière en agriculture urbaine, la Cité Maraîchère de Romainville, inaugurée en 2021, a été sélectionnée pour réaliser ce projet ambitieux. Inspirée des fermes

⁴² URL:

<https://agriculture.gouv.fr/francerelance-les-quartiers-fertiles-des-projets-innovants-pour-developper-lagri-culture-urbaine>

verticales de Singapour, cette structure novatrice a conçu un modèle agricole adapté aux défis urbains optimisant l'espace dans des contextes où le foncier fait défaut, alliant production maraîchère hors sol, insertion professionnelle et sensibilisation du public. Avec son architecture en verrière et ses techniques de culture avant-gardistes, elle aborde les défis contemporains de l'alimentation durable et de la résilience en ville. Avec le soutien de la municipalité de Romainville, à travers son Agence Communale de Transition Écologique et Solidaire (ACTES), ce projet a été financé à hauteur de 6,4 millions d'euros par la ville, la région Île-de-France, et l'Union Européenne via le FEDER.



La Cité Maraîchère se positionne comme un véritable laboratoire pour l'agriculture de demain. Cette structure locale de l'économie sociale et solidaire, bien ancrée dans son territoire au cœur de la cité Marcel Cachin, avoisinant la cité Gagarine, offre plusieurs espaces distincts : un espace de production maraîchère où des personnes en situation de fragilité sociale sont employées dans le cadre de contrats d'insertion ; un espace pédagogique accueillant des visiteurs, notamment des enfants des écoles du quartier ; un espace de restauration où de nombreux événements scientifiques et culturels sont organisés à des tarifs accessibles ; ainsi qu'un marché hebdomadaire très fréquenté par les habitants du quartier, où les légumes sont vendus à des prix basés sur le quotient familial. Les équipes de cette structure sont organisées en différents pôles: production maraîchère, animation, entretien des espaces verts, logistique, accueil et administration. Elle emploie 5 encadrants et 15 salariés en insertion professionnelle.

2.2. Le verdissement de la cité Gagarine : une enquête sur les perceptions et les enjeux

L'enquête de terrain que nous avons menée auprès des habitants de la cité Gagarine à Romainville, retenue pour le projet "Quartier fertile" de l'ANRU, vise à comprendre comment ils perçoivent et vivent les initiatives de renaturation intégrées à la rénovation urbaine de leur quartier. Nous nous intéressons tant aux processus d'appropriation et de mobilisation qu'aux formes de résistance et de rejet qui peuvent émerger. Plus précisément, l'étude cherchera à répondre aux questions suivantes:

- Dans quelle mesure les habitants s'approprient-ils les projets de verdissement de leur quartier ?
- Quels sont les facteurs qui influencent leur appropriation (ou non) de ces projets ?
- Comment les habitants perçoivent-ils les impacts des politiques de verdissement sur leur cadre de vie ?
- Existe-t-il des formes de contestation des projets de verdissement par les habitants ?
- Si oui, quelles sont les motivations et les formes de cette contestation ?

- Comment les acteurs institutionnels (ANRU, acteurs de l'ESS, mairie, etc.) prennent-ils en compte les perceptions et les revendications des habitants ?
- Quelles leçons peut-on tirer de ce cas d'étude pour une meilleure prise en compte des habitants dans les politiques de rénovation urbaine ?

À partir de ces réflexions, notre objectif sera d'évaluer si le projet de "Quartier Fertile" peut aller au-delà du simple greenwashing participatif pour devenir un véritable terrain d'expérimentation démocratique pour les habitants. Nous nous interrogerons sur la possibilité pour les résidents de jouer un rôle actif dans la co-construction de ces initiatives écologiques, ou si, au contraire, ils sont confinés à un rôle passif, se limitant à recevoir des politiques imposées de manière descendante. L'enjeu est de déterminer si ce projet permet une véritable implication des habitants dans les décisions et les actions qui les concernent, ou s'il se contente d'apparences participatives sans engagement réel. En d'autres termes, nous chercherons à savoir si le "Quartier Fertile" peut offrir une réelle opportunité de démocratisation des processus décisionnels et de renouveau social, ou s'il demeure un projet façonné principalement par des acteurs extérieurs, sans une véritable intégration des voix et des préoccupations locales.

2.3. Une enquête qualitative: méthodologie utilisée

2.3.1. De l'observation participante au sein de la cité Gagarine en pleine mutation

Ses questionnements prennent appui sur un travail d'enquête de plusieurs mois qui s'est déroulé au cours de la première année du master "Intervention et développement social", que nous avons poursuivi durant la deuxième année en parcours "Economie Sociale et Solidaire". Au cours de ces deux années, nous avons porté une attention particulière aux différentes étapes de conception et de mise en œuvre du projet Quartier fertile, développé dans le cadre de la rénovation de la cité Gagarine à Romainville et porté par une structure locale de l'ESS : la Cité Maraîchère de Romainville. Notre méthodologie d'enquête sur le terrain s'est basée sur une enquête qualitative qui a reposé sur trois piliers fondamentaux: l'observation participante, des

entretiens menées avec divers acteurs impliqués dans le projet ainsi qu'un travail de lecture et de veille documentaire sur le sujet.

Des temps d'échanges nommés "atelier habitants" sont régulièrement organisés par la structure de l'ESS, porteuse du projet, pour encourager la participation des habitants et réfléchir ensemble à la co-construction du projet de développement de l'agriculture urbaine dans le quartier. Ces ateliers réunissent divers acteurs locaux : habitants, commerçants, membres d'associations culturelles et sportives, élus municipaux, médiateurs de la cité, représentants d'immeubles et de syndicats, travailleurs sociaux, etc. L'objectif de ces ateliers est de susciter une mobilisation citoyenne qui permettrait aux habitants de s'approprier le projet et de gérer ces nouveaux espaces de manière autonome, à terme. Nous avons pu observer le déroulement de ces ateliers dès leur mise en place. De nombreuses sessions d'observation participante ont ainsi pu être réalisées, notamment lors des ateliers participatifs avec les habitants, du marché hebdomadaire dans les locaux de la cité maraîchère, de temps de travaux de maraîchage avec les salariés de la ferme et des volontaires du quartiers, ainsi que lors d'une série d'événements culturels et pédagogiques organisés dans le cadre du projet.

Nous avons d'abord choisi de laisser "parler" le terrain, en récoltant des données pour progressivement construire des axes de recherche, privilégiant ainsi une méthode inductive. Partant de nos observations sur le terrain, nous avons pu formuler des hypothèses et en tirer des résultats. Notre problématique de recherche s'est ainsi développée et affinée au fil des allers-retours constants entre les données recueillies en immersion et des lectures théoriques de différents travaux scientifiques.

Durant ces séances d'observation participante, la prise de notes directe n'étant pas possible, nous avons rédigé des mémos sur le vif, discrètement, à l'aide de notre téléphone portable. Par la suite, nous avons élaboré un journal de bord détaillé consignait méticuleusement les observations et interactions recueillies sur le terrain. Ces données précieuses, analysées conjointement aux lectures et entretiens réalisés, ont constitué une source d'informations riche et complémentaire.

2.3.2. Recueillir la parole des habitants

En parallèle de ces sessions d'observations participantes, des entretiens ont été effectués avec différents acteurs du quartier. Nous avons fait le choix de privilégier de mener ces entretiens en priorité avec les habitants de la cité gagarine. Cela nous a semblé le plus pertinent pour recueillir des données en lien avec notre problématique. En effet, interroger les habitants de ce quartier populaire nous a permis d'avoir accès à leur voix et à leurs expériences vécues. Ils sont en première ligne du projet de rénovation de leur lieux de vie et de la politique de verdissement du quartier. Cela nous a permis de recueillir des données précieuses sur leur sentiment d'appropriation ou non vis-à-vis de cette initiative, mais aussi sur l'histoire du quartier, la façon dont s'y fabrique le lien social et les solidarités mais aussi les conflits. Nous avons mené une douzaine d'entretiens avec des habitants, en veillant à constituer un panel varié représentant au mieux les différentes catégories de résidents du quartier, que ce soit en termes d'âge, de sexe, de catégorie socio-professionnelle, de statut de propriétaire ou de locataire de logement social, de parcours migratoire, etc. Nous avons également cherché à diversifier cet échantillon en incluant des habitants participant aux ateliers participatifs proposés par les porteurs du projet, ainsi que ceux qui ont choisi de ne pas y participer.

En plus des entretiens avec les habitants de la cité Gagarine, nous avons également mené plusieurs entretiens avec divers acteurs impliqués dans le projet, notamment la directrice de la cité maraîchère, une chargée de projet à Est Ensemble, ainsi qu'un élu local. Ces entretiens nous ont offert un autre point de vue sur le projet, plus institutionnel. Tous ces entretiens ont été structurés autour de grilles d'entretien, bien que nous ayons opté pour une approche semi-directive où nous avons fait le choix de ne pas nous tenir strictement à notre questionnaire. Ils ont été anonymisés et enregistrés à l'aide d'un dictaphone. La durée moyenne des entretiens s'est située entre 1 heure et 1 heure 30. Ils ont eu lieu dans des lieux neutres assurant la confidentialité des échanges, principalement dans une salle municipale mise à disposition ou dans un café, et certains ont également été réalisés en visioconférence.

2.3.3. Un travail de veille documentaire

Enfin, un travail de lecture et de recherche documentaire sur les principales thématiques qui délimitent notre sujet de recherche a été effectué . Cette revue de la littérature est abordée plus en détail dans la première partie de ce travail. Au fur et à mesure des lectures et de notre présence sur le terrain, l'orientation de la recherche et la problématique ont évolué. Ce travail documentaire a été complété par un travail de recherche statistique à partir des données de l'INSEE qui nous ont permis de collecter des données de cadrage spécifique à ce territoire et à sa population. Nous avons pu notamment recueillir des éléments socio-économiques sur les habitants des quartiers dans lesquels est implantée la Cité Maraîchère. Nous avons également pris contact avec des historiens spécialisés sur la ville de Romainville et sur l'histoire de ses quartiers afin d'obtenir des éléments sur la manière dont se sont construits ces territoires et leurs évolutions jusqu'à aujourd'hui.

2.3.4. Entrer sur le terrain : Porter les deux casquettes de l'assistant social et du chercheur

Pour entrer sur le terrain, nous avons d'abord contacté la directrice de la Cité maraîchère de Romainville, porteuse du projet. Nous l'avons rencontré lors d'un premier rendez-vous. Je me suis présentée comme une étudiante en master d'économie sociale et solidaire souhaitant réaliser un travail de recherche sur ce dispositif. Ce projet m'a particulièrement intéressé car je souhaite pour la suite de mon parcours professionnel, m'engager dans un projet de l'Économie Sociale et Solidaire associant une dimension environnementale à une dimension sociale dans ses actions. Après avoir obtenu son accord, c'est elle qui m'a présentée à l'ensemble de l'équipe comme une chercheuse en sciences sociales intéressée par le projet. Lors de cette première rencontre avec l'équipe, j'ai pu me présenter et raconter davantage mon parcours. J'ai expliqué à l'équipe que je suis éducatrice spécialisée de métier et que j'ai décidé de reprendre des études au sein d'un master en ESS. C'est dans ce cadre que je me suis intéressée au projet. La réaction des salariés présents ainsi que certains volontaires du quartier m' a immédiatement interpellé. Ils m' ont répondu :

“Ah, ça va... vous n’êtes pas qu’une chercheuse... vous savez ce que c’est le terrain. Ce n’est pas comme quelqu’un qui a fait que des études.”

“Oui, vous connaissez la vie quoi ” a ajouté un autre salarié en insertion.

Mon expérience de travailleuse sociale semble faciliter mon intégration sur le terrain auprès des enquêtés. Elle évoque une figure moins distante socialement que celle de l’universitaire. Elle fonctionne comme la preuve d’une certaine expérience sur le terrain, une sorte de "street credibility" en opposition à la figure du chercheur, qui renvoie à une sphère plus intellectuelle, une vue d’en haut vers le bas . Pour autant, la figure du travailleur social n’est pas exempte d’une certaine distance sociale et des représentations marquées lui sont accolées. Elles dépendent notamment du rapport entretenu par des populations qui sont ou ont été pour un nombre important d’entre eux usagères de l’action sociale.

Lors des entretiens, où les interviewés peuvent évoquer les difficultés rencontrées dans leur parcours ou leurs conditions de vie, je suis restée particulièrement vigilante à me distancier d’une posture de travailleuse sociale. En effet, dans mon métier d’éducatrice spécialisée, je suis formée à l’écoute active auprès de populations en situation de fragilité sociale. Une part de non-verbale et une façon subtile de se positionner, un “habitus” en quelque sorte peut interférer et venir renvoyer à cette première casquette. D’autant qu’une part importante des habitants des quartiers populaires a déjà dû faire appel à un travailleur social à un moment de leur vie et sont donc habitués à ce type d’interaction et d’écoute. Il a donc fallu que je cherche subtilement à adopter une posture différente en définissant clairement mon rôle et ses limites. J’ai ainsi systématiquement expliqué le cadre, les enjeux et les limites de notre échange dès le début de l’entretien. J’ai ensuite cherché une autre manière de poser des questions en entretien, de relancer, de répondre, etc.

J’ai pu rapidement m’intégrer à l’équipe et être identifiée sur le terrain par les habitants, notamment grâce aux moments partagés lors des sessions d’observation participante que j’ai menées. Un lien de confiance s’est progressivement établi, et la direction m’a donné toute latitude pour mener à bien ma recherche et participer à toutes les instances qui m’intéressaient. Les habitants m’ont vite repérée, et il me semble que leur attitude à mon égard a oscillé entre une part de méfiance, notamment pour les plus militants d’entre eux , qui m’ont par exemple, parfois interrogée sur mon orientation

politique ou se sont assurés au préalable d'avoir un droit de regard sur mon écrit et un sentiment de reconnaissance que leur point de vue et leur vécu puisse être entendu et collecté.

2.3.5. Ma posture d'enquêtrice sur le terrain

Alors que le principe de "neutralité axiologique" est de plus en plus remis en question, il demeure profondément ancré dans les esprits de nombreux chercheurs. Bien que cette intériorisation (Paugam, 2008) soit bien réelle, elle n'empêche pas une remise en question constante de ce postulat au sein de la communauté scientifique. S'il est désormais admis que le sociologue est un citoyen à part entière, indissociable de son "encastrement social" (Caveng, 2011), il est crucial de s'interroger sur cette double identité intrinsèque du chercheur, à la fois scientifique et membre de la société. Ainsi lorsque nous menons une enquête nous sommes amenés à être "inclus dans le dispositif de recherche" (David, 2012a, p. 253). Cela requiert une implication dans le projet, allant au-delà de la simple collecte de données. Nous devenons des acteurs de la dynamique du projet, en interaction avec les différents intervenants impliqués et en contribuant à son évolution. Comme le souligne Gerard Mauger « La pratique de l'enquête montre à l'évidence qu'il n'y a pas sur le terrain de position « hors jeu », pas de poste d'observation privilégié qui laisserait inchangé le jeu social observé[...] »⁴³.

Cette posture soulève plusieurs questions épistémologiques, notamment autour des notions d'objectivité, de neutralité et de production de connaissances. Pour relever ces défis épistémologiques, nous avons adopté une démarche réflexive, en interrogeant continuellement notre positionnement et son impact potentiel sur notre recherche. Conscientes des possibles biais et préjugés associés à notre double rôle de travailleuse sociale et d'enquêtrice sur le terrain, identités qui ne sont pas neutres au contact des habitants des classes populaires, nous avons essayé d'être un maximum vigilante pour maintenir une posture critique et réflexive. Nous nous appuyons également sur la triangulation des sources de données, en combinant l'observation participante avec des entretiens et l'analyse documentaire, pour construire nos axes de recherches et nos résultats.

⁴³ Mauger, G. (1991). Enquêter en milieu populaire. *Genèses*

2.4. La réception du projet par les habitants: entre appropriation et contestation

Actuellement en cours de travaux, le quartier fertile commence petit à petit à sortir de terre nous avons assisté lors de notre enquête à toute la phase de mise en place et de co-construction avec les habitants notamment lors des réunions “habitants” mis en place par la cité maraîchère de romainville qui porte le projet. Malgré les résistances initiales au projet de rénovation urbaine, la dimension écologique promue par le programme "Quartier fertile" semble trouver un meilleur écho auprès des habitants. . Toutefois, notre enquête met en lumière des avis divergents, polarisés autour de deux positions : certains voient dans ce projet une opportunité de dynamiser le quartier, tandis que d'autres redoutent qu'il ne devienne un vecteur de gentrification au profit d'intérêts privés. Dans ce contexte, il est évident que les habitants ne sont pas passifs, comme nous allons le démontrer. Ils avancent des propositions concrètes pour co-construire ces initiatives, avec un rôle particulièrement central joué par les femmes dans leur mise en œuvre et leur appropriation. L'enquête souligne également l'existence préalable de savoirs et de préoccupations écologiques déjà bien ancrés chez les habitants. Si ces éléments sont pris en compte dès les premières étapes du projet, ils pourraient en garantir la durabilité et favoriser son appropriation. En intégrant les habitants dès le départ, ceux-ci se sentent davantage investis et propriétaires du projet. Leur connaissance approfondie de leur environnement local est précieuse pour adapter le projet aux spécificités du territoire et aux besoins réels de la population. Ainsi, leur participation renforce la vitalité et la pérennité du projet.

2.4.1. L'appropriation progressive du projet par les habitants

Au cours de notre enquête de terrain, nous avons constaté que l'appropriation du projet s'est réalisée par étapes. Le démarrage du projet a été relativement timide, mais la dynamique a évolué de manière progressive, avec une adhésion croissante des habitants qui s'est renforcée au fil des mois comme l'explique cette mère de famille, habitant le

quartier depuis 12 ans, qui s'est investi dès le début dans les réunions pour construire le projet quartier fertile :

“En fait, au début, quand ils ont parlé de “Quartier fertile”, il y avait des réunions, mais dans ces réunions, il y avait toujours les mêmes personnes. Il n'y avait pas grand monde parce que les gens se disaient “c'est pas fait pour nous”. Les habitants de Gagarine disaient que “ça, c'est pas pour nous, c'est pour les bobos” pour te dire la vérité. “C'est pour les nouveaux habitants”, ils se sont dits “les nouveaux habitants vont profiter des lieux, ils aiment tout ce qui est bio, cultivé, patati patata. Nous on n'a pas notre place” donc eux ils ont pris ça comme ça. Donc moi je leur ai expliqué que c'était à nous de s'approprier les lieux”

Cette adhésion progressive s'est appuyée sur différents leviers que nous avons pu identifier et analyser à partir de nos observations sur le terrain. Nous nous concentrerons ici sur les plus significatifs. Ces éléments révèlent non seulement l'intérêt des habitants de ce quartier populaire pour les enjeux écologiques, mais également leur engagement dans des pratiques quotidiennes qui vont au-delà de la simple nécessité économique, s'inscrivant dans une vision morale plus structurée. La mobilisation autour de la cause écologique résonne particulièrement chez les habitants, car elle s'intègre dans la continuité d'un héritage rural et de pratiques maraîchères issues de leurs pays d'origine, éléments essentiels de leur parcours migratoire et de l'histoire familiale de nombreux résidents. Cette démarche fait également écho à l'histoire des jardins ouvriers, profondément ancrée dans la mémoire des classes populaires. De plus, le projet "Quartier fertile" est perçu comme un facteur de renforcement des liens sociaux au sein du quartier, notamment à travers l'alimentation, et comme un outil pédagogique efficace pour sensibiliser les plus jeunes aux enjeux écologiques. Il permet également, grâce au marché hebdomadaire organisé par la Cité maraîchère, d'offrir un accès à des modes de consommation dont les habitants se pensaient jusque-là exclus. Enfin, nous soulignerons le rôle central des femmes dans la construction de ce projet et dans la vie du quartier. Ce sont elles qui facilitent l'adhésion collective et permettent de fédérer l'ensemble de la population autour de cette initiative. Ainsi, l'appropriation du projet "Quartier fertile" s'est construite progressivement, grâce à l'interaction de ces différents facteurs observés sur le terrain.

2.4.2. Un patrimoine vivant : les techniques maraîchères, héritage des parcours migratoires et transmis dans les jardins ouvriers

En effet, bien que le projet de réhabilitation du quartier, incluant la démolition des tours et l'introduction d'une mixité de logements sociaux et privés, ait suscité de vives critiques, l'initiative "quartier fertile" semble plus susceptible de recueillir l'adhésion d'une partie des habitants. Contrairement à l'image souvent véhiculée d'une certaine apathie, notre enquête révèle que les résidents de ce quartier populaire sont en réalité très préoccupés par les enjeux climatiques et écologiques. Ces préoccupations et aspirations sont préexistantes à la mise en place des dispositifs de développement de l'agriculture urbaine par l'ANRU. Il ne s'agit donc pas tant de sensibiliser les habitants à ces enjeux, mais plutôt d'examiner comment un dialogue peut s'établir, ou non, entre les politiques institutionnelles visant à engager une transition écologique à travers le renouvellement urbain et les pratiques et aspirations déjà présentes des habitants concernant leur propre cadre de vie. Notre enquête montre, par exemple, que de nombreux habitants de grands ensembles urbains, même lorsqu'ils sont nés en France de parents immigrés, maintiennent un lien fort avec la ruralité de leurs pays d'origines, notamment à travers des pratiques maraîchères. L'exemple de Djemila⁴⁴, 43 ans, qui vit dans le quartier depuis 15 ans et bien connue des habitants en est une parfaite illustration. Volontaire et sélectionnée pour participer au COPIL, elle s'investit activement dans les ateliers "habitant" du projet "Quartier fertile". Après avoir longtemps offert une aide informelle à ses voisins pour leurs démarches administratives, Djemila a été embauchée via un contrat adulte relais au sein de l'association "Nouvelles G", fondée par des jeunes du quartier. Elle peut ainsi continuer à accompagner les familles du quartier dans leurs démarches, mais cette fois de manière plus structurée et rémunérée.

“Moi je suis d'origine turque et quand je vais l'été en Turquie, tous les 2 ans, je cueille les légumes dans le jardin de mon père. Je les lave. Nous c'est à l'ancienne, un fil, une aiguille on met nos légumes on les fait sécher au soleil, on met un drap par dessus pour pas qu'ils jaunisse et après en hiver quand je

⁴⁴ Tous les prénoms ont été remplacés par des pseudonymes tout en préservant l'origine ethnique suggérée par le prénom d'origine

réhydrate ce produit et que je le mange pour moi ça vaut tous les goûts: le goût du soleil, de l'été, des souvenirs, des vacances, le goût de tout le monde a mis la main à la pâte. Moi je suis écolo depuis longtemps en fait... Il y a un petit savoir faire et par exemple on peut l'enseigner aux autres familles avec ce qui va sortir de terre ici (le quartier fertile). Aujourd'hui quand tu dis "compote" ils connaissent que les petites gourdes industrielles là... alors qu'on peut tout faire soi-même et même les mamans quand elles parlent elles disent "oh c'est bien on va apprendre à faire du pain", elles disaient "si y'a des ateliers comme ça mais on est tous là". Y'a vraiment un mode de vie à apprendre et les mamans peuvent apporter beaucoup, moi c'est ça qui me fait dire que ça va être quelque chose de bien mais il faut vraiment faire en disant que "on est pas venu pour faire notre chose, on est venu pour faire avec vous cette chose". Tu vois ? Intégrer les gens du quartier. Le gardien par exemple, faut prendre quelqu'un d'un peu connu dans le quartier qui va amener le lien".

Les témoignages recueillis révèlent ainsi une grande richesse de savoirs et de pratiques liés à l'agriculture. Ces pratiques constituent un véritable héritage culturel, transmis de génération en génération. Elles illustrent une connexion profonde à la terre et à la nature, façonnée par les parcours migratoires et les expériences de vie des habitants. Les femmes, en particulier, jouent un rôle essentiel dans la transmission de ces savoirs. Le projet "Quartier fertile" peut-être une occasion unique de redonner vie à ces pratiques en les intégrant dans une dynamique collective. La thématique des jardins ouvriers résonne particulièrement auprès des habitants, qui la mentionnent fréquemment lors des entretiens, rappelant des pratiques et des souvenirs ancrés dans la mémoire collective des classes populaires comme le souligne une résidente du quartier qui a grandi dans les grands ensembles du nord de la France :

"Moi ça fait des années que j'attends un petit bout de jardin à la corniche des forges, je ne l'ai jamais eu... parce que pour moi c'est important, je ne vais pas vivre des légumes qui vont sortir de terre c'est sûr, il faudra forcément en acheter. C'est pas seulement le côté économique, c'est le côté, les enfants d'aujourd'hui pensent que tout est fait... que ça sort pas de terre, ça sort de nulle part, ça sort des cageots, ils ne savent pas en fait. Et moi je trouve que pour les enfants... parce que moi je l'ai connu étant petite, j'ai connu, nous on avait des bouts de jardins, des jardins dans le nord type ouvrier. On allait s'inscrire, c'était

des assos qui géraient ça, il n'y avait pas de problème. On cultive beaucoup avec mes parents , on congelait”

Le projet "Quartier fertile" réactive une histoire et ravive le lien avec des pratiques maraîchères profondément ancrées dans la mémoire collective des habitants de ce quartier populaire. En mettant en valeur ces traditions agricoles héritées, le projet offre une opportunité de renforcer l'adhésion des résidents, car il fait écho à leurs pratiques ainsi qu'à leurs parcours familiaux et migratoires. Les prochaines étapes de déploiement du projet permettront d'évaluer si celui-ci a réussi à éviter une approche descendante (top-down), c'est-à-dire une démarche imposée qui pourrait étouffer les dynamiques locales et marginaliser les savoirs préexistants en les plaçant en marge de la planification et de la mise en œuvre du projet. L'implication des résidents dans la conception et la gestion du "Quartier fertile" sera essentiel pour non seulement préserver mais aussi revitaliser ces pratiques maraîchères, tout en consolidant les liens sociaux et en renforçant le sentiment d'appartenance au quartier.

2.4.3. Un ciment social : l'alimentation comme vecteur de lien social

Le projet "Quartier fertile" prévoit l'installation de divers équipements d'agriculture urbaine au pied des tours, offrant ainsi aux habitants un accès à une alimentation locale de qualité via des circuits courts. Des vergers et un four à pain sont également prévus. En parallèle, la cité Gagarine souhaite aménager un local de transformation alimentaire accessible aux résidents, leur permettant de conserver les légumes, de les transformer en sauces, compotes ou de les déshydrater. Ce local, équipé professionnellement, offrira également la possibilité d'organiser des repas et des ateliers culinaires, tout en permettant aux habitants ayant un projet professionnel dans la restauration de se former et se professionnaliser. L'approche par l'alimentation, introduite par l'agriculture urbaine, semble particulièrement bien accueillie dans le quartier, offrant non seulement la possibilité de cultiver des aliments sains à moindre coûts mais aussi un moyen de créer des liens intergénérationnels et de renforcer la solidarité entre voisins comme l'explique cette habitante du quartier qui participe régulièrement aux réunions “habitants”:

“... mais ce qui est bien avec le quartier fertile c’est qu’on avait beaucoup de mamans qui cuisinaient comme y’a pas de lieu, pas de centre social, rien dans le quartier... Là le fait qu’il va y avoir ça, elles sont contentes parce qu’elles pensent déjà à s’approprier les lieux à venir cuisiner, à faire des goûters partagés, à se monter en association , pour les fêtes, les mariages, les décès”⁴⁵.

Ce projet répond également à un besoin exprimé par les habitants de disposer de lieux communs où célébrer les événements importants de la vie, tels que les mariages et les enterrements, qui faisaient particulièrement défaut dans le quartier:

“Si tu veux voir le lien qu’il y a ici, il faut venir quand il y a un mariage ou un décès. On est invité ou on est pas invités, on va aller en bas de l'immeuble et on va applaudir jusqu'à temps que la mariée elle part ou elle rentre. Et qu'on soit invité ou pas, on est content pour les personnes. Donc on est là. Oui c'est bien, on est content, on a vu grandir et tout ça. Et quand il y a un décès, bah on fait des repas partagés. Après l'enterrement ou avant, il y a du monde, à nouveau, les gens rapportent, ils partagent et ils partagent la souffrance, la douleur comme les joies, les jours de joie, c'est pareil. Et bien aujourd'hui, nous on a eu une maman qui est habitante de Gagarine qui a perdu son fils dans un accident de voiture alors que le petit ça faisait cinq ans, quatre ans, quatre ans, qui vivait à Lyon avec son père. Il y a eu un dynamisme incroyable. Moi j'ai été donné mes condoléances à la mère. Il y a du monde partout et les gens y sont là à l'épauler. Et ce soir, justement, il y a un repas pour ce jeune à huis clos à l'association nouvelle G; ils vont tous se regrouper, Tout le monde apporte quelque chose et c'est là qu'on voit que la solidarité, elle est là la solidarité, elle est là dans ces événements comme ça” .

Les réunions du projet 'Quartier Fertile' sont principalement investies par des femmes, en particulier des mères de famille. Elles se montrent particulièrement sensibles à la question de l'alimentation au travers de la cuisine et à la sensibilisation des jeunes enfants aux enjeux écologiques comme l'explique cette habitante du quartier:

⁴⁵ suite entretien

“ Cette génération c’est vraiment ceux qui ont pas goûté à ça, ils ne savent pas comment poussent les fruits et les légumes , ils n’ont pas grandi dans ça ! Moi j’ai une fille de 23 ans et je te cache pas qu’elle dit “mais qu’est ce qu’on s’en fiche ! Tu vas au marché, tu les achètes les légumes . C’est pollué partout de toute façon” Ça ne leur parle pas mais justement une fois que le Quartier fertile va naître, il faudra absolument que les enfants dès la crèche , que les assistantes maternelles aient la possibilité de venir.. parce que c’est tellement magique de voir un petit truc sous terre qui après devient vert après il a une fleur après ça donne naissance à quelque chose”

L’éducation des jeunes enfants à la préservation de la biodiversité et à une agriculture respectueuse de l’environnement est un sujet central qui revient fréquemment dans les entretiens avec les habitants. Nombreux sont ceux qui expriment leur désir de sensibiliser les plus jeunes à ces enjeux écologiques, non seulement pour leur inculquer des valeurs durables, mais aussi pour ancrer ces pratiques dans leur vie d’adulte. Les habitants proposent ainsi des initiatives visant à créer des passerelles intergénérationnelles à travers l’agriculture urbaine, où les aînés transmettraient leur savoir-faire aux plus jeunes, favorisant un apprentissage partagé. Ces interactions permettraient de tisser des liens sociaux forts, tout en valorisant les compétences des personnes âgées, souvent confrontées à l’isolement social. L’agriculture urbaine devient alors un outil non seulement écologique, mais aussi social, en renforçant la solidarité entre générations et en favorisant un sentiment d’appartenance collectif au quartier. De plus, ces activités communes pourraient se traduire par des ateliers, des jardins partagés ou des événements créant un cadre propice à l’échange et à la cohésion sociale. Par exemple, Nawah, une résidente du quartier, suggère:

“Moi, quand j’ai appris qu’il va y avoir un “Quartier fertile”.. Moi j’ai dit: c’est très bien. Surtout que c’est à côté de l’école.. il est dans une zone... Ça va profiter même aux crèches, même à l’école maternelle, même aux habitants, à tout le monde. Ils pourront venir et ils pourront voir, ils pourront cueillir. Et après il y a des gens, ils vont venir juste pour discuter. Donc ça crée du lien aussi. C’est pour ça que moi j’avais proposé lors d’une réunion de partager les petits bouts de terrain avec un senior: une famille et un senior. C’est moi qui avait dit ça. Pourquoi ? parce que la personne âgée peut-être qu’elle ne va pas se

positionner sur un bout de jardin parce qu'elle n'a pas envie de retourner la terre alors qu'elle serait prête à venir arroser trois fois par semaine. Donc de faire ça en binôme intergénérationnel...et ça je trouve que c'est très important et ça leur permettrait de voir des petits. Il y en a, ils ne voient pas d'enfants du tout. Créer du lien, dire à la fin, ça c'est notre travail, voilà, ensemble. Et ça ça peut apporter beaucoup dans les deux sens”.

Bien que de nombreux habitants aient initialement opposé l'ouverture de la Cité Maraîchère, en activité depuis environ deux ans dans la cité voisine Marcel Cachin, où nous avons mené des sessions d'observation participante, un véritable lien social semble s'y être établi. Malgré les critiques concernant son coût élevé et son concept d'agriculture hors-sol, le lieu est maintenant fréquenté par les résidents, en particulier grâce au marché hebdomadaire et au café-restaurant situés au rez-de-chaussée. En réponse au manque flagrant d'espaces de rencontre, la Cité Maraîchère est devenue un lieu clé pour les interactions sociales dans le quartier, comme l'indique cette mère d'une famille monoparentale vivant dans le secteur :

“J'ai eu même droit, à l'anniversaire de mon fils !J'ai pas pu inviter des gens, je n'avais pas les moyens. J'ai demandé le gâteau à l'une des cheffes ici et j'ai invité juste une copine. Elle a deux enfants. Comment vous dire ?! Budget vraiment serré mais moi je voulais vraiment garder un souvenir pour mon fils. Je crois que c'était vraiment une période là, en janvier...c'était vraiment difficile. Une fois le gâteau préparé, on était là, moi et ma copine et tout. Moi, ça me faisait mal au cœur qu'il n'y avait pas beaucoup d'enfants. Voilà, j'ai dit, Est ce que je peux mettre la musique sur le haut parleur? Oui, elle m'a dit “tu branches le téléphone et tu mets la musique que tu veux”. J'ai mis la musique pour le "happy birthday" et je vois arriver sept ou huit personnes avec le gâteau! Tous ceux qui travaillaient à l'intérieur du restaurant. La cheffe leur a dit vous arrêtez tout ! Alors elles sont venues à la table, elles l'ont entouré "Joyeux anniversaire" et tout. Elles l'ont applaudi lorsqu'il a soufflé et elles sont réparties faire leur travail. Voilà, il n'était pas question de partager le petit gâteau parce qu'il était tout petit, mais il était bien fait avec une voiture, avec un tout petit budget... vraiment, elle m'a arrangé donc sur les vidéos et les photos que j'ai montré à

mon fils, il y avait du monde à son anniversaire! Voilà c'est un geste qui m'a marqué !”

Ainsi, un certain nombre d'habitants voient dans ce projet un moyen de renforcer les liens sociaux dans le quartier, notamment par le biais de l'alimentation. Les futures infrastructures d'agriculture urbaine sont envisagées comme des espaces propices à la préparation de repas collectifs et à l'accueil des grands événements de la vie du quartier, tout en consolidant les liens intergénérationnels. La Cité Maraîchère, qui est déjà en activité dans le secteur depuis deux ans, nous a permis d'observer comment elle est progressivement appropriée par les habitants, notamment grâce à son marché hebdomadaire et à son café-restaurant à prix abordables. Par ailleurs, de jeunes résidents, déjà engagés dans des maraudes pour distribuer de la nourriture aux personnes démunies, ont proposé de développer davantage d'initiatives solidaires dans le cadre du quartier fertile, telles que des actions de préparation et de distribution de repas aux personnes sans-abri.

2.4.4. Consommer autrement

On peut observer le même type d'engouement pour le marché hebdomadaire de la cité maraîchère, qui a ouvert en 2021 dans la ville voisine de Marcel Cachin :

Extrait journal d'observation :

Nous nous répartissons les rôles entre nous: Etienne tiendra la caisse, Mara s'occupera de servir les légumes aux habitants tandis que je m'occuperai de les peser. Il s'agit ainsi pour moi de mener une observation participante. Je n'ai donc pas la possibilité de prendre des notes mais j'ai pu, entre deux clients, rédiger des aide-mémoires, de façon discrète à l'aide de mon téléphone portable. Étienne a été prévenu de ma venue par la directrice. Cette dernière, nous rejoint peu avant le démarrage du marché et me présente à l'ensemble de l'équipe comme une chercheuse en sciences sociales qui souhaite étudier la ferme. Les clients commencent à s'agglutiner devant les portes et nous décidons d'ouvrir à 17h pétantes. Une dame âgée et souffrant d'une mobilité

réduite est la première à faire son entrée. Bien connue de mes deux coéquipiers qui s'empresent de la saluer chaleureusement et de lui apporter une chaise pour qu'elles puissent s'asseoir : *“C'est pour ça que j'aime bien venir au marché ici”* me dit cette dame. *“Tout le monde me connaît et fait toujours attention à moi”*. Les habitants en grande majorité connus par l'équipe vont ainsi se succéder pendant toute la durée du marché. 43 personnes au total se sont déplacées dont une majorité de femmes : 31 femmes, 12 hommes ainsi que 6 enfants. Le panel d'âge est très étendu allant de quelques mois à plus de 70 ans. 27 personnes sur 43 sont non-blanches.

Ce jour-là, il y a uniquement à vendre des champignons Pleurote et Shiitake ainsi que des endives en raison de la période hivernale et de problèmes techniques. Les habitants sont venus en nombre et pour beaucoup en avance pour être certains d'être parmi les premiers servis. Un grand nombre souhaite acheter le maximum de quantité possible en fonction du stock disponible. Ainsi, beaucoup demandent si une congélation ou une mise en conserve est possible ainsi que des conseils pour cuisiner ce qui indique qu'ils n'ont pas l'habitude de consommer ce type d'aliments⁴⁶.

Un des éléments qui ressort de cette observation est la fréquentation du marché majoritairement par des habitants du quartier issus des classes populaires comme me le confirme la présentation de la carte sur tarifs réduits au moment du passage en caisse. Cette sociologie diffère donc sensiblement de celle que l'on peut couramment observer au sein d'autres initiatives urbaines qui proposent, elles aussi, une alimentation biologique et en circuit court (AMAP, supermarchés coopératifs..) et qui sont plutôt fréquentées par des classes sociales plus favorisées. Je m'étonne de l'engouement que suscite ces produits peu coutumiers des assiettes des classes populaires. De la même façon que le “vide” constaté dans les boutiques de luxe par les étudiants de Jounin dans les beaux quartiers⁴⁷, la rareté des produits présents sur l'étalage du marché et leurs

⁴⁶ suite extrait journal de bord

⁴⁷Jounin, Nicolas. *Voyage de classes*. Paris : La Découverte, 2024, p.

éloignements du primat d'une fonction nourricière viennent indiquer leurs caractères symboliquement prestigieux. Si l'accessibilité économique permise par des tarifs adaptés l'explique en partie, nous faisons l'hypothèse que c'est aussi la représentation symbolique qui y est associée et la possibilité d'accéder à des modes de consommation habituellement réservée aux classes sociales supérieures qui suscitent cet intérêt. Il indique aussi l'assimilation par les classes populaires d'un discours public et de nouvelles normes en termes de santé et d'environnement. Un lien social qui se tisse à l'occasion de ce rendez-vous hebdomadaire à l'échelle du quartier, bien loin de l'anonymat de la grande distribution, nous semble aussi expliquer le succès de sa fréquentation. C'est ce dont témoigne Fatima⁴⁸ lors d'un entretien qui est originaire d'Algérie et qui est âgée de 48 ans. Elle vit dans un logement social au sein d'une des barres HLM de la cité. Actuellement sans emploi, elle a fui une situation de violences conjugales et élève seule son fils âgé de 4 ans. Fréquentant régulièrement le marché hebdomadaire de la Cité maraîchère, elle explique :

“Ce sont des produits où ça n'est pas la question d'être un gros mangeur. Non, on n'est pas obligé de manger un bon steak avec de la sauce et tout. Moi je me considère avoir été à un moment donné dans la précarité et du coup pouvoir prendre des produits de qualité avec un prix vraiment minime. C'est vraiment gratifiant, voilà! Il y a aussi le côté moral, psychologique qui fait qu'au moins là j'ai pu accéder à un produit de qualité. Je le traite même comme un bijou. Je vous assure ! Je me dis bon, moi je suis une maman isolée. J'ai pu compter pendant un long moment sur la pension alimentaire. Une fois qu'elle est partie. Voilà, c'était la précarité et le fait de pouvoir venir chercher ces produits, c'était vraiment une aubaine quoi. On se sent riche (rires) ! Voilà un tout petit marché pour quelques produits. On fait les courses ailleurs mais ici on a envie de ne pas se priver de ce petit plaisir, d'un petit luxe en fait c'est exactement ça. ! C'est le mot ! Et si on a par exemple de la visite ou des invités, acheté ça un tout petit prix et de le présenter sur sa table, ça fait quelque chose, ça fait son effet ! je vais dire que mes shiitakes ils sont bio hein ! Ah Vous voyez ?(rires) S'ils pouvaient exister ça dans chaque quartier, ça va vraiment participer à la sérénité des gens et réduire l'agressivité, réduire la violence. Vous savez...ça va changer beaucoup de choses! Ça va avoir un impact sur pas mal de gens. Tout le monde

⁴⁸ Tous les prénoms ont été anonymisés en conservant le sexe et l'éthnicité qu'ils connotent

est en colère par rapport au coût de la vie! on se croise au supermarché "oh ça augmenté, regardez le prix !" mais quand on vient ici on parle avec plaisir, on rigole. Pourquoi? parce que devant nous, on a des produits de qualité! Il suffit de se sentir respecté, de se sentir privilégié comme d'autres sont privilégiés ! Pour les classes moyennes et les classes qui sont vraiment au bas de l'échelle c'est important ce genre d'initiatives !

Ainsi, l'observation de la fréquentation du marché de la Cité Maraîchère révèle une dynamique intéressante : celle d'une accessibilité économique combinée à une valorisation symbolique des produits. Contrairement à d'autres initiatives urbaines orientées vers une alimentation biologique, qui attirent souvent des classes sociales plus favorisées, ce marché séduit principalement les habitants des classes populaires. Ce phénomène suggère que les produits sont perçus comme un luxe abordable, offrant une gratification symbolique et un sentiment d'appartenance à des standards de consommation habituellement réservés aux classes supérieures. Le succès de ce marché, corroboré par les témoignages des habitants comme Fatima, indique également que la dimension sociale du lieu, loin de l'anonymat de la grande distribution, joue un rôle crucial dans son attrait. Ce rendez-vous hebdomadaire contribue à tisser des liens au sein du quartier et pourrait, selon certains avis, même participer à la sérénité et à la réduction des tensions sociales.

Nos observations montrent que l'adhésion des habitants à ce projet est étroitement liée à la perception qu'ils ont de son utilité sociale et environnementale. Cette adhésion à la cause écologique constitue un levier puissant pour encourager la participation des habitants à la mise en œuvre de cette politique publique et favoriser la co-construction du projet. Elle repose sur plusieurs éléments essentiels. Les savoirs et pratiques maraîchères héritées des parcours migratoires et de l'histoire des jardins ouvriers résonnent particulièrement avec ce projet d'agriculture urbaine. Le rôle central des femmes, oscillant entre assignation de genre et émancipation proto-politique, joue également un rôle important. La volonté d'éduquer les jeunes générations aux enjeux écologiques, tout en collaborant avec les personnes âgées, renforce les liens intergénérationnels et l'engagement commun. L'approche par l'alimentation, qui fédère les habitants et nourrit le lien social est également significative. En outre, la volonté de consommer autrement, qui touche aussi les classes populaires, crée un sentiment de

valorisation. L'accès à des modes de consommation généralement réservés aux classes sociales plus privilégiées devient un levier d'engagement. L'ensemble de ces facteurs combinés démontre comment le projet pourrait répondre aux aspirations profondes des habitants tout en favorisant un dialogue constructif entre ceux-ci, les politiques publiques et les structures de l'économie sociale et solidaire.

2.5. Obstacles à une participation pleine des habitants et résistances au projet de quartier fertile

Cependant, comme nous l'examinerons dans cette section, divers obstacles et résistances continuent de freiner la véritable implication des habitants dans les transformations écologiques sur leur territoire. Malgré les nombreux leviers à disposition et la volonté manifeste des habitants de participer activement à ces projets, leur engagement réel reste limité. Il est donc crucial d'identifier les obstacles qui freinent cette participation pour éviter que le projet ne se transforme en une simple façade de greenwashing participatif. Par ailleurs, il est essentiel d'éviter les écueils classiques du déficit participatif, souvent observés dans d'autres projets de rénovation urbaine, où les habitants, malgré les intentions d'inclusion, finissent par être marginalisés. Assurer une participation véritable et significative des habitants permettrait de garantir que leurs contributions ne se limitent pas à des gestes symboliques mais qu'elles aient un impact réel sur le projet.

2.5.1. Les réunions habitant: une tentative de co construction qui présente des limites

Les réunions "habitants" sont majoritairement investies par un noyau dur de femmes, mères de famille, résidentes de longue date du quartier. L'animation est assurée par la responsable de la Cité Maraîchère et un prestataire. Ces temps d'échange et d'élaboration mettent autour de la table un ensemble d'acteurs du quartiers: l'équipe de la Cité maraîchère, les élus locaux, les responsables associatifs, les représentants des locataires HLM, les syndics, les copropriétaires, les équipes de médiation sociale du quartier et du futur centre social, les instituteurs, les habitants, les commerçants. Cette

composition des réunions destinées aux habitants peut interroger. Si elle peut faciliter le dialogue avec les institutions, elle risque aussi de créer une certaine distance et d'inhiber certains participants. La présence d'acteurs institutionnels peut parfois créer un climat trop formel qui décourage les échanges spontanés. De plus, certains habitants peuvent se sentir intimidés par le caractère technique des débats ou par la hiérarchie implicite entre les participants.

La fréquentation de la réunion a été assez variable d'une réunion à l'autre. La troisième session est celle qui a rassemblée le plus de personnes les sessions qui ont suivi ont rassemblées entre 25 et 35 personnes. Chaque réunion suit un format précis : présentation du projet, rappel des précédentes réunions, travail en petits groupes sur des thèmes spécifiques, et restitution plénière. Au total, 6 ateliers "habitants" ont été organisés afin de réfléchir avec les habitants aux modalités concrètes du projet. Cela va du choix des clôtures, aux types d'activités qui verront le jour, à la limitation des risques de nuisances mises en avant par les habitants. Un effort est fait pour mobiliser les outils pédagogiques et ludiques sont utilisés afin de favoriser le travail de co-construction avec les habitants. Les habitants présents sont par exemple invités à compléter en petit groupe un questionnaire comme celui-ci :

TEMPS D'ATELIER

OBJECTIF
POUR CHAQUE SCENARIO, IMAGINER DES ACTIONS CONCRÈTES À MENER

Préparation des activités SCENARIO 2

Qui sera en charge de ce lieu ?
Structure porteuse :
Personne référente :
Autres personnes mobilisées :

Comment s'organisent les différentes activités ?
Choisir et planifier les différentes activités du lieu :

Animer les activités :

Encadrer les activités :

De quoi j'ai besoin pour lancer les activités ?
Moyens financiers :

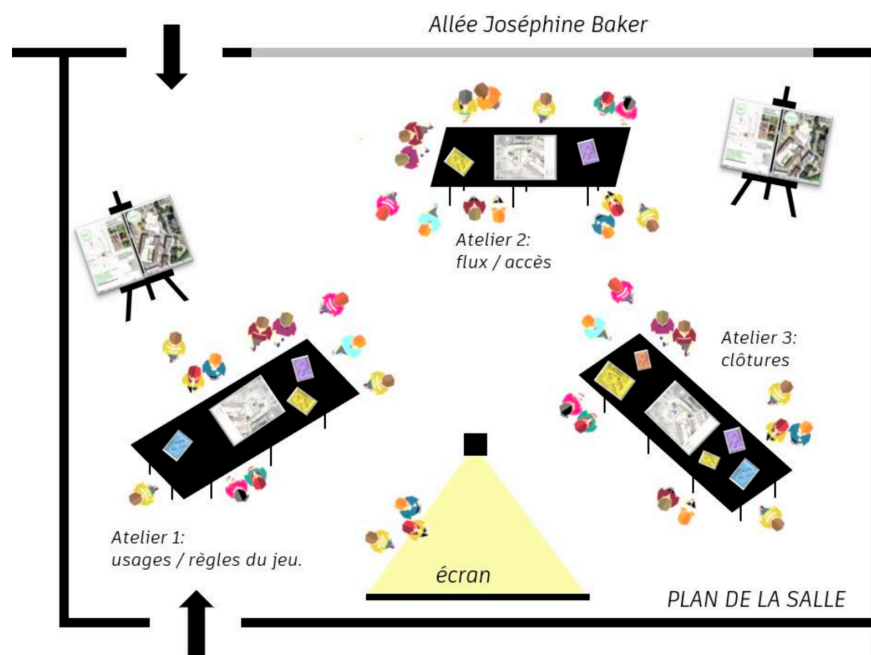
Moyens matériels :

Moyens humains :

Quelles seront les principales activités ?

A quoi cela va servir ?

Quelles sont les prochaines actions à mener pour lancer ce lieu ?
Décrivez les principales étapes :
1.
2.
3.
4.
5.



Une des habitantes qui participe à ces ateliers explique lors d'un entretien :

“Pour moi, le quartier fertile , ça va être vraiment le lieu de rendez- vous. On peut venir prendre son goûter, regarder un peu les plantes, regarder ce qui pousse, qui pousse pas , discuter, échanger et ça c'est très important, ça crée du lien et ça crée une revalorisation. C'est bien aussi de faire des réunions avec les gens du quartier et c'est ça qui a fait qu' il y a eu toutes les mamans, elles sont venues. Elles se sont senties “ah ouais tu vois ma voix elles compte”. Y'en a, elles ne comprennent même pas le français. Elles sont dans le groupe Whatsapp du “Quartier Fertile”. Et c'est marrant parce que dès qu'il y a un message qui arrive, elle m'appelle : “Ça veut dire quoi? Il y a quoi? C'est quand? Tu y vas ?”

Les réunions ont permis de fédérer un groupe d'habitants, en particulier des femmes, mère de famille, autour du projet "Quartier fertile". Ce projet a été pour elles une source de valorisation et une opportunité de s'investir pleinement dans la vie de leur quartier. Le lien établi avec les équipes de la cité maraîchère a renforcé l'appropriation du projet. La personnalité fédératrice de la responsable de la cité maraîchère a été un levier clé pour créer un lien avec les habitants. D'autant que les concepteurs du projet

souhaiteraient une fois la dynamique de départ lancée et le projet structuré laisser de plus en plus d'autonomie aux habitants afin qu'ils puissent à terme s'autonomiser et être à même d'assurer eux mêmes la gestion du projet et de ses espaces. Cela revient fréquemment dans les entretiens:

“Moi je trouve Je trouve qu'elle fait bien son job, Elle est à sa place là bas. Parce que si tu mets une personne qui passe, qui te dit même pas bonjour, qui te regarde de haut ça peut pas marcher. Elle, elle fait bien son travail. C'est pour ça que les gens y vont. Il y a des mamans qui ne voulaient pas venir parce qu'elles n'avaient jamais mis les pieds là-bas. Une fois, j'étais en mariage donc je n'ai pas pu y aller, une des mamans elle y a été toute seule alors que jamais elle y serait allée , elle s'est sentie à l'aise. Oui, elle a dit: “la dame aux cheveux bouclés elle est gentille”. C'est la bonne personne Yuna , humainement, c'est ce qui recherchent les gens “ah elle se rappelle de moi”, elle va passer elle va te faire un sourire, elle va te dire bonjour parce que c'est malheureux mais c'est pas que ici..Moi j'ai de la famille qui vit à Garges lès Gonesse, à Sarcelles, dans des QPV c'est partout ils ressentent ça...On est pas aimé. Alors que c'est juste des aprioris et c'est ça qui est bien avec elle”.

Néanmoins, si ces ateliers ont suscité un certain engouement, ils ont également mis en évidence des freins à une participation plus large. En effet, force est de constater que la mobilisation des habitants autour de ce projet reste limitée. Lors d'un des premiers rendez-vous (que j'ai pu relater dans mon journal de bord) , un certain nombre d'habitants de la cité Gagarine sont venus manifester leur mécontentement :

Extrait journal de bord:

un petit groupe d'habitants ont surgi en plein milieu de la réunion en y coupant court et ont décidé de prendre la parole pour exprimer leur désapprobation de manière forte. Ils ont notamment expliqué ne pas avoir été suffisamment avertis de la tenue de ce premier atelier. En effet, l'invitation à participer à ce temps d'échange et de réflexion à été faite via les réseaux sociaux de la Cité maraîchère et le journal de la

ville qui sont des médias peu consultés par les habitants. Ce groupe d'habitants dénonce l'existence d'un paradoxe entre la promotion d'une démarche qui se veut participative mais qui ne s'est pas donnée les moyens effectifs que les habitants puissent être en mesure de participer. Ils soulèvent aussi le manque de représentativité des personnes présentes à l'atelier ce soir-là faute que l'ensemble des habitants aient pu être avertis. Ils précisent qu'il aurait été préférable qu'un travail d'affichage dans les halls d'immeubles soit effectué et que les acteurs associatifs du quartier qui sont au contact des habitants au quotidien soient mobilisés afin que l'information puisse parvenir au plus grand nombre. Le groupe d'habitant explique que le sentiment de colère qui existe dans le quartier face à ce nouveau projet provient notamment du fait qu'ils n'ont pas été consultés par l'ANRU pour choisir la nature du projet en lui-même. Ils ont la sensation de "*choisir le papier peint mais pas les murs*". S'ils expriment ne pas être opposés à un projet qui mettrait en avant l'écologie dans le quartier, ils estiment que cet objectif n'est pas prioritaire.

Les habitants ont donc soulevé lors de ces différents ateliers différents freins à la participation de l'ensemble de la population vivant sur ces territoires. Pour autant ils réaffirment leur volonté d'être associés à la réflexion autour du développement de leur territoire. Le caractère démocratique et participatif du projet est remis en cause sans qu'il engendre à cette phase de son développement un rejet catégorique des habitants qui semblent pour le moment prêt à jouer le jeu de la participation tout en soulevant ses limites. La grille d'analyse développée par Marion Carrel sur la question de la participation des habitants aux politiques de la ville nous semble intéressante à mettre en corrélation ici⁴⁹. Elle décrit une tension entre ce qu'elle appelle les "dérives de l'injonction participative". Ainsi, Une première vision réduit la participation à n'être qu'une demande unilatérale et méprisante faite aux pauvres de se comporter en citoyens sans leur donner la possibilité de débattre sur le fonctionnement des

⁴⁹ Carrel, Marion, 2013. *Faire participer les habitants. Citoyennetés et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*. Lyon : ENS Editions. Postface.

institutions. Alors qu' une deuxième approche voit dans la participation un levier pour leur émancipation sociale et politique et l'amélioration de l'action publique.

Au cours de nos sessions d'observation, nous avons noté que des efforts ont été déployés pour structurer les réunions de manière à permettre aux habitants de s'exprimer et de co-construire le projet. Cependant, ces réunions se focalisent principalement sur les aspects pratiques de la mise en œuvre, plutôt que sur les orientations fondamentales du projet. Les détails de la mise en œuvre sont fortement influencés par des considérations techniques et l'avis de spécialistes, ce qui limite encore davantage la capacité des habitants à influencer ces décisions. La participation reste fortement encadrée, orientant souvent les réponses des habitants. Par exemple, les habitants sont invités à discuter de choix tels que les clôtures ou les plantations, mais ne sont pas impliqués dans la préparation des échanges ni dans la définition de l'ordre du jour. Les comptes rendus de ces réunions sont systématiquement rédigés par les animateurs institutionnels, sans contribution des habitants.

Lors d'une réunion, une habitante a demandé : "Quand on parle de cuisine accessible à tous, est-ce uniquement pour préparer des plats bio ou peut-on faire ce que l'on veut ?" Un autre habitant a répondu : "Pour moi, il n'y a pas de mauvaise cuisine." L'animateur a alors tenté de recentrer la discussion sur l'importance de cuisiner avec des produits écologiques. En fin de compte, une habitante a accepté : "D'accord, utilisons le terme écologique, c'est bien, de toute façon c'est à la mode ; aujourd'hui, tu ne vends rien sans ça." Ainsi, les animateurs des réunions exercent une influence et une certaine pression pour que les propositions des habitants s'alignent avec les critères du dispositif de l'ANRU. De la même façon, nous avons observé que le vocabulaire utilisé, souvent très technique, n'est pas toujours compréhensible par tous les habitants. Des termes comme "projet incubateur" ou "gouvernance du projet" peuvent créer une barrière et ne pas refléter fidèlement les préoccupations des participants. En effet, les considérations technique.

2.5.2. Le rôle levier des femmes dans le projet de Quartier fertile

Ces réunions sont très majoritairement investies par un noyau de femmes, habitantes de longue date du quartier et souvent mère de familles. Cette forte implication féminine, souvent associée à des rôles de 'care', révèle la persistance de stéréotypes de genre mais aussi la capacité des femmes à être des actrices clés de la transition écologique au sein de leur territoire. Leur engagement témoigne, à la fois de leur capacité d'être actrices de la transition environnementale dans leur quartier tout en les cantonnant à des rôles stéréotypés. Les femmes engagées dans la transition écologique se trouvent à la croisée de multiples enjeux : l'environnement, le genre, les inégalités sociales et les rapports raciaux. Leurs actions sont à la fois porteuses d'espoir et révélatrices des contraintes auxquelles elles sont confrontées. Elles occupent une position clé dans la mise en œuvre locale des politiques publiques, en facilitant la communication entre l'ensemble des acteurs. Elles agissent comme un relais pour instaurer un dialogue entre les habitants et les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS), se plaçant ainsi comme un lien essentiel entre les institutions et les citoyens. Cette dynamique met en lumière les liens étroits entre les questions de genre, d'environnement et de développement local. Interrogées sur l'absence masculine aux réunions, les femmes engagées dans le projet expliquent que:

“c'est surtout les femmes, qui vont être super dans ce projet, c'est les femmes qui vont être impliquées, y'en a qui vont nous apprendre la déshydratation. Les femmes vont s'occuper de ça. Et du coup, bah les mecs ils suivront derrière et même si tout le monde ne s'implique pas, je pense que ça peut devenir un truc super”.

ou encore, une autre habitante du quartier, qui participe régulièrement aux réunions habitants :

“ C'est toujours , toujours comme ça, meme au centre social, je crois qu'il y a qu'un homme qui fréquentait le centre social avec sa femme et ses enfants. L'homme en faite... déjà, ils travaillent tous.. on va dire .. dans le monde ouvrier , des boulots qui demandent de la force, le BTP tout ça donc quand ils arrivent

du travail franchement ils ont pas envie d'aller dans une réunion. Ils prennent leur douche , ils vont se coucher et basta.. mais ca veut pas dire que demain quand le Quartier fertile sera là , les jardins, qu' ils ne viendront pas. Ils pourront venir jardiner le we mais ramener les hommes c'est plus difficile, tu vois quand le Quartier fertile il sortira de terre tu vois il faudra dire quelque chose pour les attirer comme "ramener les hommes les plus forts de Gagarine pour retourner la terre pour le jardin" ils viendront, au centre social c'est un autre problème. Il faut qu'ils touchent quelque chose qui intéresserait aux hommes de venir par exemple faire du bricolage ou venir créer quelque chose en bois, il faut que ça leur parle parce que "vient créer des bougies" ça il va pas venir"

Cependant, des facteurs tels que les horaires des réunions ne sont pas pris en compte par les organisateurs. L'organisation de ces rendez-vous réguliers avec les habitants pour la co-construction du projet n'est pas élaborée en concertation avec eux, et les modalités d'organisation ne sont pas discutées avec les habitants. Cette situation limite l'accessibilité pour les femmes, comme le souligne une mère de famille qui participe régulièrement à ces rencontres :

"Tu sais pourquoi ? Parce qu'en fait, les réunions, elles ont lieu le soir à 18 h. Pour les mamans, c'est très dur de sortir le soir à 18H parce que la plupart, leur mari rentre plus tard. Elles ne peuvent pas laisser leurs enfants tout seuls , les enfants sont là. C'est le souci. Des réunions en après midi, moi je dis ça marcherait super bien. La dernière fois il y'a une maman qui est venue, elle a dit "je suis désolée, je suis arrivée en retard , moi j'aime trop venir voir ce qu'il se passe et tout ça mais 18H c'est super dur. Mon mari il est rentré, moi je suis sortie" et après elle a reçu un message de son mari: " tu pourrais rentrer etc" tu vois ? En journée de 14H À 16H , le mari il est au travail et les enfants ils sont à l'école , toi tu es libre, tu peux venir plus facilement mais en soirée c'est dur pour elle".

Bien que l'organisation de ces rendez-vous réguliers pour réfléchir avec les habitants à la construction du projet de quartier fertile ait réussi à attirer une partie de la population, notamment un groupe de femmes du quartier qui jouent un rôle essentiel, il reste des limites. Ces réunions ont permis à certains habitants de s'approprier le projet et

ont montré une volonté d'instaurer un dialogue réel. Cependant, nous constatons également que la participation offerte par ces rencontres est limitée, tout comme le rôle que ces femmes peuvent jouer dans l'élaboration du projet.

2.5.3. Une opposition au projet en continuité avec les résistances au plan global de rénovation du quartier

Si le projet d'agriculture urbaine a réussi à mobiliser une partie de la population, un grand nombre d'habitants demeure indifférent et il ne parvient pas à apaiser les tensions liées au projet de réhabilitation de l'ANRU. Les habitants initialement opposés à la démolition massive de logements sociaux demeurent sceptiques quant à l'aspect écologique du projet, préférant une rénovation des bâtiments existants, plus respectueuse de l'environnement et économiquement plus efficace. Malik, résidant dans le quartier depuis plus de 50 ans et locataire d'un logement social depuis environ trente ans et s'est engagé dès le début activement contre le projet de rénovation proposé par l'ANRU. Il explique :

“Il ont fait un tour de passe passe, ils démolissent moins de bâtiments mais ils démolissent quasiment autant de logements donc finalement avec l'ancienne municipalité on perdait à peu 50 logements sociaux qui disparaissait avec le nouveau projet c'est 48%, donc on est pas dans un logique très différente”

Les opposants au projet dénoncent la diminution des logements sociaux au profit du secteur privé, alors que la crise du logement s'aggrave en Île-de-France:

“ Tu sais que l'Anru ne construit pas de nouveaux logements sociaux, l'Anru détruit , elle donne des parcelles pour construire des logements privés soi disant pour la mixité sociale, la vérité c'est que tout ça s'est fait pour enrichir l'industrie du BTP, les promoteurs immobiliers et les banquiers c'est tout parce qu'il y a plus de parcelles en Ile de france où est ce qu'ils vont les trouver? Moi je veux bien la mixité sociale mais ne détruisez pas des logements sociaux ! ils construisent quasiment que du privé là a la place de mon immeuble c'est que du

privé donc les 100 et quelques logements sociaux rien que pour la tour, ils ne les ont pas, ils ne les construiront pas “

Ces habitants critiquent l'illusion d'un relogement dans des logements neufs, soulignant les nombreux défauts de construction et d'aménagement qui ont fragilisé la situation économique de certaines familles. Ainsi comme l'explique cette habitante qui a été relogée dans un nouveau bâtiment:

“Ce qui était difficile, c'était quand même euh, en fait, ils ont dit relogement. Les loyers restent inchangés, tout est super, les nouveaux immeubles et tout ça. Mais sauf que dans les anciens immeubles, le mobilier qu'on avait, ils n'allaient pas forcément dans le nouveau. c'était plus petit. Donc les armoires les grandes armoires, il y avait déjà des armoires dedans donc nos armoires, on ne peut plus les emmener. Mais dans les armoires, dans les nouveaux il n'y a que les portes coulissantes. Donc l'intérieur est vide, il fallait refaire quand même une penderie , des étagères donc tout ça, ça génère des frais Après, on a quand même laissé des appartement moi, pour moi voilà j'avais tout carrelé. On avait mis des budgets dans nos appartements. Ma cuisine, elle ne rentrait pas dans le nouveau parce qu'elle est minuscule donc ça a engendré des frais et des frais qui ont fait que les personnes ont dû faire des crédits et acheter plusieurs équipements. Donc ça a poussé à la consommation, ça a poussé à s'endetter. Et juste derrière, avec l'inflation. Et moi je sais que j'ai des voisins qui ne s'en sortent pas”.

Considérant le COPIL citoyen comme une simple façade de participation, certains habitants opposés au projet de réhabilitation de l'ANRU ont délibérément choisi de ne pas y prendre part :

“ils se sont mis d'accord à coup de COPIL là, qui est en réalité un organe croupion où rien ne se décide mais tout s'enregistre dont je ne fais surtout pas partie. Moi j'y suis allé une fois en disant aux gens attention vous n'allez décider de rien et ne croyez pas ce que l'on vous raconte vous déciderait de rien , tout sera déjà prêt et on vous le mettra comme un fait accompli et vous servirez juste à valider des décisions que vous n'aurez pas prises, les gens ne m'ont pas cru,

c'est exactement ce qu'il s'est passé ! Ça c'est des vieilles méthodes, on les connaît ! “

Ainsi les habitants engagés dénoncent le projet "Quartier fertile" comme une opération de communication verte visant à masquer un projet de réaménagement urbain qui détruit des logements sociaux et exclut les habitants historiques. En refusant de participer au projet "Quartier fertile", les habitants expriment leur méfiance envers une initiative qu'ils considèrent comme imposée de l'extérieur et détachée des réalités du quartier :

“ C'est pour ça que moi je ne participe pas aux réunions “Quartier fertile” car ça veut dire que tu as déjà accepté les démolitions etc, c'est sur le dos de la destruction de logements sociaux et c'est quoi, c'est animé par des gens qui ne sont pas du quartier, qu'on pas grandit ici. Tu connais les gens ? D'où tu sors ? Il y a une histoire ici. Moi j'espère qu'ils auront du mal pour qu'ils soient confrontés à la réalité parce que tu débarques pas comme ça. Ça concerne qui ça ? Ça concerne les habitants ? Je pense que très peu de gens du quartier iront comme si demain ils mettent une boulangerie bio, tu verras qui ira à la boulangerie et qui n'ira pas . Tout ça c'est sans les habitants originels, c'est sur leur dos. Les gens des quartiers populaires, ils ont déjà d'autres soucis, réglons déjà leur soucis et puis on leur parlera d'écologie, commençons par ne pas détruire les logements déjà, c'est un projet complètement parachuté, c'est pour donner du contenu sympa à un projet de gentrification. Gagarine c'est une cité dont les premiers logements ont été construits en 1969, il y a jamais eu de maison de quartier , venez pas nous raconter des histoires maintenant qu'en 2023 vous vous rendez compte que ce quartier a été laissé à l'abandon pendant 50 ans. C'est pas le fait de mettre des jardins, les jardins c'est très bien, pourquoi pas mais en réalité ce n'est pas fait avec les habitants , pour les habitants, c'est fait pour d'autres habitants ”.

Ainsi, certains habitants engagés critiquent le projet "Quartier fertile", qu'ils perçoivent comme une opération de communication verte dissimulant un réaménagement urbain plus profond, visant principalement à détruire des logements sociaux et à exclure les résidents historiques du quartier. Cette critique repose sur le

sentiment que le projet ne répond pas aux besoins réels des habitants et qu'il est avant tout conçu pour améliorer l'image du quartier à des fins externes, sans réelle prise en compte de la population locale. Le refus de participer au projet "Quartier fertile" devient alors un moyen pour ces habitants d'exprimer leur méfiance envers une initiative perçue comme imposée de l'extérieur, sans véritable concertation ni co-construction. Ils dénoncent un manque de transparence et d'écoute, estimant que le projet ne tient pas compte des dynamiques sociales et des besoins spécifiques du quartier. Par exemple, la destruction de logements sociaux dans le cadre du réaménagement est vécue comme une menace directe à leur droit de rester dans le quartier.

Ce sentiment d'exclusion est renforcé par la perception d'une déconnexion entre les objectifs écologiques affichés par le projet et les réalités quotidiennes des résidents. Les initiatives vertes telles que l'agriculture urbaine ou l'aménagement d'espaces verts, bien qu'elles puissent sembler positives sur le papier, ne répondent pas aux priorités immédiates des habitants, qui sont davantage préoccupés par la préservation de leurs logements et l'accès à des services publics essentiels. Cette approche apparaît d'autant plus contradictoire que la rénovation des logements sociaux aurait un impact écologique bien plus bénéfique que leur destruction.

PARTIE 3: Synthèse et perspectives : les enseignements de l'étude de cas de la cité Gagarine

3.1. Tirer parti des leviers existants pour éviter le risque de greenwashing participatif

Ainsi, comme nous venons de le voir, la dynamique de renaturation de la cité Gagarine génère différents types de réactions chez les habitants. Tandis que certains, notamment des groupes de femmes, voient dans le projet de renaturation un levier de transformation positive pour leur quartier et on commencer à se l'appropriier en partie, d'autres le perçoivent comme une nouvelle phase du projet de renouvellement urbain, redoutant une gentrification accrue et une diminution du parc de logements sociaux. Notre enquête a révélé que, contrairement à l'image souvent erronée d'une apathie des classes populaires, les habitants se montrent préoccupés et impliqués par les enjeux de la crise écologique. Des savoirs et pratiques écologiques sont déjà présents, enracinés dans l'histoire des jardins ouvriers et des savoir-faire maraîchers, transmis de génération en génération au sein des familles tout au long de leur parcours migratoire. Il y a également une volonté d'éduquer les nouvelles générations à ces enjeux, et d'adopter des habitudes alimentaires et de consommation plus respectueuses de l'environnement. Ainsi, le volet d'agriculture urbaine du projet de réhabilitation du quartier, bien qu'il suscite des résistances, est susceptible de générer davantage d'adhésion et d'instaurer un dialogue plus régulier avec les habitants. Alors qu'ils s'étaient opposés au projet de renouvellement urbain de l'ANRU, certains habitants ont adhéré au projet "Quartier fertile", séduits par son approche plus participative et plus axée sur l'environnement.

Toutefois, pour assurer une véritable convergence entre les politiques publiques de développement de l'agriculture urbaine, les structures de l'ESS qui soutiennent ces initiatives, et les aspirations des habitants, il est essentiel de tenir compte des tensions et des enjeux spécifiques de ce territoire. Bien que des leviers importants existent déjà, s'ils ne sont pas suffisamment valorisés, le projet risque de dériver vers une forme de greenwashing participatif. Parmi ces leviers, on retrouve les savoir-faire écologiques des habitants, les réseaux de solidarité déjà en place, ainsi que l'engagement d'un noyau

d'habitants, en particulier des femmes, qui jouent un rôle central, comme nous l'avons vu précédemment. Nous allons à présent approfondir d'autres leviers mis en avant par les acteurs de terrain. Si ces ressources sont pleinement exploitées, elles pourraient renforcer la participation des habitants et éviter de retomber dans les travers classiques de la participation lors des processus de renouvellement urbain des quartiers populaires. Il sera donc primordial de s'appuyer sur ces éléments lors des prochaines phases de développement du "Quartier fertile" pour en faire une véritable initiative portée par et pour les habitants, et non une simple vitrine écologique.

3.1.1. Un projet territorial qui doit bénéficier en priorité aux habitants notamment au travers de l'emploi

Ainsi l'un des premiers leviers d'action soulignés par les habitants lors des entretiens a été l'importance que le projet profite en priorité aux résidents du quartier, notamment à travers les opportunités d'emploi qui pourraient y être créées. Comme l'explique cette mère de famille :

“donc après moi pour moi je dis que ça peut être bien mais ça peut être aussi une catastrophe. En sachant qu'il va y avoir un gardien, par exemple, mais on va dire que si ce n'est pas une personne du quartier, les gens vont se dire: “ils ont créé chez nous, en plus, ils vont ramener des gens de l'extérieur, ça profite même pas à quelqu'un de Gagarine au niveau de l'emploi”. Enfaite pour pouvoir dire que “oui, on l'a fait pour vous et pour vous aider vous”. En fait, faudrait vraiment embaucher, faire avec les gens du quartier. Faire avec les gens du quartier, ça veut dire qu'il y a quand même un respect. Au moins on se dit c'est quelqu'un voilà d'ici, qu'on connaît. Mais c'est quand ils voient des nouvelles têtes ou alors des nouvelles personnes qui arrivent, là ça va plus du tout. Si c'est fait avec des têtes qu'ils connaissent, il n'y aura ni dégradations ni rien du tout par respect déjà pour ces personnes qui y travaillent. Après c'est l'esprit quartier, c'est partout pareil. C'est comme j'ai dis déjà embauché des gens du quartier parce que pour eux c'est quoi ? C'est moi que je vis en cité, toi tu peux pas comprendre . Toi tu vis dans les quartiers chics, tu peux pas comprendre parce que vous pouvez venir voir un jour, deux jours, ce n'est pas vivre dans ce quartier. En fait, c'est quand tu vis dans le quartier que tu es là. Et bien tu n'as

pas le même ressenti que quelqu'un qui vient de l'extérieur, juste pour bosser par exemple”.

Nous avons également eu l'occasion de nous entretenir avec la responsable de la mission agriculture urbaine et démocratie alimentaire d'Est ensemble. Ce poste, financé par l'ANRU, a pour objectif de coordonner les différents projets « Quartiers fertiles » sélectionnés par l'ANRU au sein de ce territoire, au nombre de sept. Elle a pu observer, à travers ces projets aux niveaux d'avancement variés, une nette différence dans l'acceptation et l'appropriation du projet selon qu'il soit porté par des habitants du quartier ou par des acteurs extérieurs :

“du coup on a différents types de projets, il y a ceux où les projets étaient portés directement par les gens du quartier et ceux où ce n'était pas directement les gens du quartier. Romainville c'est en régie municipale il y a quand même un lien avec les habitants, même si il peut y avoir de la défiance envers les acteurs publiques surtout en contexte de renouvellement urbain quand c'est des acteurs qui ne sont pas locaux, là c'est compliqué et je le comprend en faite parce que c'est des gens qui voient leur environnement urbain renouvelé. Il y aura des destructions, on sait que tout le monde n'est pas relogé sur place, personne n'est dupe sur le fait que les prix augmentent et qu'il y a une pression foncière qui est importante donc je comprends que ça cristallise les craintes et les tensions. Déjà en soi le renouvellement urbain c'est complexe parce qu'il ya ceux qui vont rester sur place donc des habitants existants , ceux qui vont arriver dans les nouvelles constructions donc on a différents types d'habitants auxquels on va s'adresser mais ce qu'on voit c'est que sur les projets d'agriculture urbaine globalement c'est que quand ils n' émanent pas des habitants et qu'il y a des habitants qui prennent en main leur propre environnement pour faire un projet et ben du coup il faut vraiment non seulement une grosse phase pas seulement de concertation mais de mobilisation des habitants, y'a un lien de confiance à créer, une habitude de travail et ça ça prend beaucoup de temps” .

En conclusion, les témoignages recueillis révèlent une tension importante autour de la question de l'implication des habitants dans les projets d'agriculture urbaine et de rénovation. Il apparaît clairement que pour assurer l'acceptation et l'appropriation de ces

initiatives, il est essentiel d'impliquer les résidents de manière active, notamment en matière d'emploi local. Cette dynamique permet de renforcer le sentiment d'appartenance et de respect mutuel, tout en évitant des perceptions de dépossession ou d'exclusion. Comme l'illustrent les propos des habitants et des acteurs locaux, lorsque ces projets sont portés par les gens du quartier, la méfiance envers les acteurs extérieurs diminue, et les initiatives ont plus de chances d'être durablement ancrées dans le tissu local. Cela met en lumière l'importance de co-construire les projets avec les habitants pour qu'ils soient non seulement acceptés, mais aussi vecteurs de cohésion sociale et d'amélioration de la qualité de vie.

3.1.2. Une politique de renaturation face à l'enjeu des injustices environnementales

Le développement de l'agriculture urbaine sur le territoire s'inscrit directement dans la stratégie de renaturation menée par Est Ensemble, qui vise à atteindre 10 m² d'espaces verts par habitant d'ici la fin du mandat, contre les 6 m² actuels, un niveau en dessous des recommandations de l'OMS. Selon la coordinatrice des différents quartiers fertiles d'Est Ensemble, l'agriculture urbaine est perçue comme une "forme spécifique de végétalisation" et c'est à ce titre qu'elle est intégrée cette stratégie de renaturation menée par les pouvoirs publics. Cette démarche inclut le développement de parcs, l'accessibilité des espaces verts pour tous, la création de jardins partagés et familiaux, ainsi que la sensibilisation à la biodiversité. Ainsi, l'agriculture urbaine est abordée par les pouvoirs publics à travers cet objectif de végétalisation et d'accès aux espaces verts. Cette logique a parfois conduit à des situations où les préoccupations environnementales, bien que légitimes, semblaient éclipser les besoins sociaux les plus élémentaires des habitants. Elle mentionne par exemple une première réunion de concertation avec les habitants dans le cadre d'un projet de renouvellement urbain dans un autre QPV du territoire d'est-ensemble où l'ordre du jour portait d'abord sur la biodiversité avant même d'aborder les préoccupations plus urgentes des habitants, telles que la réhabilitation, le relogement, et d'autres priorités essentielles:

“Sur le projet dans le quartier de La Noue à Montreuil aussi on a assisté à une concertation dans le cadre du renouvellement et en fait la première thématique que le bureau d'étude a souhaité aborder c'était la biodiversité. Ce qu'on a vu

c'est que déjà, il y a très peu de mondes qui vient à ses concertations et ensuite les gens qui venaient ben ils avaient d'abord des questions sur le projet de renouvellement, c'est pas qu'ils s'en fichent de la biodiversité mais ils disaient ben c'est très gentil mais on vous voit donc on est ravis d'avoir des interlocuteurs donc nous on aimerait bien savoir ce que devient notre bâtiment, où vont aller les personnes”

Si l'agriculture urbaine est au cœur de la stratégie de renaturation d'Est Ensemble, la question de la justice environnementale demeure centrale. En se concentrant sur la végétalisation, cette stratégie pourrait ne pas suffisamment tenir compte des spécificités environnementales des quartiers populaires, risquant ainsi de perpétuer les inégalités. Le focus sur la végétalisation et l'embellissement urbain pourrait donner l'impression d'une ville plus verte, tout en laissant persister des inégalités environnementales profondes, qui s'ajoutent aux inégalités sociales et économiques dont souffrent les habitants. Ce décalage illustre les difficultés à concilier les enjeux environnementaux avec les besoins sociaux des populations les plus fragilisées.

3.1.3. Des ressources financières et administratives alignées sur les objectifs fixés

De plus, les moyens administratifs et financiers alloués à ces politiques sont souvent insuffisants et ne correspondent pas aux ambitions annoncées. Les responsables de la mise en œuvre des quartiers fertiles se trouvent confrontés à ces obstacles, qui s'ajoutent aux défis spécifiques du territoire, marqué par une sururbanisation. Cette situation entraîne des problèmes de pollution des sols, occasionnant des surcoûts supplémentaires. Ainsi, ces projets de quartiers fertiles sont souvent confiés à de petites structures de l'ESS ou à des associations, sans leur fournir les ressources nécessaires pour intervenir efficacement comme l'explique la personne en charge des dispositifs quartier fertile sur le territoire d'Est-ensemble:

“on reste dans une logique de projets on n'a pas de politique ambitieuse d'achats de terres , de gel de l'urbanisation d'autant que les budgets des collectivités

baisse, nous on est dans des collectivités où ils veulent construire pour des besoins de logement , on est urbanisé a 95 % on va de plus en plus vers une délégation des espaces de nature a des associations c'est quelque chose que je deplore parce que je trouve qu'on donne de plus en plus aux associations des objectifs de compenser le fait que l'état ne remplit plus certains role en therme d'écologie, de social mais en meme temps on leur donne pas vraiment les moyens de pouvoir bien le faire a cause de ses financements par projets c'est d'une complexite folle. C'est une usine à gaz l'Anru et les Quartiers fertiles, je vous raconte pas le temps qu'on passe en administratif et financier il faut donner une facture pour le moindre boulon”.

Il est donc crucial de co-construire le projet avec les habitants, en veillant à ce qu'ils en soient les premiers bénéficiaires, notamment à travers des opportunités d'emploi, plutôt que de privilégier des personnes extérieures. Le projet doit également intégrer une approche intersectionnelle des enjeux environnementaux et sociaux, afin d'aller au-delà du simple verdissement. Il est en outre indispensable de garantir une cohérence entre les ambitions affichées et les ressources mobilisées, tout en créant des espaces de dialogue réguliers et durables avec les habitants et tous les acteurs concernés. Ces espaces doivent être conçus pour favoriser une participation réelle et active.

3.1.4. Tirer parti d' expériences architecturales innovantes en matière de logement social

Les habitants, opposés à la démolition de leur immeuble, ont lancé une pétition en faveur de sa rénovation. Leur démarche a attiré l'attention des architectes Lacaton & Vassal, reconnus pour leur approche novatrice du logement social, comme en témoigne leur travail sur la Cité Manifeste de Mulhouse. S'appuyant sur leur expertise, les architectes ont élaboré un projet alternatif, à la fois plus ambitieux et moins coûteux que le plan initial. Leur objectif : rapprocher la production de logements sociaux des attentes réelles des habitants. Grâce à leurs propres investigations, des “habitants- engagés” ont identifié des pistes intéressantes pour concilier les enjeux environnementaux et sociaux de ces quartiers d'habitats sociaux comme l'explique une militante :

“Depuis j'en ai parlé avec plusieurs architectes, j'ai quand même vu 3 qui ont vu et qui m'ont dit “oui, ces bâtiments ils sont en bon état. Il n'y a aucune raison de les démolir”. Ils auraient été vétustes ou voilà d'accord, dans ces cas là on démolit Tandis que là, non. En plus, c'est non seulement ça, mais il y'en a un, il m'a dit au contraire, c'est des bâtiments, pas les tours mais les autres là.c'est ce qu'on faisait à l'époque c'est à dire des grandes pièces qu'on ne fait plus maintenant et souvent traversant et ça c'est super pour la lumière et pour l'air et c'est des supers apparts enfaite si ils sont rénovés , il fallait juste refaire l'isolation thermique et ce qu'a fait pour moi c'est le meilleur exemple, c'est les deux architectes là, Lacaton et Vassal , ils ont eu le prix Pritzker qui correspond au prix nobel d'architecture pour justement une réhabilitation d'un HLM je crois que c'est a Mulhouse et ils m'ont filé leur livre et enfaite d'un bâtiment pas très beau HLM , ils en ont fait un truc super et ils ont recréer des espaces extérieurs et c'est magnifique et ce qu'ils m'ont dit c'est que ça n'avait pas coûté si cher que ça c'est à dire qu'en fin de compte ca coute moins cher même que de démolir parce que démolir ca coute cher et ca pollue parce qu'après moi j'ai su qu'au niveau carbone, climat, la démolition c'est nul et je l'ai dis au maire comme c'est un maire écolo donc si on est vraiment écolos justement ben là on parle d'écologie moi j'essaye de l'être le plus possible, moi je suis écolo de gauche à la base ben si on veut parler d'écologie il ne faut pas démolir les bâtiments qui peuvent être rénovés”.

En conclusion, plutôt que de céder à la facilité de la démolition, l'exemple réussi du projet de Lacaton & Vassal offre des pistes inspirantes pour transformer les quartiers prioritaires. Il est ainsi possible de transformer ces espaces en des lieux respectueux de l'environnement, et répondant réellement aux attentes des habitants.

3.2. Synthèse des Résultats: Les Habitants de Gagarine face aux Défis de l'Écologisation

En nous intéressant à la phase de mise en place du projet "Quartier fertile" dans la cité Gagarine à Romainville, nous avons pu analyser la manière dont les habitants

réagissent face à ce processus d'écologisation. Nous avons observé comment ils s'approprient, réinterprètent ou résistent à cette transformation de leur quartier. Ce quartier, classé prioritaire dans le cadre de la politique de la ville et intégré au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), fait partie d'un dispositif plus large visant à rénover et transformer les territoires en marge. Le projet "Quartier fertile", porté par l'ANRU, vise à introduire des espaces verts, des potagers et des jardins partagés dans un cadre urbain en pleine mutation, avec l'objectif de créer un environnement plus apaisé et adapté aux enjeux climatiques contemporains.

En retraçant l'évolution de la politique de la ville, nous avons pu identifier un tournant écologique de plus en plus prégnant ces dernières années, qui s'impose comme une réponse aux maux urbains, tels que la pollution, la densité urbaine, et la fracture sociale. Ce tournant vert, loin d'être un simple embellissement, s'inscrit dans une vision stratégique de transformation urbaine où la durabilité est placée au cœur des politiques publiques. Le projet "Quartier fertile" de la cité Gagarine s'inscrit dans cette nouvelle approche, combinant écologie et renouvellement urbain pour repenser les quartiers populaires.

Cependant, la renaturation des quartiers populaires suscite des critiques, tant de la part des habitants que dans le champ de la recherche. Nous avons pu alors dégager les deux grandes tendances qui se dessinent dans la littérature scientifique: d'un côté, cette écologisation est perçue comme un progrès qui pourrait améliorer la qualité de vie des habitants, renforcer la cohésion sociale et favoriser la justice environnementale. De l'autre, certains chercheurs mettent en garde contre une approche descendante, dans laquelle des normes environnementales sont imposées par des acteurs extérieurs, souvent des élites urbaines, sans consultation réelle des populations concernées. Ce risque est particulièrement présent lorsque les projets sont portés par des institutions extérieures aux quartiers, sans prise en compte des attentes locales, ce qui peut renforcer la défiance et creuser le fossé entre habitants et décideurs.

Notre enquête de terrain, effectuée principalement durant la phase préparatoire du projet "Quartier fertile", nous a permis d'observer les mécanismes de participation citoyenne mis en place par les porteurs du projet. Ces réunions, organisées par la Cité maraîchère de Romainville, une structure de l'économie sociale et solidaire (ESS), ont offert un cadre pour que les habitants puissent exprimer leurs attentes, leurs craintes et

leur vision du projet. Malgré les retards accumulés en raison de difficultés administratives et financières, ces rencontres ont révélé un dynamisme certain et un intérêt croissant pour les questions écologiques au sein du quartier.

Les entretiens que nous avons réalisés avec les habitants et les acteurs institutionnels impliqués dans le projet ont montré que, loin des stéréotypes d'apathie politique souvent associés aux quartiers populaires, les résidents de la cité Gagarine manifestent une véritable préoccupation pour les enjeux climatiques et environnementaux. Beaucoup d'entre eux souhaitent non seulement voir leur quartier devenir plus vert mais également participer activement à cette transformation. Cet engouement pour les questions écologiques constitue un levier puissant pour encourager une participation citoyenne accrue et éviter les écueils habituels des opérations de renouvellement urbain. En effet, lorsque les habitants sont intégrés dès le début du processus, non seulement en tant que bénéficiaires mais aussi comme acteurs de la transformation, le projet gagne en légitimité et en appropriation locale. Ainsi, l'engagement écologique des habitants peut agir comme un catalyseur puissant pour leur engagement actif dans les processus de transformation urbaine. Cela pourrait permettre de surmonter les obstacles et les limites habituels rencontrés lors des opérations de renouvellement urbain dans les quartiers populaires, où la désertion des instances consultatives jugées trop peu démocratiques est un problème récurrent.

L'analyse des données collectées sur le terrain révèle que, malgré l'existence de nombreux leviers, plusieurs obstacles persistent. Le projet de Quartier Fertile, situé au sein de la cité Gagarine, se trouve ainsi à un carrefour critique : il oscille entre des aspects positifs significatifs et le risque de dériver vers du greenwashing participatif. Ce phénomène pourrait reproduire les écueils classiques de la participation dénoncés dans la littérature scientifique sur les projets de rénovation urbaine dans les quartiers populaires.

L'analyse des données collectées sur le terrain a permis de mettre en évidence les facteurs clés qui favorisent ou entravent la participation citoyenne dans le cadre de ce projet d'agriculture urbaine lié à la réhabilitation du quartier. Parmi ces facteurs, les savoirs et les pratiques maraîchères hérités des parcours migratoires et de l'histoire des jardins ouvriers se démarquent. Le rôle des femmes dans ce contexte est particulièrement central, oscillant entre les contraintes liées au genre et des formes

d'émancipation proto-politique. De plus, une volonté manifeste d'éduquer les jeunes générations aux enjeux écologiques se dégage. L'approche alimentaire, qui joue un rôle fédérateur en renforçant le lien social, constitue un levier supplémentaire. Cette approche encourage aussi une consommation alternative, y compris au sein des classes populaires, offrant un sentiment de valorisation et un accès à des modes de consommation habituellement réservés à des classes sociales plus privilégiées.

Les réunions “habitants” offrent un espace de dialogue, mais leur efficacité en matière de participation réelle est limitée. La directrice de la Cité Maraichère se distingue comme une figure clé, parvenant à fédérer grâce à son approche dépourvue de mépris social et de racisme. Cependant, une partie significative des habitants manifeste une opposition vive, percevant le projet “Quartier Fertile” comme un simple vernis écologique servant les intérêts privés et favorisant la gentrification du quartier. Par ailleurs, un manque d'intérêt et une apathie notables sont observés parmi une partie importante des habitants, compliquant ainsi l'efficacité et l'acceptation du projet.

Ainsi, la manière dont le projet de Quartier Fertile parviendra à intégrer et articuler l'ensemble de ces éléments, tout en prenant en compte les aspirations des habitants et en restant ouvert à la remise en question, sera cruciale pour les prochaines étapes de son développement. Alors que le projet commence à prendre forme et à sortir de terre, il doit désormais démontrer sa capacité à passer d'une phase de conception à une phase de réalisation concrète, en s'appuyant sur un engagement citoyen solide et pérenne. L'enjeu est de s'assurer que le projet ne se contente pas d'une image verte mais qu'il produit des effets tangibles sur le territoire et sur la vie des habitants. La réussite du projet Quartier Fertile repose sur sa capacité à articuler de manière cohérente les dimensions écologique, sociale et participative, en s'appuyant sur une dynamique d'appropriation citoyenne forte. Il s'agit de veiller à ce que le projet ne se réduise pas à une simple opération de communication verte mais qu'il contribue à transformer en profondeur le territoire et les modes de vie.

3.3. Contributions, Limites et Perspectives de l'Enquête

L'enquête menée sur le projet "Quartier Fertile" au sein de la cité Gagarine a permis de dégager des éléments sur l'engagement des habitants, particulièrement à travers l'observation participante. Cet engagement, principalement en matière de sensibilité écologique, souligne l'adhésion croissante des résidents de ce quartier d'habitat social à la cause environnementale. Cette adhésion représente un levier essentiel pour promouvoir la transition écologique à partir des quartiers populaires, dans un contexte d'urgence climatique. L'enquête met en lumière les nombreux leviers permettant de co-construire la ville de demain avec les habitants, en favorisant un dialogue plus régulier et durable avec les pouvoirs publics et les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) impliquées dans le projet.

L'étude révèle également le rôle déterminant joué par certains groupes, notamment les mères de famille, qui, par leur engagement, impactent l'ensemble du quartier. Ces femmes incarnent une force de proposition concrète et une dynamique collective, essentielle pour mener à bien les transformations en cours.

Ma double casquette de travailleuse sociale et d'enquêtrice a été davantage un atout qu'un obstacle dans ce travail de terrain. En effet, le travailleur social, bien que perçu de manière ambivalente, représente une figure familière pour les habitants des quartiers populaires, souvent rencontrée à différentes étapes de leur parcours. Il inspire une confiance qui, bien que teintée d'une certaine défiance vis-à-vis des institutions publiques et associatives, reste plus accessible que celle de l'universitaire, perçue comme une figure intellectuelle et éloignée de la réalité quotidienne des classes populaires. Cette posture de travailleuse sociale m'a permis d'établir une proximité facilitante, tout en maintenant une distance professionnelle nécessaire. Cependant, il a été crucial de moduler cette approche pour éviter de tomber dans une écoute trop empathique, typique du travail social, qui pourrait inciter les habitants à se confier sur des aspects personnels et leurs difficultés en dehors du cadre de l'enquête. Il a donc fallu clarifier le cadre et les limites des entretiens, en précisant que ces échanges ne visaient pas à instaurer une relation d'aide, et que les éléments trop intimes ne pourraient être pris en charge dans ce cadre.

Les données recueillies montrent comment les leviers d'action émanant des habitants dialoguent avec ceux des structures de l'ESS et des pouvoirs publics. Néanmoins, l'enquête met aussi en lumière des freins persistants qui pourraient compromettre les prochaines phases de développement du projet, risquant de reproduire les écueils malheureusement trop fréquents du déficit participatif lors des opérations de renouvellement urbain. Ces tensions et points de vigilance soulignent l'importance de renforcer les efforts pour éviter que ce projet ne devienne un rendez-vous manqué avec les habitants, et pour réellement pouvoir engager la transition écologique des quartiers populaires.

Ce travail réalisé dans le cadre du master présente certaines limites dont nous sommes pleinement conscients. Par exemple, nous aurions souhaité pouvoir interroger un plus grand nombre de jeunes habitants du quartier ainsi que d'autres responsables institutionnels impliqués dans le projet, dont la mobilisation s'est avérée plus complexe, rendant impossible leur entretien. De plus, en raison de retards répétés et conséquents, qui constituent également un frein important à la participation des habitants, nous n'avons pu observer que les phases préalables de la mise en œuvre du projet. Nos observations du projet "Quartier Fertile" se sont principalement focalisées sur les phases préparatoires, incluant les étapes de concertation avec les habitants avant le début des premières phases de chantier.

Il aurait été particulièrement enrichissant de prolonger cette enquête sur un plus long terme afin d'observer comment les habitants s'approprient le projet une fois concrétisé, les difficultés qui émergent, et la manière dont les rapports de pouvoir se redéfinissent. Cela aurait permis de déterminer si le projet favorise une réelle participation citoyenne ou s'il reproduit une approche descendante, typique des interventions traditionnelles sur ces territoires. Parvient-il à surmonter ces tensions, ou finit-il par tomber dans le piège du greenwashing participatif que nous avons identifié ?

En poursuivant et élargissant cette recherche, il aurait été pertinent d'effectuer une comparaison avec d'autres dispositifs "Quartier Fertile" en France, notamment ceux ayant plus d'ancienneté ou implantés dans des contextes différents, comme les zones rurales. Un approfondissement à l'échelle internationale aurait également été

intéressant, car la littérature scientifique montre que des politiques similaires de renaturation des quartiers populaires se développent dans divers contextes nationaux. Cette approche comparative aurait enrichi notre compréhension des dynamiques locales et globales autour de la participation et de l'écologisation urbaine, en mettant en perspective les spécificités du projet étudié au sein de la cité Gagarine.

BIBLIOGRAPHIE

- Anguelovski, I., Connolly, J. J. T., Masip, L., & Pearsall, H. (2017). Assessing green gentrification in historically disenfranchised neighborhoods: a longitudinal and spatial analysis of Barcelona. *Urban Geography*, 39(3), 458-491.
- Avenel, C. (2007). La politique de la ville et ses destinataires. Une politique de gestion d'un sentiment d'abandon? *Informations sociales*, 2007/5(141), 136-147.
- Avenel, C. (2010). Présentation. Dans C. Avenel, *Sociologie des quartiers sensibles: Domaines et approches* (pp. 12-12). Paris: Armand Colin.
- Bacqué, M.-H., & Biewener, C. (2015). L'empowerment, une pratique émancipatrice? Paris: La Découverte.
- Baribeau, C. (Dir.). (2012). L'engagement du chercheur qualitatif: du porte-parole au militant. *Actes du colloque de l'Association pour la recherche qualitative (ARQ)* organisé dans le cadre du 80e congrès de l'ACFAS, 8 mai 2012, Palais des congrès de Montréal.
- Berdoulay, V., & Soubeyran, O. (2002). Introduction. L'écologie urbaine et l'urbanisme. *La Découverte*, 11-19.
- Billen, L. (2023). L'écologie ordinaire pour lutter à la fois contre les inégalités sociales et la crise écologique. *Les Cahiers du Développement Social Urbain*, 77, 7-9.
- Blondiaux, L. (2022). Le participatif en actes: quel avenir pour l'injonction à la participation? *Questions de communication*, 2022/1(41), 73-86.
- Bonard, Y., & Matthey, L. (2010). Les éco-quartiers: laboratoires de la ville durable. *Cybergeo: European Journal of Geography*, Débats, Quartier durable ou éco-quartier?
- Bourg, D. (2020). Inégalités sociales et écologiques: Une perspective historique, philosophique et politique. *Revue de l'OFCE*, 165, 21-34.
- Bucolo, E. (2024). Au croisement de la justice environnementale et épistémique. *Sociographe*, 2024/2(86), 39-52.

Carrel, M. (2008). Faire participer les habitants dans une perspective comparée. Dans A.-M. Guillemard (Éd.), *Où va la protection sociale?* (pp. 355-371). Paris: Presses Universitaires de France.

Carrel, M. (2013). Faire participer les habitants. Citoyennetés et pouvoir d’agir dans les quartiers populaires. Lyon: ENS Editions.

Carrel, M. (2017). Injonction participative ou empowerment? Les enjeux de la participation. *Vie sociale*, 19, 27-34.

Carrel, M. (2017). Participation, démocratie et pouvoir d’agir dans les pratiques de développement social. Dans C. Avenel (Éd.), *Les nouvelles dynamiques du développement social* (pp. 139-157). Nîmes: Champ social.

Cefaï, D., Carrel, M., Talpin, J., et al. (2012). Ethnographies de la participation. *Participations*, 2012/3(4), 7-48.

Chiffolleau, Y. (2019). Les circuits courts alimentaires. Entre marché et innovation sociale. Toulouse: Eres.

Conan, Y., & Lakomi, C. (2022). Dossier complet de présentation du nouveau projet de cité maraîchère au bureau municipal. Romainville: non publié.

Denechere, F. (2008). Systèmes alimentaires territorialisés: les circuits courts comme vecteurs de développement territorial. Dans G. Maréchal (Dir.), *Les circuits courts alimentaires* (pp. 161-187). Dijon: Educagri éditions.

Dumont, C. (2016). Le défi de la transition sociétale: les associations s’affirment dans l’innovation. *VST - Vie sociale et traitements*, 2016/3(131), 61-64.

Emelianoff, C. (2001). Un nouveau modèle urbain?. Dans M. Boyer (Éd.), *L’Environnement, question sociale: Dix ans de recherche pour le ministère de l’Environnement* (pp. 281-290). Paris: Odile Jacob.

Emelianoff, C. (2012). Une nouvelle manière d’appréhender l’urbain. Dans A. Charlot (Éd.), *Vers un nouveau modèle urbain: Du quartier à la ville durable* (pp. 46-55). ediSens.

Fourniau, J.-M., Blondiaux, L., Bourg, D., et al. (2022). La démocratie écologique. Une pensée indisciplinée. Hermann, Colloque de Cerisy.

Gourgues, G. (2020). Démocratie participative. Dans R. Pasquier (Éd.), *Dictionnaire des politiques territoriales* (pp. 141-147). Paris: Presses de Sciences Po.

Hamman, P., & Costes, L. (2023). Éditorial. Écologie populaire dans les périphéries urbaines. *Espaces et sociétés*, 2023/1(188), 11-20.

Joinet, H., Laruelle, N., & Delaville, D. (2023). Note rapide Habitat-Société (n° 990). Institut Paris Region. La renaturation des quartiers en politique de la ville, une dynamique à intensifier.

Juan, M., & Renault-Tinacci, M. (2019). L'association un creuset d'innovations démocratiques? *Cahiers de l'action*, 2019/1(53), 7-12.

Jounin, N. (2024). Voyage de classes. Paris: La Découverte.

Klein, J.-L., Laville, J.-L., & Moulaert, F. (2014). L'innovation sociale. Érès, Sociologie économique.

Laville, J.-L., & Salmon, A. (2015). Associations et action publique. Paris: Desclée de Brouwer.

Laville, J.-L., & Salmon, A. (2022). Pour un travail social indiscipliné. Toulouse: Eres.

Le Compas (bureau d'étude des territoires). (2022). Analyse des besoins sociaux. Romainville, portrait social. Commande CCAS Romainville: non publiée.

Mathis, C.-F. (2021). L'émergence de la pensée écologique en ville. *Métropolitiques*.

Michel, B., & Bioteau, E. (2020). L'ESS dans les quartiers créatifs: ancrage et utilité sociale dans les territoires de proximité. *RECMA*, 2020/1(355), 65-79.

Mangin, G., & Roy, A. (2023). L'écologie en milieux populaires : de la débrouillardise à l'action collective. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 23(2).

Mauger, G. (1991). Enquêter en milieu populaire. *Genèses*, 128-129.

Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV). (2012, novembre). Dossier ressource: Politique de la Ville. ORIV. https://www.oriv.org/wp-content/uploads/oriv_dossier_ressources_politique_ville.pdf

Ouassak, F. (2023). Les conditions d'émergence d'un projet écologiste depuis les quartiers populaires. *Les Cahiers du Développement Social Urbain*, 2023(1), 22-23.

Paugam, S. (1991). La disqualification sociale. Paris: PUF.

Perrin, A. (2022). Social business et initiatives citoyennes: deux modes d'institutionnalisation pour quelle innovation sociale? Université de Lorraine: thèse non publiée.

Pleyers, G. (Dir.). (2011). La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire. Paris: Desclée de Brouwer.

Réseau des Territoires pour une Économie Solidaire (RTES). (2023). Propositions pour une politique de la ville renouvelée: Issues du séminaire national ESS & Politique de la ville du 25 janvier 2023 et des travaux du RTES. RTES. <https://www.rtes.fr/seminaire-politique-de-la-ville-ess-retrouvez-les-propositions-et-les-ressources-diffusees>

Rigaud, D. (1997). La politique de la ville en France. *Hommes et Terres du Nord*, Les politiques urbaines en France et au Royaume-Uni, 11-17.

Rogue, H. (2008). Romainville dans l'histoire. Paris: Le Temps des cerises.

Roudil, N. (2023). Quand les grands ensembles deviennent des écoquartiers inégalitaires et normatifs à la périphérie des métropoles. *Espaces et sociétés*, 188, 21-36.

Roy, A. (n.d.). La renaturation des quartiers en politique de la ville: une dynamique à intensifier. *Institut Paris Region*.

Saurugger, S. (2019). L'Europe de la participation: Une dynamique historique. *La Revue des politiques publiques*, 2019/2(5), 205-222.

Séguy, C. (2017). Les nouvelles formes de participation dans la politique de la ville: Réflexion sur l'engagement des habitants. *La Revue des politiques publiques*, 2017/3(8), 29-42.

Soulard, M., & Billon, B. (2020). La ville comme laboratoire de la transition écologique. *La Revue des politiques publiques*, 2020/1(6), 89-106.

Tchongue, T. (2021). Les politiques publiques pour les jeunes: vers une nouvelle approche. *La Revue des politiques publiques*, 2021/3 (2), 12-21.

Terranova, A. (2013). La revitalisation des quartiers populaires par l'éducation populaire. *La Revue des politiques publiques*, 2013/1(1), 34-49.

Tissot, S. (2005). Les sociologues et la banlieue: construction savante du problème des « quartiers sensibles ». *Genèses*, 60, 57-75.

Vie Publique. (2023). Des bidonvilles aux QPV: 70 ans de politique de la ville. Vie Publique.

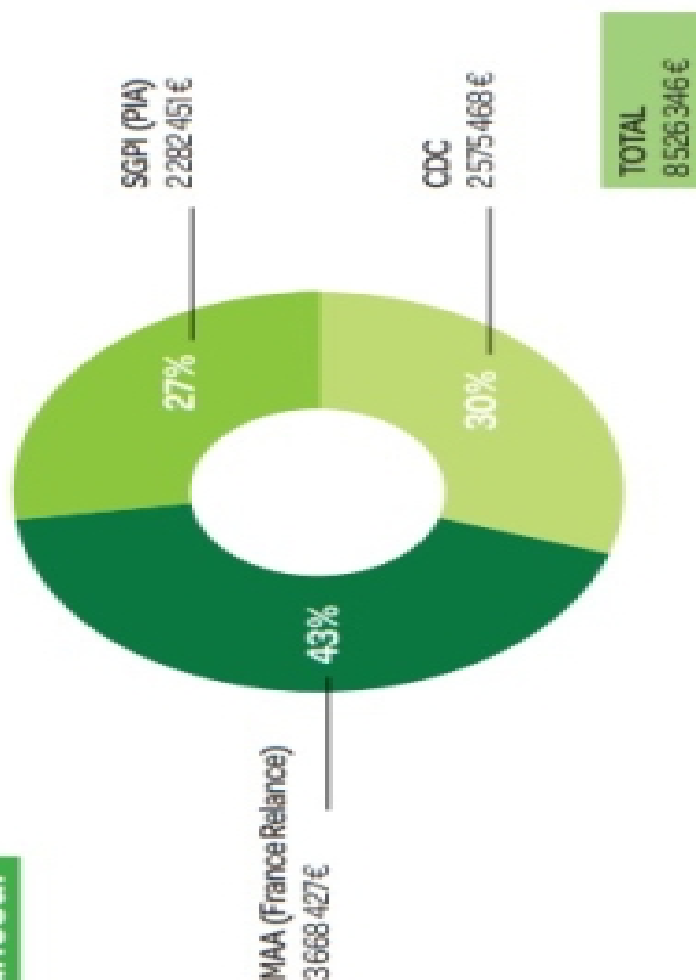
<https://www.vie-publique.fr/eclairage/290135-des-bidonvilles-aux-qpv-70-ans-de-politique-de-la-ville>

Wacquant, L. (2012). Repenser le ghetto: Du sens commun au concept sociologique. *Idées économiques et sociales*, 167, 14-25.

Qui finance les projets lauréats de la première tranche de l'appel à projets

Répartition par financeur

Pour cette première phase de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles », les 27 lauréats se partageront plus de 8 millions d'euros pour mener à bien leurs projets.



Annexe 3 : Flyers édités par les habitants opposés au projet de rénovation



**VILLE DE ROMAINVILLE,
SEINE SAINT-DENIS HABITAT,
EST ENSEMBLE, ANRU...**

TOUS COMPLICES !

STOP AUX DEMOLITIONS A GAGARINE !

Dans le cadre du Nouveau Programme National De Renouvellement Urbain (NPNRU), le projet dit de « rénovation » de la Cité Youri GAGARINE se poursuit. Initialement ce projet prévoyait la démolition des 9 bâtiments et la rénovation des 3 tours qui composent notre quartier.

Monsieur François Dechy, maire de Romainville, avait annoncé en Octobre 2020 la mise en place d'une concertation avec les locataires de la Cité concernant la Phase 2 qui suivrait la Phase 1 qualifiée de « juridiquement ou techniquement irréversible ». L'actuelle majorité municipale, élue en Juin 2020, promettait pourtant une rupture catégorique avec la politique urbaine de l'ancienne municipalité.

Aujourd'hui, nous voyons les effets du « bétonnage à tout va », permettant l'enrichissement des promoteurs immobiliers au détriment de la préservation du logement social et du droit à vivre décemment. **CETTE CONCERTATION N'EST FINALEMENT QU'UNE PARODIE DE DÉMOCRATIE, UN PROCESSUS DANS LEQUEL LES LOCATAIRES NE DÉCIDERONT DE RIEN !**

POUR NOUS, NI DE PHASE 1 NI DE PHASE 2 !

La démolition de la cité Gagarine, c'est détruire ce qui fait la richesse de ce quartier. Aujourd'hui, le bâtiment D est condamné à la démolition, notamment à cause des contraintes d'accès et de sécurité liées à la proximité du bâtiment avec le Pôle Scolaire Maryse Bastié et avec les futures constructions à la place du bâtiment B, lui aussi condamné à la démolition.

Pour le futur des locataires de Gagarine, le collectif reste mobilisé.

Nous agissons en priorité pour

Poursuivre le combat contre la démolition du Bâtiment H, contre laquelle de nombreux locataires du bâtiment sont mobilisés.

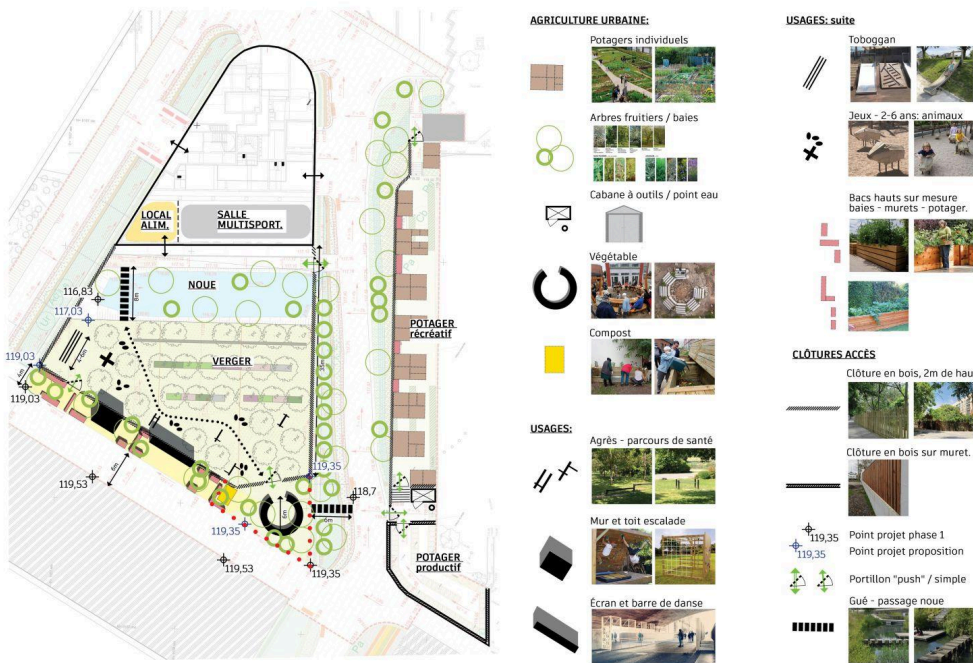
Il n'y a aucun élément qui oblige sa démolition, le maire ayant avoué qu'il s'agissait en fait d'un accord « pragmatique » lui « garantissant l'équilibre avec ses partenaires ».

Exiger un relogement digne pour tous les locataires du Bâtiment D répondant à leurs besoins (prix du loyer, superficie, localisation etc...).

**Réunissons-nous SAMEDI 12 FÉVRIER 2022 à
15H00, à la salle de quartier du Pôle Educatif
Maryse Bastié**

Nous vous invitons à réfléchir ensemble à nos droits au relogement ainsi qu'à la poursuite du combat contre la gentrification et la casse du logement social.

Annexe 4 : Flyer d'invitations aux réunions "habitants et synthèses des différents options qui prend en compte l'avis des habitants



question
 Quelle répartition
 entre % productif et
 % récréatif ?

proposition
 On réfléchit
 ensemble aux
 clôtures ?



Annexe 5 : Exemple d'une grille entretien habitants

GRILLE ENTRETIEN HABITANTS

Présentation : Pour commencer, pourriez-vous vous présenter brièvement ? (prénom, âge, parcours si vous le souhaitez, profession, composition familiale, éventuel parcours migratoire)

Lieu de vie :

- Depuis combien de temps habitez-vous dans le quartier et dans quel type de logement ?
- Avez vous été relogé ou êtes vous dans l'attente d'un relogement dans le cadre de la rénovation du quartier?
- Comment se passe pour vous le programme de réhabilitation du quartier? La proposition qu'on vous a faite vous convient-elle ?
-

Sentiment d'appartenance :

- Que pensez-vous du climat général du quartier? Est ce que vous vous y sentez bien?
- Éléments sur l'histoire du quartier?
- Connaissez-vous bien vos voisins?

projet Gagarine :

- Que pensez-vous du projet de rénovation urbaine de Gagarine, notamment de son aspect écologique ?
- Comment avez-vous été impliqué dans ce projet ? Vous a-t-on sollicité pour y participer ? De quelle manière ?
- Comment y participez-vous ? Comment pensez-vous investir le projet par la suite?
- Quelles ont été les différentes phases du projet?
- Vous sentez vous entendu ?

Cité maraîchère :

- Que pensez-vous du projet de la cité maraîchère ?
- Est ce que vous trouvez qu'il a apporté quelque chose au quartier ?

- Comment était le quartier avant qu'il ne soit là?
- Que pensez-vous du bio ?

Réseau associatif :

- Faites-vous partie d'autres associations dans le quartier ?

Les relations de voisinage :

- Comment décririez-vous les relations entre les habitants du quartier ?

Les services et équipements :

- Quels sont les services et équipements qui manquent dans le quartier ?

Les attentes pour l'avenir :

- Quels sont vos souhaits pour l'avenir du quartier Gagarine ?

ETABLISSEMENT : CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers)		
NOM : FANDEUR-JITTEN	PRÉNOM : Marceline	Année du JURY : 2024
FORMATION : Master Sciences humaines et sociales mention intervention et développement social Economie sociale et solidaire (ESS)		
TITRE du mémoire : TRANSFORMER LES QUARTIERS POPULAIRES EN “QUARTIERS FERTILES” La rénovation verte de la cité Gagarine à Romainville		
<p>RÉSUMÉ : Cette enquête analyse la mise en œuvre du projet "Quartier fertile" dans la cité Gagarine à Romainville, en se concentrant sur les réactions des habitants face à ce processus d'écologisation. Intégré au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), ce projet vise à installer des infrastructures d'agriculture urbaine au pied des tours dans le cadre de la réhabilitation du quartier pour répondre aux enjeux climatiques actuels.</p> <p>L'analyse met en évidence un tournant écologique dans la politique de la ville, où la durabilité devient primordiale. Cependant, cette écologisation suscite des critiques : certains y voient une possibilité d'améliorer la qualité de vie et de promouvoir la justice sociale et environnementale, tandis que d'autres s'inquiètent d'une approche descendante, imposée sans réelle consultation des habitants. L'enquête de terrain, réalisée durant la phase préparatoire du projet, a révélé un intérêt croissant des habitants pour les enjeux écologiques. Les réunions organisées par la Cité maraîchère de Romainville pour co-construire le projet ont facilité la participation citoyenne. Ainsi, loin d'être apathiques, les habitants souhaitent s'engager activement dans ces transformations écologiques sur leur territoire. Cependant, des obstacles demeurent, risquant de faire basculer le projet vers une forme de greenwashing participatif, où l'on retomberait dans les problèmes habituels de déficit démocratique fréquemment constatés dans les quartiers populaires lors des opérations de rénovation urbaine. Il reste à déterminer dans quelle mesure cette expérience pourra servir de modèle pour d'autres projets similaires à l'avenir et si elle parviendra à relever les défis complexes de l'intersectionnalité entre enjeux écologiques, sociaux, politiques et territoriaux.</p>		
MOTS CLÉS : ESS, agriculture urbaine, QPV: Quartiers Politique de la ville, Participation, Démocratie, ferme urbaine, habitants des quartiers populaire, transition écologique		
Nombre de pages (annexes comprises) : 110		